

LE SOCIALISME DE M. HENRI DE MAN

" Il faut agir en homme de pensée
et penser en homme d'action "

(H. BERGSON)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 9 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

Marie-Lætitia ROUX

née à Châteaubriant, le 17 Août 1911

Président : M. L. BAUDIN

Suffragants { MM. NOYELLE, Professeur.
PERROUX, Professeur

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot, 3

PARIS (5^e)

1937

LE SOCIALISME
DE
M. HENRI DE MAN

LE SOCIALISME DE M. HENRI DE MAN

" Il faut agir en homme de pensée
et penser en homme d'action "
(H. BERGSON)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 9 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

Marie-Laetitia ROUX

née à Châteaubriant, le 17 Août 1911

Président : M. L. BAUDIN

Suffragants }

MM. NOYELLE, Professeur.

PERROUX, Professeur

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot, 3

PARIS (5^e)

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Parmi les théoriciens du socialisme contemporain, M. Henri DE MAN tient une place de premier plan qu'il doit au caractère profondément original de sa pensée ; le ministre des finances du Cabinet de M. VAN ZEELAND est également l'un des hommes politiques éminents de l'heure présente. Les qualités maîtresses des manifestations de sa double activité ne tiennent-elles pas, d'ailleurs, à cette dualité même ? Le théoricien de « Au delà du Marxisme » a tiré grand profit de l'expérience du militant ; et l'homme politique, et d'action, est éclairé par les lumières, la sagesse du philosophe.

Né à Anvers, en 1885, dans une famille d'armateurs, à dix-sept ans il est déjà, cependant, un militant du Parti Ouvrier Belge (P. O. B.), et l'un des dirigeants du mouvement des jeunesses socialistes. A Gand, il fait des études de sciences historiques et obtient le diplôme de docteur. Attiré par le marxisme allemand, il va faire ensuite à Francfort, puis à Oxford, des études de même nature. Il retourne ensuite en Belgique et s'adonne aux œuvres d'éducation ouvrière du P. O. B., des syndicats, des coopératives socialistes. Agé de vingt-cinq ans seulement, il crée la Centrale d'Education Ouvrière Belge. Mais survient la guerre qui, pour l'internationaliste

qu'est M. DE MAN, est une déception considérable. L'invasion allemande le détermine cependant à s'engager ; il est, pendant un certain temps, chargé de mission en Russie, et, à la fin de la guerre, officier de patrouilleurs. Après la guerre il part, comme prospecteur, pour l'Alaska, et se trouve intimement mêlé, en Amérique comme en Europe, à la vie ouvrière. En 1921, il est à nouveau en Belgique, où il a repris la direction de la Centrale d'Education Ouvrière ; pendant deux ans il se consacre à l'« Ecole Ouvrière Supérieure » qu'il a fondée. Mais il ressent le besoin de se plonger à nouveau dans une vie purement intellectuelle et se retire à Darmstadt, puis en Suisse. « La Psychologie du Socialisme » qu'il écrit en 1923-1924, traduite plus tard en français sous le titre de « Au delà du Marxisme », est le fruit de sa retraite. Il publie à la même époque « La lutte pour la Joie au Travail », qui est le compte rendu des résultats d'une enquête faite précédemment par lui auprès de ses ouvriers étudiants. Il termine en Suisse, en 1932, « L'Idée Socialiste », où il précise son point de vue personnel, déjà exposé, à la suite d'une critique du marxisme, dans « La Psychologie du Socialisme ». M. DE MAN accepte ensuite une chaire de psychologie à Francfort ; mais il n'abandonne pas l'action socialiste et, en 1931, il participe au Congrès de l'Internationale à Vienne. Hitler, arrivé au pouvoir, lui propose de constituer son enseignement ; mais M. DE MAN retourne en Belgique, sentant qu'accepter serait renoncer à sa liberté d'expression, avec raison d'ailleurs : l'« Idée Socialiste », qui avait déjà paru, n'est-elle pas brûlée bientôt après sur les places publiques d'Allemagne ? De retour en Belgique, M. DE MAN prépare « Le Plan

du Travail », programme précis d'action qu'il propose à Noël 1933 au P. O. B. Le parti fait alors de lui son vice-président ; il mène la lutte contre les gouvernements déflationnistes ; mais en mars 1935, la situation politique change, et il se voit attribuer le portefeuille de ministre des Travaux Publics et de la Résorption du Chômage. Puis, dans le Cabinet formé après les élections de 1936, celui de Ministre des Finances.

Ses œuvres maîtresses : « La Psychologie du Socialisme » (« Au delà du Marxisme »), et « L'Idée Socialiste » présentent le plus grand intérêt, de même son programme de socialisation : « Le Plan du Travail », ainsi que le programme d'exécution de ce plan, dressé par lui et par l'équipe du Bureau d'Etudes Sociales. Les premières contiennent, ainsi que « La Joie au Travail » et « Le Socialisme Constructif », sa théorie générale du socialisme. La façon qu'il a de poser le problème du socialisme en le rattachant aux problèmes généraux de la destinée et des devoirs humains, et de la psychologie, font de ces deux livres des œuvres dont la lecture est, pour l'esprit, attachante et fructueuse. Le socialisme, ainsi que l'entend M. DE MAN, paraît correspondre à la nature profonde de l'homme, et ces livres, à cause même de cette position prise par leur auteur, seront toujours d'actualité. Leur valeur ressort cependant de façon particulière de nos jours, Karl MARX et ses continuateurs ayant minimisé la signification et la portée du socialisme en le réduisant à une lutte pour des acquisitions matérielles. La partie de l'œuvre de M. DE MAN qui constitue son programme pratique présente un intérêt différent ; intérêt général aussi, par l'esprit dans lequel ce programme est conçu, et par la connais-

sance qu'il manifeste de l'économie et de la politique ; mais plutôt intérêt d'actualité tenant aux difficultés économiques de l'heure présente et aux remèdes précis qu'il convient de leur appliquer, et spécialement en Belgique.

Cette étude a pour objet principal la théorie générale du socialisme de M. DE MAN, qui sera présentée dans la plus développée des deux parties de l'ouvrage. Les grandes lignes de son programme pratique seront exposées brièvement dans la deuxième partie, ainsi que certains points de ce programme qui paraissent particulièrement importants.

*
**

Mais l'exposé de sa théorie du socialisme sera facilité si l'on recherche tout d'abord quel est l'esprit général de sa doctrine, son attitude intellectuelle. Et c'est le moment de poser ici la question classique : quels sont ses maîtres ? à qui peut-on le rattacher ? à quel groupe de théoriciens socialistes ? de philosophes ? En ce qui concerne M. DE MAN, il semble qu'on ne puisse répondre à la question qu'en la rejetant ; sa personnalité est trop fortement accusée pour permettre de l'assimiler à telle ou telle autre. Ce n'est pas que ses théories présentent un caractère d'inédit, qu'elles frappent ou séduisent par leur nouveauté ; mais si M. DE MAN, à qui la lecture de PLATON, de MONTAIGNE et de SAINT-THOMAS est familière, continue la vieille et saine tradition humaniste, s'il a, comme MARX, étudié le socialisme dans l'histoire, s'il a suivi FREUD dans ses analyses psychologiques, si ses considérations sur l'éthique se rapprochent

par certains côtés de celles qu'exprime l'auteur des « Deux sources de la Morale et de la Religion », si sa pensée rencontre celle de PROUDHON, ou bien celle de JAURÈS : il est, avant tout : lui-même.

Ce qui fait l'intérêt particulier de sa théorie du socialisme, c'est moins, d'ailleurs, tout ce qu'il affirme et que d'autres ont pu dire, que l'accent qu'il met sur certains points qui lui paraissent d'une importance essentielle. Importance qui lui apparaît même plus grande à certains moments de l'histoire qu'à d'autres. Ainsi, sans professer des idées opposées à celles de certains de ses devanciers, M. DE MAN en arrive à étudier le socialisme de façon tout à fait différente. Sa philosophie du socialisme est, au départ, une critique du marxisme, et surtout de l'interprétation courante de la pensée de MARX ; et, dans cette appréciation même du marxisme, M. DE MAN adopte une attitude différente de celle d'un KAUTSKY ou d'un BERNSTEIN, par exemple. Il néglige les discussions de détail et estime que le plan de la critique est déplacé « du domaine des conclusions à celui de méthode » (« Au delà du Marxisme », Chap. I). Ce qui doit être discuté, c'est moins telle ou telle loi économique énoncée par MARX, et dont la fausseté est suffisamment dénoncée par les faits, que l'état d'esprit qui inclinait MARX à énoncer cette loi. C'est la façon marxiste de raisonner, ce sont les tendances de la philosophie du XIX^{me} siècle, « déterministe, mécaniste, historiciste, rationaliste », l'hédonisme économique, toute une manière de penser vicieuse et qui ne doit plus avoir cours. M. DE MAN, malgré les condamnations qu'il prononce contre le déterminisme ou l'hédonisme de la philoso-

phie marxiste, admet cependant que la pensée de MARX, bien qu'erronée, ait fait énormément pour le socialisme. Mais ce même socialisme est malade, maintenant, de ses souvenirs marxistes, et a besoin d'une autre atmosphère intellectuelle. Si M. DE MAN reconnaît que la pensée de MARX, dont l'influence actuelle est pernicieuse, a pu être bienfaisante, il trouve néanmoins que ses conceptions sont fausses dans leur principe. Le pragmatisme de M. DE MAN n'est pas incompatible, en effet, avec ses croyances en certaines vérités fondamentales. Et, sa théorie personnelle du socialisme, il la propose non comme une explication d'un moment, mais comme une vérité éternelle dont, à ce moment, il convient de considérer plus particulièrement certains aspects.

Ainsi, M. DE MAN estime que le socialisme, réduit à ses principes essentiels, correspond aux besoins et aux aspirations de la nature humaine. Mais, désireux surtout de renforcer l'action socialiste, il oriente principalement ses recherches vers ce qui, dans le socialisme, lui apparaît comme portant l'empreinte de l'homme. Autrement dit : l'étude du socialisme devient pour lui l'étude d'un mouvement. Cette attitude s'oppose très nettement à celle de MARX, pour qui l'étude du socialisme n'est pas celle d'un mouvement ainsi compris, mais celle d'une sorte d'évolution mécanique et indépendante de la volonté humaine. M. DE MAN recherche, dans les fait historiques, dans les institutions, les caractéristiques de l'action humaine individuelle ou collective qui est à leur origine, et il recherche aussi ces caractéristiques dans les états d'âme les moins extériorisés, dans telle disposition psychologique, dans certaine orientation de la volonté encore vierge, qui lui paraissent tout

de même d'essence socialiste. Les observations qu'il est amené à faire de cette manière lui permettent de donner ensuite aux hommes politiques et aux plus humbles particuliers des indications et des conseils remplis de sagesse, parce que fondés sur la connaissance de la vie.

La manière que M. DE MAN a d'aborder les problèmes du socialisme est ainsi empreinte de la plus grande objectivité. Deux tendances paraissent d'ailleurs dominantes dans son étude du socialisme :

Il est objectif,

et il s'applique principalement à considérer dans les phénomènes sociaux et dans les actes des individus leur aspect éthique, négligé depuis KARL MARX.

I. — Objectif, il l'est par pragmatisme, à la fois, et par sincérité, amour de la vérité. Il étudie la réalité en s'efforçant d'en embrasser le plus d'aspects possibles, et du plus près possible.

Son champ d'études est vaste. C'est d'abord l'histoire. Il suit KARL MARX sur le terrain où celui-ci s'était engagé, et son érudition semble ne le céder en rien à celle du créateur du matérialisme historique. Les premiers chapitres de « L'Idée Socialiste » suffiraient à édifier le lecteur à ce sujet. Mais l'attitude et les jugements de M. DE MAN en matière historique sont tout différents de ceux de MARX. « L'Idée Socialiste », en particulier, insiste sur le fait suivant laissé dans l'ombre par MARX, oublié après lui, et que M. DE MAN remet en lumière : la production des idées a joué un rôle de premier ordre dans la succession des événements, et l'un des plus graves défauts de la conception marxiste, affirme M. DE MAN, est d'avoir sous-estimé l'importance de

l'activité intellectuelle comme ressort de l'évolution historique. M. DE MAN ne tombe pas dans l'excès contraire à celui qu'il reproche à MARX ; il ne néglige pas l'importance des facteurs étrangers à l'homme, ou, dans l'homme, celle des mobiles d'ordre matériel ; il s'efforce à tout instant de rester en contact avec toutes les formes de la vie. Une remarque des plus intéressantes est faite par lui, en ce qui concerne la méthode historique, et qui traduit ce souci d'objectivité. Il ne faut pas, pense-t-il, attribuer à la méthode historique une importance exagérée ; l'hypothèse de départ n'est qu'un outil dont on ne peut se passer, mais rien qu'un outil ; l'historien est tenu, pour étudier et exposer les faits, d'utiliser cette théorie des causes, ou cette autre ; mais quel que soit le rang que l'on attribue à une cause déterminée, si l'on observe sans parti pris, on ne peut négliger telle ou telle autre cause. Et, comme dans la réalité, toutes se rejoignent, peu importent, en définitive, les suppositions faites au début, pourvu qu'elles permettent de pénétrer toute la complexité du réel.

Avec l'histoire, l'état d'esprit des générations des temps révolus, et les institutions du passé, M. DE MAN étudie également l'époque contemporaine. Ayant été en contact quotidien et étroit avec les ouvriers, il connaît à fond l'âme prolétarienne, et, fils de la bourgeoisie, il connaît aussi l'état d'esprit de ceux que MARX proclamait les pires ennemis du prolétariat ; ayant fréquenté les universités, les milieux intellectuels, il insiste, comme on ne l'a pas fait avant lui, sur l'influence et le rôle essentiels des penseurs dans tout mouvement socialiste. Nous sommes loin, avec M. DE MAN, de la division simpliste de la société en deux classes opposées : prolétaires et capitalistes.

Enfin, à l'intérieur même des groupes, il tient le plus grand compte des réactions des individus. La réalisation du socialisme est, d'ailleurs, avant tout, à son avis, un devoir pour chacun de nous, et la révolution psychologique qu'il estime nécessaire pourrait se réaliser de façons différentes suivant les natures, exiger de chacun des sacrifices ou des changements plus ou moins considérables. La « Joie au Travail », qui est un recueil des déclarations de différents travailleurs, témoigne de l'intention de M. DE MAN de toujours considérer dans chacun non le numéro d'une série artificielle, mais l'homme.

Le souci d'objectivité de M. DE MAN apparaît nettement aussi dans les critiques qu'il adresse à ce qu'il nomme « le réalisme conceptuel » de Karl MARX, auquel il oppose l'attitude intellectuelle qu'il veut être la sienne.

M. DE MAN, notamment dans le chapitre XI de « Au delà du Marxisme », indique que MARX lui paraît à la fois adopter deux tendances opposées des modes de pensée de son époque : la tendance matérialiste issue de DARWIN, d'une part, parce qu'elle explique l'histoire du passé à l'aide du seul principe de causalité matérielle ; la tendance idéaliste suivie par HÉGEL, d'autre part, parce qu'elle conçoit l'évolution future comme la réalisation d'une idée reconnue par la raison. Et le vice rationaliste apparaît à M. DE MAN dans ce double caractère de la conception marxiste, où le devenir de l'humanité, résultant à la fois d'une détermination de l'idée par la matière, et d'une réaction de l'idée sur la matière, se réduit ainsi à l'accomplissement de lois semblables à celles de la pensée rationnelle. D'une manière générale, remarque M. DE MAN, et indépendamment de

toute théorie sur l'évolution historique, les rapports entre les phénomènes sont posés par Karl MARX de façon purement logique ; il ne se met pas en contact avec la réalité objective, réalité à laquelle il substitue les « catégories » de l'esprit, matérialisées par lui. Aux réactions mécaniques, qui seules peuvent rattacher les uns aux autres les phénomènes sociaux dans un tel système, M. DE MAN oppose la réaction psychologique complexe, imprévisible, vivante, que nous livre l'observation : « Nous cherchons, dit-il, une conception du monde qui nous vienne de l'expérience immédiate de l'univers réel de la sensation et de la volonté..... », «dans ce que nos pères appelaient la raison souveraine, nous ne voyons plus qu'une fonction partielle de la vie psychologique, appelée à servir une volonté qui procède de la disposition instinctive de l'homme ».

II. — Objectif par la façon qu'il a d'examiner sans parti pris d'exclusivité tout ce qui se présente à lui de la vie sociale, de celle des individus, et de l'observer directement et sans système préconçu, M. DE MAN le reste encore quand il insiste, dans ses recherches et ses conclusions, sur l'importance du point de vue éthique.

M. DE MAN ne reproche pas seulement aux théories de MARX les erreurs qu'elles renferment, il les juge aussi insuffisantes pour bien servir la cause socialiste. A son avis, une doctrine complète du socialisme devrait être : et une science du possible, et une science du devoir. Science du possible, elle interpréterait la réalité objective et montrerait, à la réalité subjective des motifs non encore formulés, les conditions et les frontières de leur réalisation. C'est à ce stade, souligne M. DE MAN,

que s'arrête le marxisme qui n'est, même, qu'une critique du capitalisme. Quant à la science du devoir, elle doit justifier ces objectifs ; les problèmes qui se posent sortent alors du domaine de l'histoire et de l'économie politique.

Aussi M. DE MAN juge-t-il nécessaire de faire ressortir les éléments psychologiques, éthiques, qui, à tout moment, font corps avec les problèmes socialistes. Ce n'est pas à dire qu'il se refuse à considérer les autres aspects du réel, mais simplement qu'il remet les facteurs matériels, surestimés par MARX, à la place qui, à son avis, leur revient. Il insiste seulement de façon particulière sur ce qui lui paraît essentiel.

C'est ainsi qu'il critique l'attitude hédoniste et matérialiste prise par Karl MARX quand ce dernier recherche les origines du socialisme, et qu'il s'applique à mettre en lumière les mobiles supramatériels qui sont à la source de tout mouvement socialiste.

De même, M. DE MAN s'oppose au déterminisme de MARX ; les fins du socialisme doivent être atteintes, d'après lui, non par la simple adhésion de l'homme à une évolution en quelque sorte extérieure à lui, mais par un effort de volonté. Une tâche de transformation juridique et morale s'impose donc tout d'abord, pour permettre d'atteindre les buts souhaités. Rénovation morale qui constituera, d'ailleurs, par elle-même, une première réalisation du socialisme. Les principes que M. DE MAN pose à ce propos ne sont pas des principes inédits, mais il insiste sur l'urgence et la nécessité de leur application ; ce n'est pas tant le changement des normes anciennes qu'il exige, que leur empreinte immédiate dans l'action.

— Le rôle du mobile psychologique à l'origine du mouvement ;

— Celui de la volonté dans l'action tendue vers un but moral.

Voici, dans les exposés de M. DE MAN, deux notions importantes où ressort son souci de sauvegarder la vie du socialisme par ce qu'il a de plus humain et de plus vivant dans l'homme : par l'esprit.

PREMIÈRE PARTIE

LA THÉORIE GÉNÉRALE DU SOCIALISME DE M. HENRI DE MAN.

(LE SOCIALISME ÉTHIQUE).

M. DE MAN considérant surtout le socialisme comme un mouvement, il semble qu'il convienne, dans ces conditions, de rechercher quel est l'essentiel de sa pensée en se posant successivement avec lui les questions suivantes : d'où vient ce mouvement ? à quoi peut-il et doit-il conduire ? quelles règles d'action pourraient l'orienter dans la meilleure direction ? Cet ordre ne s'écartera pas ainsi, dans ses lignes générales, de celui adopté par M. DE MAN dans la première partie de « Au delà du Marxisme », où il examine les phénomènes interprétés par MARX, en recherchant ce que cette interprétation peut avoir d'insuffisant ; les trois divisions de cette étude s'intitulent en effet : « les causes » — « les buts » — « le mouvement ».

CHAPITRE I

LES ORIGINES DU SOCIALISME

Origine historique de l'idée socialiste

L'étude des faits et des institutions du passé, malgré les difficultés de leur simple reconstitution, et, a fortiori, de leur interprétation, est d'un grand intérêt dans le domaine des sciences sociales. Elle présente à l'observation des faits nombreux entre lesquels apparaissent des analogies, ou des relations diverses : liens de cause à effet, conditionnements réciproques ; elle fournit des exemples à suivre dans l'action, indique des obstacles à éviter, permet de distinguer avec moins de peine, pour l'avenir, le possible de l'irréalisable.

Pour Karl MARX, plus que pour tout autre, l'étude de l'histoire est essentielle. C'est surtout vers l'évolution des institutions économiques, des conditions de la production, au cours de l'histoire, qu'il oriente son attention. Et toute sa doctrine du socialisme, dans son argumentation, dans ses prévisions, est assise sur une interprétation de certaines données historiques. Sa philosophie même ne tiendrait-elle pas aux conclusions qu'il pose en matière historique, puisque dans toute sa

manière de penser se retrouver la tendance matérialiste qui caractérise principalement son interprétation de l'histoire ?

C'est pourquoi, pour qui veut apprécier la valeur générale de la pensée de Karl MARX, il est essentiel de considérer avec lui les faits historiques, et d'examiner leur interprétation marxiste. M. DE MAN n'a pas manqué de le faire, et notamment dans les premiers chapitres de « L'Idée Socialiste ».

Il est inutile de rappeler ici le détail des idées de Karl MARX qui peuvent se réduire principalement, dans ce domaine, aux points suivants : le socialisme — en tant que changement radical dans les conditions économiques de la vie sociale et du régime de la propriété, suppression du pouvoir politique, abolition des classes — est l'aboutissement fatal de l'évolution des institutions économiques. Il est une conséquence nécessaire des conditions actuelles de la production, en raison des deux lois de la concentration des capitaux et du travail. La plus-value capitaliste profitant davantage aux grandes entreprises employant beaucoup de salariés, celles-ci ne pourront que continuer à s'accroître en puissance ; les petites entreprises diminueront, et les capitaux afflueront entre les mains d'un nombre de plus en plus petit de personnes privilégiées ; tandis que par une évolution parallèle tenant à la coopération nécessaire des ouvriers dans une même tâche, à la division du travail, à l'augmentation du machinisme, les travailleurs, exploités, se rapprocheront et augmenteront en nombre. La situation deviendra, à un certain moment, insoutenable, et la majorité expropriera alors la minorité. La lutte des classes, l'opposition actuelle entre la bourgeoisie et le

prolétariat, n'est que la conscience de ces oppositions d'intérêt devant amener la catastrophe finale et l'avènement de la société nouvelle. Tout élément psychologique, intellectuel, volontaire, n'est que surajouté, dans cette conception, aux éléments matériels. MARX estime que le facteur économique est toujours prépondérant. La lutte des classes dont il est témoin, et qui oppose prolétariat à bourgeoisie, succède à celle qui a opposé la bourgeoisie à la noblesse au moment où la structure féodale de l'économie a dû laisser la place au capitalisme montant. Elle tient à une sorte de choc entre la force capitaliste et la force travail. Quant à la mentalité socialiste correspondant à cette opposition actuelle des intérêts, elle intéresse moins MARX que cette opposition elle-même. L'origine profonde et véritablement humaine du mouvement socialiste, les préoccupations d'ordre éthique du prolétaire d'aujourd'hui, ou celles de l'homme de la société sans classes de demain, ne l'inquiètent pas, puisqu'elles sont déterminées, d'après sa théorie, par la situation économique ; il lui suffit, par exemple, de railler, dans le Manifeste, le culte de la religion, de la famille, comme des superstitions qui, correspondant à des situations matérielles en faillite, seront bientôt périmées. Il semble toutefois que cette mentalité, s'il s'était attaché à l'étudier, MARX n'aurait pu que la considérer comme une phénomène radicalement nouveau, et comme nettement opposée à celle de la bourgeoisie, de même que les intérêts auxquels elle correspond.

Le marxisme que M. DE MAN qualifie de « vulgaire », c'est-à-dire l'état d'esprit des théoriciens ou du peuple influencés directement ou indirectement par Karl MARX, et qui grossit sa pensée en la déformant, implique plus

encore cette croyance à une scission nette entre mentalité bourgeoise et mentalité prolétarienne. Le prolétaire, en partie en raison de sa rancune contre ceux qui l'oppriment, en partie à cause de l'influence de MARX, a une manière de mépris et de haine pour tout ce qui, chez le « bourgeois », traduit l'âme « capitaliste », et qu'il considère comme la conséquence et le signe de la situation économique prépondérante d'une classe.

**

L'examen de l'histoire conduit M. DE MAN à des conclusions bien différentes. En ce qui concerne les prétendues lois économiques, d'abord, il démontre la fausseté des idées de MARX telles que ses prévisions sur la paupérisation croissante des masses, et sa théorie de la plus-value. Les faits postérieurs à ceux que MARX avait pu observer donnent par eux-mêmes un démenti à ses affirmations. Aussi M. DE MAN n'insiste-t-il pas très longuement sur ces erreurs dénoncées d'ailleurs avant lui par un néo-marxiste comme BERNSTEIN. Plus intéressant est le jugement général qu'il porte à plusieurs reprises sur la manière que MARX a de considérer toute évolution historique comme déterminée par des lois analogues à celles du monde physique. M. DE MAN estime qu'il n'est pas possible, étant donné des circonstances historiques matérielles données, de prévoir de façon certaine tel événement futur. Il est faux de dire, à son avis, qu'il y a une évolution sociale inévitable, régie par des lois, et que l'avènement du socialisme sera réalisé au moyen d'une lutte des classes orientée par l'évolution économique.

Si nous ne pouvons prévoir les événements historiques, c'est, pense M. DE MAN, que tout phénomène social contient l'empreinte de l'action humaine, et que celle-ci est libre et donc imprévisible. Nos actes sont à l'origine des phénomènes sociaux. Ils ne sont pas le résultat des faits économiques du passé, et nous ne les posons pas en nous appuyant sur des prévisions relatives aux phénomènes à venir ; ils seraient plutôt au contraire à la source de ceux-ci qui peuvent seulement les conditionner ou les limiter. La seule prévision possible n'est que relative à ce qui devrait ou pourrait être à la suite d'actes que nous sommes libres de faire ou non. Il n'y a pas, dit M. DE MAN, dans le chapitre XIII de « Au delà du Marxisme », de « lois inéluctables qui déterminent », qui « causent nos actions » ; il n'y a que des « faits de probabilité qui les conditionnent et qui les limitent ». M. DE MAN reconnaît que, malgré le vice de la façon de raisonner de MARX, qui considère les actes de volonté comme posés en raison d'une évolution des faits économiques, MARX a su prévoir certains faits, mais il ajoute que ces faits étaient déjà annoncés par une évolution déjà commencée, ainsi la concentration capitaliste dans une certaine mesure, et l'accroissement de la classe prolétarienne et de sa puissance politique. Mais MARX se serait trompé dès qu'il se serait fié à son raisonnement logique, ainsi quand il a déclaré que la production agricole se centraliserait comme la production industrielle, ou posé la loi de paupérisation croissante du prolétariat. Et là où aucune évolution ne s'était encore dessinée de son temps, MARX n'aurait rien pu prévoir.

Bref, M. DE MAN reproche à MARX son déterminisme

historique, et fait ressortir que le fait d'avoir considéré les facteurs psychologiques comme subordonnés aux conditions matérielles l'a amené à poser des prévisions fausses en ce qui concerne l'avènement du socialisme.

Non seulement M. DE MAN considère que le déterminisme historique est erroné parce qu'il néglige le rôle de la volonté libre ; mais il le trouve aussi dangereux pour les mêmes raisons, la croyance aux lois naturelles affaiblissant la croyance au devoir moral. Il reconnaît d'ailleurs que l'attitude de MARX, loin de présenter de son temps cet inconvénient, a pu donner aux premiers socialistes la confiance, si utile à l'origine de tout mouvement ; confiance qui n'inclinait pas à la facilité, les pionniers du socialisme étant soulevés à l'époque par un enthousiasme quasi-mystique et désintéressé. MARX, de l'avis de M. DE MAN, n'aurait d'ailleurs pas été dupe entièrement de son système et il n'aurait présenté le socialisme comme une nécessité que parce qu'il le considérait, à la suite d'un jugement moral tacitement supposé, comme « souhaitable ». Du déterminisme économique a pu découler un bien pour le socialisme du temps de MARX, mais il n'est plus maintenant qu'une entrave. Notre siècle, dit M. DE MAN, est et doit être le siècle de la psychologie. Nous orientons principalement notre attention dans nos études sociales vers les facteurs psychologiques par souci d'objectivité et par une sorte de réaction naturelle, de besoin instinctif ; car notre instinct « d'auto-estimation intellectuelle » nous incite à tenter de dominer notre destinée sociale. La raison, après avoir créé la technique, au XIX^{me} siècle, s'est faite l'esclave de cette technique ; elle s'est soumise à la domination d'instincts inférieurs et en est venue à la suppression de tout but raisonnable. En face, aujour-

d'hui, d'un « présent en apparence insensé », nous avons besoin d'une nouvelle confiance en la raison, il nous faut retrouver « la foi en un but raisonnable de l'évolution historique ». C'est en « prenant conscience du mal », en cherchant humblement en nous-mêmes, en étudiant notre disposition instinctive et en essayant de la réformer, plus qu'en croyant aveuglément à la raison, que nous arriverons à ce résultat. Notre « scepticisme à l'égard de la raison, conclut M. DE MAN, est peut-être un meilleur moyen de retour à elle que le rationalisme qui a conduit à un chaos de passions débridées ».



Les critiques que M. DE MAN adresse à l'attitude de MARX en face des événements historiques sont donc marquées principalement par le souci de mettre en valeur les éléments éthiques considérés par MARX comme accessoires. Et pour bien marquer son point de vue, M. DE MAN, dans « L'Idée Socialiste », œuvre dont le titre est déjà significatif, s'applique à mettre en lumière ce qui, dans le cours de l'Histoire, prouve que le socialisme est autre chose qu'un fait économique, autre chose qu'une conquête matérielle à faire, et qu'il peut être considéré aussi, et doit l'être surtout, comme un complexe où entrent en grande partie des éléments d'ordre éthique, qu'il est un signe de la liberté d'esprit, et que son origine pourrait être retrouvée au plus profond de l'histoire parce qu'il correspond à une aspiration inhérente à la nature humaine.

« L'Idée Socialiste », annonce M. DE MAN au seuil de cette œuvre parue en 1933, est une défense du socialis-

me et de « tout ce qu'il représente d'idées humanistes : dignité des personnes, liberté nécessaire aux démocraties, humanité au-dessus des nations ». Sortie des presses en 1933, cette œuvre a paru trop tard pour avoir une influence quelconque en Allemagne où HITLER était déjà tout-puissant.

M. DE MAN y démontre que l'idée socialiste est bien antérieure à la lutte des classes actuelle, et que l'on retrouve, dans l'état l'esprit contemporain de la naissance de la classe bourgeoise au Moyen-Age, des éléments semblables à ceux qui sont à l'origine du mouvement socialiste actuel. Besoin de liberté, véritable souci de chacun de conserver sa dignité humaine, buts pour lesquels, depuis des siècles, les hommes luttent, dès lors que certains d'entre eux sont sacrifiés, dans tous les domaines, à d'autres qui ont une puissance exagérée.

M. DE MAN, au début de « L'Idée Socialiste », aborde la question tant débattue de la « culture socialiste ». Peut-on dire que, quand il considère les éléments psychologiques du mouvement socialiste contemporain, il assimile leur complexe à une véritable culture socialiste ? Pas précisément. Il entend, en effet, par culture, une certaine configuration de la vie reposant sur une croyance commune à une certaine hiérarchie des valeurs, et il n'existe pas, à son sens, de culture socialiste ainsi entendue, à l'heure actuelle. M. DE MAN s'écarte dans ce domaine des théoriciens pour qui la culture socialiste ne sera que la suprastructure spirituelle d'un ordre économique à venir ; de ceux également qui considèrent qu'elle existe déjà et qu'elle est le reflet de la lutte des classes et des intérêts du prolétariat ; de ceux enfin pour qui elle est l'œuvre d'une minorité éclairée

d'avant-garde. Pour lui elle est à créer, et n'existe pour le moment que d'une façon pour ainsi dire négative, le mouvement socialiste n'étant encore qu'une réaction contre la civilisation régnante, réaction qui découle d'un heurt entre l'état actuel des choses, d'une part, et les jugements historiques et les besoins concrets de l'homme, d'autre part. L'examen de l'évolution qui a conduit à la civilisation capitaliste à laquelle veut s'opposer le socialisme devient, ainsi, d'une importance essentielle.

Cet examen de l'histoire conduira M. DE MAN à faire les constatations suivantes : l'apparition de la classe bourgeoise au Haut Moyen-Age correspond à une époque d'économie saine et de culture équilibrée ; mais la classe bourgeoise primitive, transformée progressivement en classe capitaliste dominante, a perdu sa mentalité première, et la révolte du prolétariat qui en résulte n'est, au fond, qu'une manifestation du besoin de conquérir à nouveau un équilibre semblable par sa nature à celui de l'époque contemporaine des origines de la bourgeoisie.

LA CULTURE BOURGEOISE DU HAUT MOYEN-AGE

Avant d'aborder l'étude des phénomènes de dégénérescence culturelle, M. DE MAN précise une notion voisine de la distinction classique entre « culture » et « civilisation », où la seconde est considérée comme la décadence de la première, mais n'en est pas radicalement différente. Il indique qu'à cette distinction il en préfère une autre plus nuancée qui distinguerait entre les actes

« producteurs » et les actes « consommateurs » de culture ; par les premiers l'humanité créerait des œuvres correspondant à sa nature et à ses besoins, tandis que par les seconds, au lieu de renouveler la qualité de sa production, elle se contenterait d'en multiplier la quantité. Il est indispensable également, indique M. DE MAN, de poser la distinction entre « bourgeois » et « capitaliste » qui, s'ils coexistent actuellement, n'ont pas toujours coexisté ; aussi bien nous éviterons d'employer ces deux termes l'un pour l'autre.

C'est déjà là un aspect de l'une des idées chères à M. DE MAN pour qui le bourgeois du Haut Moyen-Age est le type de l'homme vivant dans des conditions matérielles quasi-idéales, à une époque dont la mentalité lui apparaît plus véritablement humaine que celle des citoyens des villes grecques ou que celle des hommes de la Renaissance.

Le bourgeois, l'habitant d'une ville libérée du vasselage féodal grâce à l'argent gagné par l'exercice des métiers, ou par le commerce, n'utilise pas cet argent pour asservir la capacité de travail d'autrui. L'édifice économique est basé sur le travail, mais non sur le travail des esclaves ou sur le brigandage colonial comme au temps des démocraties grecques. Chacun gagne sa propre subsistance et tout producteur est libre, et propriétaire de ses moyens de production. Le bourgeois n'est pas asservi et il n'asservit pas.

Et s'il s'associe à d'autres, c'est de sa propre volonté, et pour résister à la pression du milieu féodal, pour défendre sa liberté personnelle. Il est faux, affirme M. DE MAN, de dire qu'il y a une mystique communautaire à cette époque, comme l'ont prétendu les his-

toriens romantiques. Le Moyen-Age est, au contraire, humaniste, en ce sens que la conception dominante en est que l'homme porte en soi les buts de sa vie.

Et M. DE MAN, dans un passage des plus intéressants de « L'Idée Socialiste », dit son admiration pour la civilisation européenne du Haut Moyen-Age humaniste et démocrate, où le travail libre qui est à la base de l'économie est considéré par les hommes comme voulu par Dieu, et où l'industrie économique elle-même est une réalisation de la volonté divine. La foi chrétienne unie à la foi en la raison héritée de l'Antiquité devient une religion de libération positive et active. « La peur devant le monde disparaît » ; la confiance remplace la tension résultant de l'opposition entre la petitesse des réalisations extérieures et « l'infinitude » du tout « connaissable intérieurement » ; chacun se sent guidé par une loi morale conforme à sa nature, et pense qu'il lui est donné de connaître ce qu'il doit et peut faire. Les hommes sont libres, se considèrent comme frères et comme égaux ; n'est-ce pas déjà, conclut M. DE MAN, une réalisation qui correspond au mot d'ordre de la bourgeoisie révolutionnaire de 1789 ?

Il y a cependant, dès le Haut Moyen-Age, continue M. DE MAN, et jusqu'au XIII^{me} siècle, des esquisses de capitalisme. Les gros producteurs de tissus deviennent bientôt entrepreneurs d'industrie à domicile ; les humbles tisserands et artisans, foulons, teinturiers, sont déjà des ouvriers salariés. Les gros commerçants acquièrent au XIV^{me} siècle la démocratie politique ; mais vivement redoutés, ils sont combattus et, bientôt, complètement matés ; ils perdent leurs droits politiques et leur

puissance économique. La raison profonde en est, indique M. DE MAN, la non-concordance de leur esprit capitaliste, caractérisé par l'instinct du gain, la recherche du progrès technique, avec la mentalité dominante du monde médiéval ; et aussi de nombreux obstacles matériels. Le précapitalisme se réorganise seulement plus tard, vers la fin du XIV^me siècle. Il lui faut alors lutter contre le monopole industriel des villes qui avait empêché le développement de l'industrie à domicile, et contre la situation privilégiée de la manufacture d'Etat. La tâche lui est cependant plus facile, un certain capital a été accumulé par l'industrie drapière malgré son déclin momentané ; le régime féodal, gardien des anciens modes de production, est en partie disloqué ; l'économie urbaine et l'économie rurale présentent de moins grandes différences qu'auparavant ; les grandes découvertes encouragent l'extension de l'industrie et du commerce ; et en France, en Angleterre, en Italie, bien qu'à des époques différentes, les efforts de centralisation politique facilitent la coordination des intérêts économiques ; enfin les révoltes suscitées par le considérable pouvoir temporel de l'Eglise font le jeu du capitalisme naissant. Mais même à ce moment la « classe capitaliste » n'est pas encore constituée pour cela. Il n'y a pas une opposition très marquée encore entre entrepreneurs et salariés ; ou, plutôt, la couche supérieure oisive, composée de véritables capitalistes, ne représente encore qu'une faible minorité dans la bourgeoisie. Il n'y a pas non plus lutte entre les classes ; la bourgeoisie n'est pas partagée par des conflits d'intérêts. Ses préoccupations à cette époque sont, d'ailleurs, autant d'ordre social et politique qu'économique. M. DE MAN rend ici hommage

à JAURÈS pour avoir insisté sur « la bonne foi humaine, l'enthousiasme moral et social » qui a soulevé la bourgeoisie à certains moments. Ce n'est pas à dire, ajoute M. DE MAN, que ces préoccupations relatives à un changement dans les institutions politiques et sociales qui soulevaient toute la bourgeoisie soient à ce moment les seules ; les préoccupations économiques n'étaient pas négligées ; mais il y avait une harmonie entre « l'idée » et « l'intérêt », tous deux allaient dans le même sens ; tandis que M. DE MAN considère que la bourgeoisie d'aujourd'hui souffre d'une opposition radicale entre ses idées et ses intérêts.

DES BOURGEOIS DU HAUT MOYEN-AGE AUX CAPITALISTES

Avant d'entamer l'étude de l'évolution de la bourgeoisie primitive, M. DE MAN, au début du chapitre IV de « L'Idée Socialiste », souligne cette concordance entre « idée » et « intérêt » aux origines du capitalisme, et met en lumière une fois de plus les réactions réciproques qui s'exercent sur l'évolution des phénomènes sociaux entre facteurs matériels et facteurs spirituels. Ainsi les transformations techniques, décisives dans l'avènement de la civilisation capitaliste moderne, supposent, dit-il, une évolution séculaire de la pensée rationnelle et mécaniste, du libéralisme économique, de la morale ; évolution qui elle-même obéit à l'union permanente des transformations matérielles et spirituelles, au nombre desquelles sont ces mêmes évolutions techniques. M. DE MAN insiste toutefois sur le rôle de premier plan des mobiles spirituels.

L'évolution de la mentalité du Moyen-Age lui paraît être la raison première de l'avènement du capitalisme. Il est intéressant de suivre M. DE MAN dans l'examen de cette évolution des idées, dans l'étude de ces transformations de l'humanisme chrétien du Moyen-Age, de rechercher avec lui comment la pensée qui en est issue a rendu possibles les changements économiques des débuts du capitalisme. M. DE MAN considère comme primordial le fait que la religion du Haut Moyen-Age enveloppait toute la vie intellectuelle, englobait toute connaissance ; mais il fait remarquer que le choix de cette religion n'était pas imposé à chacun, et qu'à l'intérieur d'elle toute discussion restait possible, que les esprits étaient libres. Les deux principes fondamentaux de la morale athénienne et de la morale chrétienne : connaissance personnelle, et amour universel, s'unissaient dans une morale à fin générale et à moyens particuliers. Mais, indique M. DE MAN dans une analyse très pénétrante, la justification du monde naturel de la philosophie thomiste contenait dans cet équilibre deux tentations pour l'esprit, le germe de deux déformations. La tendance rationaliste et aristotélicienne d'un ABÉLARD, d'une part ; et d'autre part la tendance franciscaine rattachée à l'esprit de SAINT-AUGUSTIN. Confiance accentuée en la raison, d'un côté, profonde humilité de l'autre. C'est ainsi, par les brèches faites dans l'édifice spirituel du Moyen-Age, que seraient apparues, de l'avis de M. DE MAN, les nuances diverses et souvent opposées de la pensée qui ont amené les esprits à justifier les intérêts nouveaux du capitalisme montant.

Comment apparaît donc cette mentalité économique nouvelle ? Comment les esprits viennent-ils à accepter, dans la deuxième partie du Moyen-Age, la scission des classes ? M. DE MAN insiste ici sur les changements amenés dans la mentalité par les différents courants de la Réforme.

Il explique comment le luthérianisme, faisant appel à la conscience des producteurs et à leur esprit d'humanité, renonce cependant aux moyens coercitifs du pouvoir ecclésiastique ; et c'est la porte ouverte aux abus des chefs d'entreprises. Une deuxième brèche s'ouvre, au moyen du luthérianisme, de la façon suivante : d'une part on considère que la société est voulue par Dieu, et que l'homme doit se soumettre à elle ; d'autre part que l'homme sert Dieu par son travail ; dans ces conditions, du moment que les chefs d'entreprises se trouvent disposer du pouvoir de donner du travail aux salariés, ces derniers n'ont qu'à les suivre et leur obéir. Ainsi le culte du travail est l'un des postulats d'un complexe de raisonnements dont les conclusions rendent possible la dépréciation du travail.

M. DE MAN remarque ensuite que l'idée de soumission du sujet est absente du courant de pensée réformiste non luthérien ; l'une des conséquences du déterminisme théologique consiste au contraire, indique-t-il, à mettre l'accent sur la liberté personnelle. Malgré cela, et malgré la tendance à l'ascétisme du protestantisme non luthérien, l'appât du lucre est également favorisé. En effet, les conceptions non luthériennes inclinent à détacher de l'objet, et par là à séparer la valeur de l'œuvre de celui qui l'exécute, donc à réincorporer cette valeur dans le produit ; et la tendance libérale fait admet-

tre en même temps que ces produits doivent être évalués librement sur le marché par les individus. Ainsi se fait sournoisement le passage à la conception purement objective et quantitative de la valeur du travail (1).

M. DE MAN, après avoir mis en lumière cette influence de la pensée religieuse sur la mentalité économique, insiste fortement sur l'antériorité de ces conceptions par rapport aux réalisations matérielles, sur le fait que la situation sociale n'est pas la cause et la pensée religieuse l'effet. Ce qui le prouve bien, à son avis, c'est la diversité des formes qu'a prises postérieurement le capitalisme dans différents pays, suivant le courant religieux qui y avait été dominant, le grand capitalisme s'étant développé, par exemple, de façon plus accentuée en Allemagne, la patrie du luthérianisme à tendance féodales.

L'influence de la Réforme rend donc possible le passage de l'ancienne mentalité économique à une mentalité économique nouvelle, dans la conception de M. DE MAN. Et cette évolution s'est faite autour de notions héritées du Haut Moyen-Age et principalement de la notion de

(1) Les recherches de M. de MAN concernant l'origine du capitalisme, et principalement son étude de l'esprit religieux du moyen-âge, rappellent l'œuvre de SOMBART. Ce dernier, à côté des « bases biologiques » et des « conditions sociales » favorables au capitalisme, étudie le rôle de la philosophie et des influences religieuses, « forces morales », ayant contribué à la fin du moyen-âge à la formation de l'esprit capitaliste. Après MAX WEBER, SOMBART « *Le Bourgeois* », Paris, Payot, Traduction de JANKÉLEVITCH, reconnaît l'influence de la Réforme sur la mentalité économique ; il estime que, par certains côtés, la Réforme s'est opposée à l'essor du capitalisme et que, par d'autres, elle l'a favorisé. Pour le penseur allemand, la Réforme et les autres facteurs moraux agissant depuis le moyen-âge ont notamment facilité le développement du capitalisme parce qu'ils ont fait apparaître « une conception de la vie ayant pour base la rationalisation et la méthodisation de toutes choses... provoqué la culture des vertus bourgeoises... contribué à réfréner l'amour du gain et à imposer certaines limitations à la mentalité économique ».

travail. C'est la conviction chrétienne de ce que le travail est voulu par Dieu qui permet plus tard de justifier le profit capitaliste, ce dernier étant considéré comme licite à condition qu'il soit mesuré, que le travail soit suffisamment rémunéré. Il n'y a pas emprise du plus fort, au début du capitalisme, il y a rapport juridique basé sur la supposition que les deux parties échangent des valeurs égales : capital d'une part, travail de l'autre ; il y a un principe d'unité de mesure. Les abus qui se déclareront plus tard, MARX lui-même ne pourra les critiquer, ajoute M. DE MAN, qu'en brandissant ces mêmes principes, cette notion de justice et d'équilibre. De même, indique M. DE MAN, toutes les vertus féodales et les vertus bourgeoises qui ont rendu possible l'avènement du capitalisme, et qui ont été oubliées par la suite, le socialisme devra les retrouver : modération, ponctualité, honnêteté, confiance. L'ancienne bourgeoisie dressée contre la noblesse ne la pouvait juger qu'à l'épreuve de son honneur social ; de même le prolétariat juge actuellement la bourgeoisie à l'épreuve de son honnêteté sociale, et il doit, pour cela, s'approprier le point de vue du véritable honneur bourgeois auquel il ne fait qu'ajouter ce qui lui paraît être oublié ou sacrifié dans l'état existant de la civilisation capitaliste. Son code moral, dit-il, provient aussi (chapitre VI in-fine) d'une synthèse entre les vertus féodales et bourgeoises d'un côté, et les vertus prolétariennes de l'autre (la solidarité, par exemple), vertus qui, selon l'expression de MARX, naissent de la « critique pratique de l'état existant ».

Ce qui choque principalement dans cet état existant, c'est la scission des classes, accentuée de plus en plus,

et marquée déjà dans la période décadente du Moyen-Age. M. DE MAN a décrit comment les notions primitives ont glissé, évolué, comment le travail, considéré d'abord par rapport à Dieu et à l'homme, ne l'est plus que par rapport à l'objet auquel il donne une valeur indépendante de son auteur, comment par là il peut être déprécié, comment le profit est légitimé en même temps. Il insiste maintenant sur deux aspects nouveaux du capitalisme rendu possible par cette évolution, aspects qui ne caractérisaient pas les débuts de la bourgeoisie où il n'y avait pas séparation nette des classes. C'est tout d'abord l'oisiveté des propriétaires du capital ; oisiveté justifiée par l'existence du capital qui travaille pour l'homme. La différence entre les classes est encore cimentée par l'héritage, par l'éducation, par les mariages entre personnes du même « rang social ». Mais cette oisiveté n'est pas ce qu'il y a de plus nouveau dans la civilisation capitaliste, car elle était aussi l'apanage de la classe féodale ; ce qui caractérise surtout la bourgeoisie des temps modernes, d'après M. DE MAN, c'est sa physionomie intellectuelle. Son innovation propre c'est « l'instruction », écrit M. DE MAN, mais cette instruction n'est pas une véritable culture, un moyen de compréhension, d'ouverture, de progrès. L'attitude intellectuelle de la bourgeoisie qui a permis, à ses débuts, l'essor de cette classe, s'opposait alors au conservatisme de l'époque ; elle représentait la cause d'une véritable culture qui devait profiter à l'humanité entière et être le prélude d'une marche vers la liberté. Mais elle s'est modifiée profondément et est aujourd'hui, de l'avis de M. DE MAN, en dehors de la vie. Ce que l'on veut savoir, c'est moins par amour de la vérité et de la beauté,

par curiosité intellectuelle, par raffinement véritable, qu'on le recherche, que pour acquérir une supériorité visible sur les autres ; c'est le désir de se distinguer, de faire valoir son rang. La culture se serait ainsi rabais-sée au point de n'être plus qu'un moyen pour le capital de conserver ses privilèges, un instrument de différen-ciation sociale.



Aussi bien, la marque de la dégénérescence de la bourgeoisie étant la disparition de sa culture, c'est par les intellectuels que se peut le mieux découvrir cette faiblesse. A cause de l'importance donnée par M. DE MAN aux intellectuels dans sa théorie du socialisme, on peut être tenté de lui reprocher de sacrifier aux classes moyennes. Mais ce serait mal interpréter sa pensée. M. DE MAN ne sacrifie pas au capitaliste en considérant le rôle important de l'intellectuel, bien que celui-ci soit presque toujours d'éducation « bourgeoise » ; car il ne considère par les classes mais les hommes. Son socia-lisme ne s'abaisse pas aux compromis, mais envisage une harmonie universelle et non un abaissement des anciens détenteurs de la puissance économique au profit exclusif du prolétariat. Ce qui importe, ce n'est pas, à son point de vue, de savoir si les intellectuels consti-tuent ou non une classe au sens marxiste du terme. Ils forment, de toute façon, et c'est ce qui est intéressant, un groupe caractéristique marqué par le fait que leur production n'est pas une production matérielle ; c'est à eux qu'il est donné de porter les idées et de les répan-dre ; les hommes moins éclairés retrouvent dans les

idées des intellectuels leurs propres pensées achevées, enrichies. Ce sont eux qui ont le privilège de garder et de transmettre l'esprit dont les manifestations se continuent sans interruption. Ce n'est pas à dire, ajoute M. DE MAN, et cette distinction lui paraît fondamentale, que les intellectuels soient tous de véritables producteurs de culture ; parmi eux une élite seule est affranchie ; les autres ne sont que des « consommateurs » de culture et, asservis par la classe dominante, ne produisent que ces œuvres sans vie recherchées par une classe qui tente de maintenir sa suprématie en s'appuyant sur le passé. Mais le « véritable producteur de culture...., s'il se laisse posséder par le démon des idées, par l'impératif contenue dans l'instinct d'expansion sans limite des facultés spirituelles productives, alors son activité appartient à la révolte de l'esprit contre le monde », à la révolte du vouloir contre le devenir. Et si l'on ne peut dire, ajoute M. DE MAN, qu'il n'y a pas une autonomie complète de la classe intellectuelle, on doit dire qu'il y a autonomie de l'esprit, de sa passion critique et de son génie créateur que n'asservit aucune nécessité économique.

M. DE MAN constate que, tandis que les intellectuels réagissent contre la crise de culture du milieu capitaliste, et aident ainsi à la formation de la « conscience vraie » du prolétariat, dont la cause se confond actuellement avec celle de la culture, une sorte de mouvement instinctif de retour à la nature se manifeste, d'autre part, dans tous les domaines, dans tous les milieux. Dans l'art, dans le mode de vie ; les essais de vie communautaire, la passion de l'alpinisme en sont des manifestations caractéristiques ; ce dernier notamment, par

ce qu'il implique de « joie de se perdre dans la nature » et d'en « triompher » par ses propres moyens, ce qu'il suppose d'estimation de la nature brute et non industrialisée par la société. Ce mouvement souvent inconscient de ses raisons profondes, cette « révolte de la nature » qui se manifeste actuellement contre la civilisation capitaliste, apparaît à M. DE MAN comme inévitable à certaines heures de l'histoire. La culture est toutefois un frein aux instincts naturels, et si le rapport de la culture à la nature peut se résoudre à certains moments en un équilibre de forces, cet équilibre est difficile à maintenir ; dans les périodes de déséquilibre la nature devient le lieu d'origine des forces de réaction dont le but est de briser les liens de la culture. Ainsi, au Haut Moyen-Age, dans la conception thomiste, monde intérieur et monde extérieur étaient presque confondus, tandis que, depuis le Moyen-Age, ils sont tenus pour différents, opposés même ; la nature considérée comme un monde à part, a été matérialisée, aliénée par la propriété privée, et l'humanité éprouve le besoin de la comprendre autrement, de la retrouver. M. DE MAN remarque que MARX était optimiste à cet égard, qu'il croyait à une destinée naturelle de l'homme et pensait que celle-ci se réaliserait dans sa conscience après qu'il aurait aliéné la nature (c'est justement à cette aliénation de la nature que l'arrêt s'est fait aujourd'hui). M. DE MAN oppose cette attitude à celle des économistes réactionnaires de l'époque capitaliste qui suivent la tendance pessimiste d'un MALTHUS et d'un RICARDO, et lui paraissent plus éloignés de la mentalité de la bourgeoisie des origines que MARX et le socialisme contemporain. Et M. DE MAN insiste sur le point de vue qui lui est pro-

pre : le progrès réalisable par l'homme dans ses rapports avec la nature, ce n'est pas tellement la croyance à une réalisation graduelle d'aspirations données et reconnues une fois pour toutes dans certaines institutions idéales ; c'est avant tout que l'homme « prend de plus en plus conscience de son mécontentement à l'égard des institutions, et qu'il leur oppose, grâce à cette conscience, des aspirations de plus en plus élevées, jusqu'à devenir leur sujet au lieu d'être objet » et de se laisser asservir par elles comme il l'est actuellement.

A côté de cette révolte de la nature, M. DE MAN fait remarquer qu'il y a aussi révolte de la technique, des forces productives matérielles dont l'épanouissement est entravé par le passage de la production à celui de la consommation culturelle. Son caractère est complexe : il indique toutefois les façons différentes dont le progrès technique lui paraît agir comme une révolte ; soit qu'il dévalorise les habitudes existantes des besoins ou des goûts, soit qu'il en exige d'autres, soit qu'il oblige la pensée à se renouveler et contraigne l'esprit à l'objectivité. Ce conflit qui apparaissait déjà à Karl MARX de son temps, c'est le divorce entre capitaliste et directeur d'industrie, divorce contraire aux besoins de la technique et qui n'a fait que s'accroître depuis.

Mais la révolte qui paraît être à M. DE MAN la plus significative, n'est-ce pas ce qu'il appelle la « révolte de la conscience » ? Par conscience, M. DE MAN entend ici le sentiment instinctif et assez simple correspondant au besoin de considération et d'estime de soi-même éprouvé par l'homme ; besoin individuel, mais si géné-

ral qu'il se traduit dans des normes collectives sanctionnées d'une autorité morale. Si ces règles sont sujettes à des variations, le besoin de moralité est constant. Tous les hommes étant solidaires aussi bien moralement que physiquement, l'une des plus élémentaires de ces manifestations est, de l'avis de M. DE MAN, l'altruisme humain qui lui paraît aussi naturel que l'égoïsme et s'oppose aux excès de ce dernier. Il semble évident, dans ces conditions, à M. DE MAN, que rien n'est plus contraire à la nature humaine que l'économie capitaliste qui refoule d'une part les instincts altruistes chez les privilégiés, et tend, d'autre part, chez les sacrifiés, à supprimer les instincts égoïstes les plus légitimes par la disparition de la joie au travail et de la possession d'un minimum de biens.

Si la bourgeoisie avait une bonne conscience au moment de la Réforme, où elle s'intéressait au peuple et lui donnait l'instruction, elle a perdu maintenant ce repos de l'âme. E. M. DE MAN considère qu'elle cherche un refuge à ses inquiétudes dans des idéologies pour se leurrer elle-même et donner le change aux autres. Il semble à M. DE MAN que c'est dans cet esprit qu'elle s'appuie sur la doctrine calviniste de la prédestination et l'utilitarisme moral des Jésuites (seul le catholicisme sincère lui semble s'efforcer de ne pas sacrifier à Mammon). M. DE MAN explique par l'esprit calviniste la conscience endormie et tranquille des Américains du Nord. Et la haine de la bourgeoisie américaine contre toute véritable influence socialiste lui paraît provenir « moins de la peur de perdre des biens matériels que le repos de la conscience ». Ainsi, pense M. DE MAN, s'explique toute l'évolution historique de l'idée de bienfaisance ; l'exis-

tence des pauvres était considérée au Moyen Age comme un phénomène naturel et elle suscitait un simple sentiment de compassion car personne ne se sentait responsable de leur situation ; tandis qu'aujourd'hui, en raison de l'apparition du prolétariat industriel, cette compassion, doublée de la conscience d'une dette, d'un sentiment de responsabilité, est accompagnée d'éléments d'inquiétude et de remords qui deviennent de plus en plus aigus.

La littérature du XIX^{me} siècle, même dans des œuvres à conclusions non socialistes, comme celles d'un DOSTOÏEVSKY ou d'un BALZAC, a servi la cause socialiste, indique M. DE MAN, simplement par son altruisme et son objectivité. Tandis que, parmi les artistes contemporains, beaucoup, qui ne travaillent que pour la « consommation » bourgeoise, écartent le spectacle troublant de la réalité ; l'art devient de plus en plus subjectiviste. Dans le chapitre XI de « L'Idée Socialiste », M. DE MAN souligne ce qui lui semble être une attitude de lâcheté et d'évasion dans les principaux courants de l'art moderne ; symbolisme en littérature, jeu verbal dans la poésie, impressionnisme pictural. Seule une minorité d'intellectuels lui paraît avoir le courage, en s'appuyant sur la réalité, de porter ses regards en avant.

M. DE MAN dénonce également une attitude qui lui paraît plus franche que la précédente mais moralement stérile. C'est le nihilisme culturel de Nietzsche ou de Schopenhauer qui exagèrent le sentiment de la dépréciation des valeurs suprêmes, et affirment l'impossibilité de trouver un but pour nos sentiments moraux. M. Ramon FERNANDEZ, dans « L'Homme est-il hu-

main ? (1), met en lumière d'une façon très intéressante ce qui différencie à ce point de vue l'attitude de M. DE MAN de celle de Nietzsche : « Pour avoir posé le problème de la valeur de la vie dans toute son acuité tragique, NIETZSCHE est allé jusqu'à l'héroïsme (page 91), et cet héroïsme l'a dressé contre la raison. Mais cet héroïsme peut être poussé plus loin, jusqu'au point où l'on veut rejoindre la raison à travers la vie, et où on la rejoint, en effet ». Et plus loin (page 213), dans un chapitre intitulé « Renaissance de l'Idéalisme » : « cet idéalisme (de M. DE MAN) signifie usage direct et franc des ressources de l'esprit pour agir sur le monde..., car une idée, un vouloir, ne se voient pas, ne se touchent pas, car les parties hautes de l'homme ne sont pas les plus commodes à défendre, à imposer, d'où vient que l'idéalisme est le contraire de la paresse.... ». La vraie solution n'est pas en effet, pour M. DE MAN, de détruire toutes les tables de valeurs ; il ne suffit pas, à son avis, de reconnaître la contradiction entre l'idée et l'institution, il faut envisager la création d'institutions nouvelles. La tâche, bien que difficile, ne lui semble pas insurmontable ; et tout, dans l'état actuel du monde, ne lui apparaît pas comme un signe de décadence ; certains aspects de la civilisation actuelle, comme l'esprit de la jeunesse, l'éducation des femmes, lui semblent au contraire des preuves encourageantes d'une certaine régénérescence ; il y voit les prémisses d'une culture nouvelle qui rejoindra la tradition humaniste.

(1) « *L'Homme est-il humain ?* ». — Ramon FERNANDEZ. — Editions de la N. R. F., GALLIMARD.

Bref, s'appuyant sur les données de l'histoire, M. DE MAN fait les observations suivantes, en ce qui concerne l'origine et la nature du socialisme : les besoins et les aspirations pour lesquels lutte le mouvement socialiste actuel ne sont pas un phénomène nouveau qui ne serait que la conséquence d'une situation économique nouvelle. Ils sont une manifestation actuelle de dispositions inhérentes à la nature humaine. Celle-ci est toujours profondément semblable à elle-même. Mais, pratiquement, l'homme arrive avec peine à réaliser une harmonie durable entre sa pensée et les institutions. Et la lutte socialiste, si elle apparaît en face du déséquilibre de la société contemporaine comme un effort pour atteindre un équilibre nouveau, recherche plutôt une harmonie perdue, celle que réalisa au Haut Moyen-Age la bourgeoisie naissante, et que détruisit, plus tard, cette même bourgeoisie dégénérée en classe capitaliste.

CHAPITRE II

LES ORIGINES DU SOCIALISME (suite)

La Formation de l'Idée Socialiste dans chaque individu

M. DE MAN n'examine pas seulement l'évolution historique ; pour pénétrer le plus profondément possible l'esprit et la signification du mouvement socialiste, il se livre aussi à de minutieuses analyses psychologiques ; on pourrait même dire, semble-t-il, qu'à l'inverse de MARX, qui considère les événements historiques comme un physicien des phénomènes soumis à des lois, M. DE MAN les considère plutôt, lui, comme un psychologue habitué à étudier le jeu de la liberté et l'empreinte du vouloir humain sur les choses. Quoi qu'il en soit, l'attitude de M. DE MAN en présence d'actes individuels isolés, ou de la succession des événements historiques, est toujours celle d'un observateur impartial, mais surtout attentif à ce qui porte la marque de l'esprit, du vouloir. Le socialisme lui apparaît, en effet, essentiellement, non comme un mouvement qui ne serait que la conséquence de l'évolution naturelle de l'économie, mais comme un élan des individus vers un but qu'ils ont délibérément

choisi ; et il lui semble que dans ces conditions il est indispensable, pour bien comprendre ce mouvement et l'aider à s'orienter dans la meilleure direction, de rechercher quelles sont les origines de la disposition socialiste dans l'homme, d'étudier la « psychologie » du socialisme.

*
**

Mais puisque M. DE MAN se propose, dans son examen du fait socialiste, de « dépasser » le marxisme, il importe de rappeler dans ses lignes principales quelle est à ce point de vue l'opinion marxiste, de manière que la position de M. DE MAN prenne, à côté des conceptions traditionnelles, tout son relief.

Le processus de la formation de l'idée socialiste dans la conception marxiste peut se ramener aux propositions suivantes : le prolétaire est dans un état d'infériorité économique en raison de la plus-value capitaliste ; cette infériorité correspond à une situation économique générale instable qui ne pourra subsister ; le prolétaire voit que ses intérêts économiques sont lésés ; et il prend en même temps conscience du lien qui l'unit à tous les autres prolétaires dont le sort est semblable au sien ; il s'aperçoit qu'il appartient à toute une classe prolétarienne dont les intérêts sont opposés à ceux de la classe capitaliste des oppresseurs ; il ne lui reste plus qu'à s'unir le plus étroitement possible avec ses égaux pour hâter, par la lutte, l'avènement de la société nouvelle qui ne manquera pas de succéder au régime capitaliste par le jeu même des lois économiques naturelles.

Deux remarques viennent à l'esprit en présence d'une telle conception. La notion d'intérêt économique considérée objectivement y est dominante ; c'est d'elle que découle toute idée socialiste ; les éléments psychologiques et éthiques ne sont que secondaires et surajoutés ; ainsi, la conscience de classe n'est que la connaissance de situations matérielles communes, et le but recherché par la lutte des classes est, pour le prolétaire, l'avènement d'une ère de bonheur matériel. Enfin, à la naissance de l'idée socialiste dans chacun, il y a, d'abord, connaissance d'une situation, d'un objet, et ensuite seulement, sentiment de révolte et tendance à l'action.

Les conceptions marxistes sur les causés du socialisme font l'objet des critiques de M. DE MAN ; critiques directes ; critiques indirectes aussi, en ce sens que ce que MARX et les vulgarisateurs de ses théories ont pu penser de l'origine de l'idée socialiste n'est qu'une des manifestations de l'attitude générale de MARX, hédoniste et matérialiste, déterministe et rationaliste, contre laquelle s'élève à plusieurs reprises M. DE MAN.

Les facteurs économiques ne paraissent pas prédominants à celui-ci dans la formation de l'âme socialiste. Et, à son avis, MARX lui-même croyait moins qu'il ne le laissait paraître, aux causes économiques. Pourquoi Karl MARX qui recherchait les causes dernières n'est-il jamais remonté jusqu'aux causes biologiques ou géologiques ; pourquoi lui suffit-il que les lois d'évolution économique s'accomplissent pour que se réalise la série causale de l'évolution sociale au terme de laquelle se trouve le but socialiste ? C'est, pense M. DE MAN, par-

ce qu'en science sociale il ne nous sert de rien d'expliquer les phénomènes par des causes qui se soustraient à notre influence, et que MARX lui-même ne croyait pas tant aux causes économiques qu'aux mobiles économiques des actions humaines. Mais même en considérant que la conception marxiste était ainsi plus subjective qu'elle ne le paraît, M. DE MAN pense que l'importance des mobiles économiques a été exagérée par MARX. L'instinct acquisitif ne peut, à son avis, être considéré comme facteur prépondérant des attitudes sociales ; l'état d'esprit n'est pas le simple reflet des intérêts économiques ; on ne peut dire que les lois abstraites de l'évolution économique soient en même temps celles de la pensée et de la volonté humaine, que la psychologie soit adaptable à l'économie. Ainsi, en face d'une situation matérielle donnée, M. DE MAN ne constate pas comme MARX une simple adaptation de l'état d'esprit aux conditions matérielles (aux conditions du travail, par exemple). Les conditions économiques d'existence lui paraissent plutôt produire un complexe d'effets psychologiques dans lesquels entre pour partie une adaptation, mais aussi, et pour une part plus importante, une réaction contraire. Il y a adaptation quand les masses prennent certaines habitudes de vie ; et réaction contraire en ce sens qu'elles se forment des représentations juridiques compensatrices de leur état d'infériorité, et révolutionnaires. Et M. DE MAN estime que c'est justement dans la mesure même où le mouvement marque une inadaptation de l'esprit aux conditions de vie qu'il est véritablement socialiste. D'autre part, cette notion d'intérêt économique qui prend tant d'importance dans la conception marxiste, dans laquelle elle est considérée

comme simple et concrète, elle est, en réalité, difficile à déterminer. Elle a un caractère subjectif et non objectif et varie suivant les individus (M. DE MAN en donne comme exemple les conceptions différentes de deux capitalistes comme FORD et GARY). Enfin il lui paraît certain que les hommes agissent souvent pour des motifs purement désintéressés, et même que certaines de leurs décisions qui, du dehors, semblent prises pour servir cet intérêt économique, ont en réalité un but altruiste ; ainsi l'ouvrier qui va contre ses intérêts matériels immédiats évidents pour servir la cause socialiste, pendant une grève.

L'insuffisance de la notion d'intérêt économique paraît évidente à M. DE MAN dans la théorie marxiste de la plus-value. MARX y suppose au départ que le désir d'acquisition est le seul mobile d'activité chez patrons et ouvriers, ce qui est évidemment faux. Et elle aboutit à l'affirmation de l'exploitation des prolétaires par les capitalistes, exploitation dont la connaissance pénètre le prolétariat du sentiment socialiste. Et M. DE MAN fait remarquer que le seul fait de considérer que le profit capitaliste est inique est un jugement d'ordre éthique. Enfin M. DE MAN reproche à MARX d'avoir détaché, au moyen de la théorie de la plus-value, l'attention des ouvriers des causes principales de leur révolte pour l'attirer exclusivement sur le préjudice matériel qu'ils subissent du fait des gains exagérés des capitalistes. L'instinct acquisitif est ainsi excité dans les masses au détriment des mobiles sociaux de caractère plus noble, et de même est encouragée cette tendance déjà trop naturelle du prolétariat vers un « extrémisme grossier et au fond petit bourgeois qui compromet jusqu'au

succès du mouvement ouvrier lui-même » (Chap. 12 « Au delà du Marxisme »).

M. DE MAN critique également l'attitude hédoniste de MARX en faisant remarquer que la notion de classe, qui est fondamentale pour MARX dans l'origine du socialisme, ne peut être déduite des catégories économiques pures. Pour M. DE MAN, la classe est une notion sociale et non économique. Malgré des similitudes entre leurs situations économiques, les individus peuvent former ou non une classe. Le signe de l'existence de la classe c'est une direction commune de la volonté. Et la conscience de classe ne se forme pas dès lors qu'il y a connaissance d'une certaine communauté d'intérêts, mais seulement quand apparaît une mentalité, un état psychologique spécial. Considérant la classe comme impliquant une communauté de volonté, il devient ainsi impossible de donner à la notion de classe l'importance que MARX lui attribue ; car il n'y a plus seulement, comme le pensait MARX, deux classes opposées du fait de leurs situations économiques, indique M. DE MAN, mais quantité de groupements aux tendances psychologiques complexes, et diversement nuancées. Et dans ces conditions la conscience de classe ne peut être, dans chaque individu, une force impulsive à l'origine de la conviction socialiste.

Ainsi, tous les essais tentés par MARX pour appuyer sur un point de départ matériel le sentiment socialiste paraissent à M. DE MAN voués à l'insuccès. « Pour comprendre les états affectifs qui se manifestent dans le mouvement ouvrier, les spéculations les plus sagaces sur les conceptions de la valeur et de la plus-value ne nous servent de rien ; il faut considérer les êtres vivants dans leur milieu de vie réel et historiquement variable ».

Il n'est pas nécessaire d'insister davantage sur les critiques que M. DE MAN adresse, dans ses œuvres, à la théorie marxiste des origines de l'idée socialiste. Un exposé du point de vue de M. DE MAN fera ressortir de lui-même ce qui différencie les deux conceptions. Une remarque particulièrement intéressante de M. DE MAN ne peut cependant être passée sous silence. De même que MARX, hédoniste, place la notion d'intérêt à la base de toute idée socialiste, c'est le vice de pensée rationaliste, indique M. DE MAN, qui lui fait poser la connaissance à la base de tout sentiment de révolte, et de tout désir d'un ordre nouveau. La réalité ne semble pas à M. DE MAN pouvoir être expliquée a priori et de façon si simple. « La superstition rationaliste qui place la connaissance avant le sentiment », indique-t-il dans le chapitre I de « Au delà du Marxisme », « ne se pose pas la question de savoir comment se déroule le processus psychologique qui.... de certaines conditions de vie fait découler certaines conceptions de classes ». M. DE MAN estime, en ce qui le concerne, que c'est par l'effet de tout un complexe psychologique où prédominent les éléments affectifs, sentimentaux, qu'apparaît dans l'individu l'idée socialiste.

**

Quelles sont donc les idées de M. DE MAN à ce sujet, indépendamment des critiques qu'il adresse à la conception marxiste ? Comment explique-t-il l'apparition de la disposition socialiste dans l'homme ?

Alors que, pour Karl MARX, l'idée socialiste repose sur la conscience de l'infériorité économique actuelle du

prolétariat, et sur la projection dans l'avenir de la représentation d'un état économique nouveau, M. DE MAN, lui, dissocie idée et intérêt et établit la distinction suivante. Tantôt l'idée lui paraît être au principe de la série des causes d'un groupe d'événements, quand elle est pensée et exprimée par l'homme et n'est pas encore imprimée dans les institutions. Tantôt, au contraire, quand l'idéologie ne correspond qu'à une adaptation à une situation des intérêts antérieurement créée, c'est l'intérêt qui lui paraît avoir une place prédominante. Mais M. DE MAN pense surtout que les idées ou les intérêts ne peuvent être la cause unique des événements et qu'ils influent réciproquement les uns sur les autres (chapitre 14 de « L'Idée Socialiste »).

Les aspects divers de ces actions et réactions, et la façon particulière dont elles se présentent, à un moment donné, lui semblent traduire les caractères qui sont dominants, à ce moment même, dans le milieu où elles se produisent. Milieu complexe et fait d'éléments matériels et spirituels.

Parmi ces derniers, M. DE MAN attribue une grande importance à la subconscience collective. Il lui semble, en effet, que l'idendité de la nature humaine, d'une part, l'héritage culturel, d'autre part, prédisposent l'homme, sans qu'il s'en rende compte, à accomplir, à tel moment, telle ou telle action. La diversité des formes que peut prendre cette subconscience collective, et celle des situations matérielles qui lui correspondent dans le temps, permettent de comprendre, pense-t-il, la variation des liens de dépendance réciproque entre idée et intérêt. Pour M. DE MAN, étant donnée une certaine situation matérielle, suivant que les hommes, à tel mo-

ment, ont telle ou telle tendance générale subconsciente plus ou moins accentuée, leur attitude est différente. Tantôt, par exemple, ils se taillent un système idéologique qui leur permettra de justifier leur intérêt économique (c'est ainsi que M. DE MAN explique l'embourgeoisement culturel) ; ou bien ils tentent au contraire d'adapter, à leur idéal, les situations matérielles.

Il convient, à ce propos, de mentionner l'hommage rendu par M. DE MAN à FREUD, et à l'influence de ce dernier sur la psychologie contemporaine. M. Ramon FERNANDEZ, dans son œuvre déjà citée, signale un fléchissement de la pensée moderne dû à diverses causes au nombre desquelles « un freudisme mal compris, un culte de l'inconscient qui faisait proclamer l'irresponsabilité de l'individu.... une méfiance radicale à l'égard de la conscience.... ; un renoncement à cette volonté sur laquelle on avait jadis fondé la liberté même de renoncer ». Le système de FREUD semble en effet avoir été à un moment mal compris, ou, plutôt, grossi et déformé. Mais son apport a été bienfaisant pour beaucoup de penseurs, et, mieux interprété par tous, le freudisme peut encore avoir une influence heureuse. M. DE MAN est de ceux qui, en partie peut-être grâce à une position de léger recul, apprécie comme il convient la pensée de FREUD. L'attitude de FREUD, indique-t-il dans le chapitre XII de « L'Idée Socialiste », est de celles qui permettent à l'heure actuelle d'apprécier que, malgré le nombre croissant des consommateurs de culture, il y a aussi de véritables producteurs de culture. Grâce à FREUD, précise-t-il, la psychologie revient à plus d'objectivité ; sous son influence elle considère l'homme comme un être qui apparaît dans le monde avec des exigences déterminées de

par sa nature même. Elle recherche les instincts profonds de l'homme et comment ce qu'il est et ce qu'il fait peut s'expliquer par sa situation dans un champ, par ses relations avec un monde humain et social. Cet hommage rendu à FREUD par M. Henri DE MAN traduit une pensée voisine de celle qui a inspiré le discours prononcé au début de 1937 par le penseur éminent qu'est M. Thomas MANN à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire du créateur de la psychanalyse. M. Thomas MANN appelle FREUD le fondateur d'un « nouvel humanisme » qui dépasse la portée médicale de ses observations, la valeur thérapeutique de sa méthode, et devient un moyen de connaissance générale faisant entrer dans l'explication de l'homme les domaines de l'inconscient et du subconscient que ne connaissaient pas les anciens humanistes. C'est ainsi que M. Henri DE MAN et M. Thomas MANN, dans une commune admiration pour FREUD, font ressortir dans un même esprit ce que lui doit la psychologie moderne.

C'est avec une méthode voisine de la méthode freudienne que M. DE MAN cherche à comprendre et décrire les phénomènes qui précèdent l'apparition de l'idée socialiste. Il considère en effet celle-ci comme une représentation compensatrice qui se forme à la suite de divers refoulements inconscients. Mais le complexe obscur qu'il analyse se présente plutôt comme une forme subconsciente que comme une forme vraiment inconsciente de l'activité psychologique. Il semble qu'il le situe, en effet, à l'intérieur même du domaine de la conscience et qu'il soit pour lui plutôt une forme inférieure de conscience qu'un ensemble de phénomènes nettement inconscients. D'autre part, les réactions subcons-

cientes qu'il analyse ne lui paraissent pas infailliblement prévisibles. Tout au plus M. DE MAN décrit-il leur physionomie générale, la diversité étant caractéristique des états d'âme humains qui, même dans leurs formes les plus primitives, n'échappent pas entièrement à la liberté.

Karl MARX fait aussi, semble-t-il, une grande part à l'inconscient dans son système philosophique ; le marxisme, comme l'a dit TROTSKY, se « considère comme l'expression consciente d'un processus historique inconscient ». MARX estime que la progression des faits historiques se fait dans un sens déterminé, sans que l'homme s'en doute, et, pour ainsi dire, en dehors de lui, et que la découverte qu'il peut faire des lois de cette évolution se réduit dans ses effets à faciliter le développement de l'évolution. Mais il importe de distinguer cette notion marxiste de la conception de M. DE MAN. Comme l'indique TROTSKY, l'inconscient entendu par MARX, « l'inconscient au sens historico-philosophique, et non psychologique, ne coïncide avec son expression consciente qu'en ses plus hauts sommets.... lorsque la masse, par la poussée de ses forces élémentaires, rompt les forces de la routine sociale et donne une expression victorieuse aux plus profonds besoins de l'évolution historique ». La révolution seule, dans la conception marxiste mise en lumière par cette analyse de TROTSKY, réalise la fusion du conscient et de l'inconscient.

C'est de bien autre chose qu'il s'agit, dans la conception du subconscient de M. DE MAN. Les phénomènes qu'il essaye de découvrir se déroulent à tout moment à l'intérieur de l'âme humaine et ne sont pas la manifestation de lois extérieures à elle. C'est l'inconscient psy-

chologique, auquel faisait allusion TROTSKY en l'opposant à l'inconscient historico-philosophique. Et, à l'inverse de ce que TROTSKY souligne dans la notion marxiste, il y a, dans l'objet de l'étude de M. DE MAN, jonction continuelle de l'inconscient avec le conscient, du complexe obscur avec la connaissance lucide et l'acte libre. Le processus psychologique après lequel apparaît l'idée socialiste claire semble, d'ailleurs, à M. DE MAN, très complexe, et il lui consacre une étude spéciale qui est inutile dans le système de MARX, puisque, pour ce dernier, le socialisme se réalise surtout de lui-même et n'a pas à être élaboré par chaque individu. Ce n'est pas à dire que le marxisme aille jusqu'à affirmer que tout socialiste n'est qu'un instrument aveugle d'une loi naturelle qui le gouverne. La théorie marxiste ne se refuse pas à constater, chez le prolétaire, l'apparition de l'idée socialiste ; mais, ainsi qu'il a été souligné plus haut, cette idée est, pour MARX, une simple représentation d'un intérêt économique qui, par sa seule apparition, incite à l'action. L'idée est à l'origine du complexe psychologique ; mais peut-on vraiment appeler idée cette représentation qui n'est que la reproduction d'un objet ? Pour M. DE MAN, le contenu de l'idée, celui de l'idée socialiste, est plus riche, plus concret ; au lieu d'apparaître au début, elle apparaît à la fin du processus, et elle est bien différente de la simple représentation d'un intérêt matériel qui incite fatalement et obscurément à la lutte des classes ; elle est la représentation d'un ordre nouveau, d'une situation différente qui ne détermine pas, mais provoque, seulement, l'orientation de la volonté libre et dirige l'action vers certaines fins. Elle est créatrice et sa réalité lui vient de ce qu'elle consti-

tue le motif d'une action libre. Ainsi la manifestation psychologique la plus purement intellectuelle n'apparaît pas, d'après la conception de M. DE MAN, dès le principe, dans l'activité de l'esprit. Mais, une fois conçue, l'idée devient la raison et le mobile d'une activité consciente et réfléchie. Quant aux phénomènes psychologiques primitifs à la suite desquels seulement l'idée apparaît comme un résultat, ils semblent surtout à M. DE MAN colorés d'affectivité. A l'origine de l'état d'esprit socialiste, d'une idée socialiste abstraite, il voit tout d'abord des phénomènes imprégnés d'émotion. Que l'homme ait, en vertu de ses besoins, de ses sentiments, de son esprit, certaines aspirations, et que sa situation sociale soit en contradiction avec ces aspirations, il se sentira tout d'abord exploité, il se sentira aussi opprimé moralement ; et c'est ensuite qu'il imaginera un état meilleur dans lequel ses désirs pourraient être comblés. Le processus est simple ; il y a d'abord sentiment d'infériorité, puis représentation compensatrice.

Bref, il semble que le rôle de l'idée dans la psychologie de M. DE MAN, à l'opposé de ce qui est impliqué dans le système de MARX, pourrait se présenter de la façon suivante :

— Pour MARX, d'une façon générale, dans la vie de l'esprit, tout idéologie est secondaire et dépend étroitement des situations économiques : c'est un des principaux aspects de son attitude hédoniste et matérialiste ;

— et, dans un processus psychologique simple ou isolé, l'idée en tant que représentation, est un phénomène primitif ; c'est un aspect de son attitude rationaliste.

— Pour M. DE MAN, au contraire, d'une façon générale, les idéologies sont de la première importance, et quoique dépendant en partie des facteurs matériels, ne leur sont pas soumises ;

— et, dans un processus psychologique simple, ou isolé, l'idée pure apparaît comme succédant à un complexe où dominant des éléments affectifs. Et c'est elle qui apparaît ensuite à l'origine des actes libres.

*
**

Il est intéressant d'analyser avec M. DE MAN certains aspects de ce complexe affectif qu'il découvre à l'origine de l'idée socialiste, celle-ci étant considérée par lui comme une représentation compensatrice d'un sentiment d'infériorité.

Ce sentiment d'infériorité comporte à la fois la sensation d'être exploité matériellement, et celle d'une sorte d'oppression morale. Il y a en lui une réaction de l'instinct acquisitif accompagnée des réactions du sentiment d'estime individuelle que chacun a pour soi, de « l'instinct d'auto-estimation » qui est aussi l'une des formes les plus élémentaires de la vie psychologique.

M. DE MAN, dans le chapitre I de « Au delà du Marxisme », insiste sur le caractère de ce sentiment « d'autoestimation » qui double très rapidement le simple instinct acquisitif ; « le mobile essentiel du mouvement ouvrier est l'instinct d'autoestimation, ou, pour le dire en un langage moins prosaïque, il est une question de dignité au moins autant qu'une question d'intérêt ». Il lui semble, en effet, évident, que l'homme éprouve le besoin de s'estimer et de se voir estimer, d'affirmer

son individualité morale, autant que celui de s'assurer les meilleurs moyens possibles d'existence matérielle. Dans « La Joie au Travail », ouvrage dont le titre est significatif, les témoignages de travailleurs que se plaît à recueillir M. DE MAN, traduisent l'un des aspects les plus significatifs de ce besoin d'autoestimation.

M. DE MAN reconnaît que le sentiment d'exploitation économique est fondamental dans l'origine de l'idée socialiste. Mais le sentiment d'exploitation est, dans sa conception, plus complexe que dans le système marxiste. Il pense qu'au sentiment d'infériorité économique se mêle un sentiment d'oppression d'un caractère éthique. Dans son élément le plus matériel même, il indique tout d'abord, dans le chapitre 2 de « Au delà du Marxisme », qu'il ne se manifeste que lorsqu'à la sensation d'une tension croissante entre satisfaction et besoin matériel s'ajoute un sentiment de droit ; celui-ci est provoqué par le fait que le chef industriel de l'époque capitaliste qui détient la puissance économique refuse les responsabilités qui devraient y correspondre, le devoir d'assistance, par exemple. L'instinct acquisitif refoulé donne naissance au sentiment d'exploitation dans l'apparition du sentiment d'un droit. Et M. DE MAN ajoute que si l'ouvrier des temps modernes est devenu plus sensible à ses désavantages matériels, bien que le confort ait augmenté pour tous, c'est pour des raisons en grande partie subjectives ; ses besoins, ses désirs s'étant accrus, ainsi que son amour du lucre, sa crainte du chômage. Ainsi le sentiment d'exploitation prend naissance, d'après M. DE MAN, quand il y a réactions réciproques entre un sentiment de droit et l'instinct acquisitif.

M. DE MAN explique également l'apparition du sentiment d'exploitation par une réaction entre le sentiment d'égalité, et le refoulement, l'inhibition forcée, de l'instinct d'autoestimation. Il insiste comme MARX sur la déqualification du travail qui fait perdre à l'ouvrier le sentiment de satisfaction personnelle qu'il éprouve à créer, à marquer son œuvre de sa personnalité et à s'estimer dans le déploiement de son activité propre. Mais MARX estime que cet état de choses, qui est en lui-même pénible, sera heureux dans ses résultats, car il ne fera que s'accroître, et amènera ainsi une réaction et une rupture. M. DE MAN constate qu'au contraire la déqualification ne va pas en s'accroissant ; que les ouvriers, bien que travaillant surtout en vue du gain à réaliser, conservent l'amour du travail qualifié et personnel ; enfin que le mouvement syndical — qui tend à consolider les liens unissant l'homme à son travail — fait un effort favorable à cette mentalité qui mérite d'être encouragée parce qu'il n'y a pas plus d'ordre social possible sans joie au travail que sans un minimum de propriété. (C'est certainement sur des observations analogues à celles que fait M. DE MAN à ce sujet que se basent les dirigeants du socialisme russe quand ils essayent de créer une mystique nouvelle encourageant chez l'ouvrier le sentiment de dignité, de loyauté et de fierté dans le travail). M. DE MAN affirme même que, dans son ensemble, la classe ouvrière oppose une sorte de résistance à l'évolution technique à cause de son besoin inconscient d'autoestimation individuelle ; l'échec du système TAYLOR lui paraît une des manifestations de cette résistance.

Ces refoulements de l'instinct acquisitif et de l'instinct d'autoestimation, c'est dans leurs réactions avec les sentiments d'égalité et de démocratie qu'ils forment ce complexe affectif d'où sortira l'idée socialiste. La classe ouvrière est exploitée matériellement et opprimée moralement par la classe possédante. Mais surtout elle se sent exploitée et opprimée. Elle n'est même infériorisée que parce qu'elle se sent infériorisée, déclare M. DE MAN. C'est plus, à son point de vue, l'idée que le prolétariat se fait de sa situation en la comparant à celle des capitalistes, que cette situation elle-même, qui est cause de sa révolte. M. DE MAN pense qu'incontestablement le prolétaire est désavantagé matériellement et politiquement, que la « supériorité sociale » du capitaliste s'appuie sur des « privilèges politiques et économiques » ; mais il estime qu'« en dernière analyse, c'est plutôt le prestige qui conditionne la puissance qu'inversement ». Il pense que le fait que l'ouvrier considère les « riches » comme les « exemples d'un genre de vie supérieur » est une des explications fondamentales de la disposition socialiste, que le marxisme a négligée ; le prolétaire hait le bourgeois et le critique, certes, mais en même temps il l'envie. Et ce qu'il lui envie c'est non seulement son existence confortable, mais son rang. Malgré une apparente contradiction, ce sentiment ne fait qu'accentuer la disposition socialiste, car « le désir d'égalité et le besoin d'inégalité, loin de s'exclure, se conditionnent mutuellement ».

Quant au sentiment démocratique, M. DE MAN le considère aussi comme une des sources du sentiment socialiste plutôt que comme un moyen qu'emploierait le socialisme pour arriver à sa réalisation ; et ce sentiment

ne doit pas être défini, à son avis, comme le font les marxistes qui le considèrent seulement dans son aspect déformé, faussé. M. DE MAN pense que le sentiment démocratique est « basé, en dernière analyse, sur la croyance que le sort le plus heureux que mérite l'homme est celui qu'il se choisit et se fait lui-même » ; et il estime que le véritable esprit démocratique ne doit pas être considéré comme l'apanage de la civilisation bourgeoise, car il correspond à une aspiration naturelle de l'homme dont le christianisme, en particulier, a favorisé l'épanouissement, son fondement étant un principe d'autonomie et de responsabilité des personnes. M. DE MAN attribue à ce sentiment démocratique une grande importance dans la formation de l'idée socialiste. Il pense que c'est surtout lui qui, dans le complexe affectif mi-conscient qu'il étudie, rend possible l'apparition de la représentation compensatrice : « c'est ce noyau démocratique de l'idée socialiste qui permet de résoudre le complexe d'infériorité sociale du travailleur accablé par le sentiment de l'inégalité du sort, en y opposant la conception juridique d'une société basée sur l'égalité des droits politiques et des possibilités sociales ». Les représentations compensatrices ainsi amorcées pourront avoir des formes diverses, mais leur point de départ commun aura été ce sentiment démocratique ; c'est par lui enfin que M. DE MAN explique le fait que l'idéologie de l'intérêt de classes a été remplacée, dans toutes ces idéologies, par des principes d'intérêt général, de bien public.

Dans le chapitre IV de « Au delà du Marxisme », M. DE MAN insiste aussi sur trois autres formes de la sensibilité humaine qui prédisposent au socialisme,

c'est-à-dire la solidarité, la nostalgie des temps à venir ou « sentiment eschatologique », et le besoin de symbolisme religieux.

La solidarité ouvrière, tout d'abord, qui apparaissait à MARX comme le simple aspect psychologique d'un conflit d'intérêts, n'est pas, aux yeux de M. DE MAN, un mobile nouveau ; elle est « une forme particulière de cet instinct élémentaire de l'être social que les psychologues appellent : instinct grégaire, et les moralistes : instinct altruiste, et qui est à l'origine de toute moralité » (1). M. DE MAN reconnaît cependant que l'intérêt de classe joue un rôle important dans l'apparition de l'idée socialiste, mais il « n'explique pas tout. Il ne crée pas de mobiles éthiques », il leur donne plutôt un support matériel, oriente simplement dans une direction nouvelle des mobiles existants.

Après le sentiment de solidarité, M. DE MAN décrit un autre phénomène de psychologie des masses : la « nostalgie des temps à venir » ; l'analyse qu'il en fait dans le même chapitre est des plus intéressantes. Il la considère aussi comme un sentiment inséparable de la nature humaine, mais accentué et enraciné dans l'homme par le christianisme, ce dernier reportant dans une vie future la possibilité du bonheur parfait, et, par la notion de communauté spirituelle et de corresponsabilité, introduisant dans les mentalités une tendance diri-

(1) Tous les auteurs ne pensent pas comme M. de MAN que la solidarité soit une manifestation de la vie psychologique primitive. Beau-coup, au contraire, estiment avec PALANTE « *La sensibilité individualiste* ». — Paris. Alcan. — que « les sentiments solidaristes sont des sentiments impersonnels, abstraits, c'est-à-dire que ce ne sont pas des sentiments » et que « tout sentiment qui a pour objet un troupeau humain est forcément superficiel ».

gée au-delà du bonheur personnel, auquel se limitaient avant lui l'instinct acquisitif, l'instinct d'autoestimation et l'instinct grégaire lui-même. M. DE MAN pense que le mouvement ouvrier doit en grande partie le caractère d'absolu de ses revendications à ce « sentiment eschatologique » de nature quasi-religieuse. De la tension vers l'avenir M. DE MAN rapproche aussi le symbolisme qui caractérise la vie émotive du mouvement ouvrier : culte des héros, amour de l'imagerie, besoin de fêtes populaires, respect de certaines formules invérifiées, fidélité aveugle à certains principes, qui révèlent mieux encore à ses yeux tout ce qu'il y a d'origine affective et de sentimentalité dans le socialisme.

Dans l'esprit des masses peu averties, les idées et systèmes élaborés par des intelligences plus éclairées prennent eux-même, pense M. DE MAN, une valeur toute sentimentale. Les intellectuels l'admettent difficilement, mais M. DE MAN estime que cette explication est la seule qui permette de comprendre la force que gardent certains concepts marxistes cependant facilement réfutables, car l'idée « pure » ne peut créer de réalités que si « elle devient chair et sang et se matérialise tout au moins en symbole ».



L'utopie socialiste, la construction intellectuelle d'un ordre social nouveau, se greffe ainsi, d'après M. DE MAN, sur un ensemble de sentiments, d'émotions, formant un « complexe d'infériorité » dont elle sera la compensation. L'utopie naît de désirs refoulés et toute théorie pure repose sur un point de départ affectif.

MARX lui-même n'aurait pu échapper à cette loi, et M. DE MAN affirme à plusieurs reprises (notamment à la page 310 de « Au delà du Marxisme ») que, lorsqu'il échaufauda ses théories d'apparence abstraite, il obéissait en réalité à un « mobile », partait d'un désir ; car « en définitive ce n'est que l'attention, orientée par des jugements affectifs qui, sous l'effort scientifique vers d'autres objectifs », incite à de nouvelles recherches et à des conceptions nouvelles.

CHAPITRE III

LES FINS

I. — FONDEMENTS ET ASPECT GÉNÉRAL DE LA THÉORIE DES BUTS DU SOCIALISME DE M. DE MAN

Mais les socialistes scientifiques, ainsi que l'a remarqué M. VANDERVELDE, ne sont pas « architectes sociaux ». MARX n'est pas un constructeur, le but auquel il tend est considéré par lui sous un aspect plus négatif que positif, pourrait-on dire. C'est la lutte qu'il préconise surtout, et une lutte destructive qui aboutira à la suppression des classes et du pouvoir politique, de la propriété, de la famille bourgeoise, de la religion, des nationalités. Il n'a pas établi un plan de la société future. Il est vrai que la fin du paragraphe II du Manifeste, par exemple, contient quelques indications positives ; mais ENGELS prend la précaution de nous avertir, dans une préface rédigée par lui, qu'il ne faut pas « attribuer trop d'importance à ce passage ». Ce qui importe avant tout, pour MARX, c'est le fait de la lutte actuelle des classes ; il fait confiance à l'évolution historique sur ses résultats et il ne lui semble pas nécessaire de rechercher les détails d'organisation de la société nouvelle.

Mais de l'attitude générale de MARX on peut déduire que l'avenir — qu'il n'entreprend pas de prédire — lui apparaît principalement comme le domaine d'un régime économique nouveau, où il n'y aura plus de classes séparées par des inégalités matérielles ; la mentalité ne saurait que s'y modifier aussi, mais par voie de simple conséquence ; MARX l'indique en ces termes « la révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété ; rien d'étonnant si dans le cours de son développement elle rompt de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles » (1).

Enfin l'avènement du socialisme apparaît à MARX comme une « rupture » nette entre deux régimes et deux mentalités ; la réalisation du socialisme est pour lui un avenir ; celui-ci, radicalement opposé au présent, découlera de la lutte des classes que chacun se doit de renforcer au lieu de sacrifier à la tendance réformiste qui ne ferait que retarder l'avènement de la société future.

L'attitude de M. DE MAN est bien différente, différente aussi de celle de la plupart des autres théoriciens socialistes postérieurs à MARX. Avant MARX, les saint-simoniens et d'autres comme FOURRIER et OWEN, ont bien tenté de prévoir les détails d'organisation d'une société nouvelle. Mais les disciples de MARX, à son exemple, ne cherchent pas à poser les fondements de l'ordre social futur. SOREL, lui-même, qui reconnaît la fausseté des affirmations pseudo-scientifiques de MARX, adopte une attitude voisine de la sienne quand il estime que la lutte doit être un des principaux objectifs du socialiste ;

(1) Manifeste du Parti Communiste.

il termine sa première édition des « Réflexions sur la violence » en déclarant que les discussions sur le socialisme doivent désormais porter sur « la violence éclairée par l'idée de grève générale » et que « toutes les vieilles dissertations abstraites deviennent inutiles sur le futur régime socialiste ».

M. DE MAN, tout en reconnaissant la nécessité d'une lutte pour l'avènement d'un ordre social meilleur, cherche à poser dès à présent la physionomie de cet ordre nouveau. Il dresse un plan détaillé des réformes économiques et politiques à réaliser, il estime que celles-ci doivent être acquises le plus rapidement possible ; mais son attitude originale consiste plutôt dans le fait qu'il considère que, le socialisme étant la recherche d'une amélioration à la fois matérielle et morale, il est déjà, et doit être réalisé dès à présent en chacun par une sorte de révolution psychologique sur la nécessité de laquelle il insiste plus encore que JAURÈS, auquel cet aspect de sa pensée permet de le rapprocher. M. DE MAN s'efforce en effet dans sa doctrine de tenir compte de toutes les exigences de la nature humaine qui aspire à autre chose qu'à une lutte destructrice, et dont l'esprit a, autant que le corps, des désirs impérieux et exigeants.

Quel est donc le fondement, la signification profonde de ses conceptions sur les fins du socialisme ? N'est-il pas nécessaire de le rechercher avant d'en indiquer les aspects principaux ou d'ordre plus pratique ?



Il convient d'abord de remarquer que le but du véritable socialisme ne consiste pas, pour M. DE MAN, en un

idéal abstrait et reculé dans l'avenir, mais dans un objectif qui, correspondant aux aspirations naturelles de l'homme, doit être toujours présent à sa pensée, constituer la raison de ses actions, être à l'origine de chacune d'elles ; il y a donc identité, dans la conception de M. DE MAN, entre les fins, les buts du socialisme, et ses mobiles, ses motifs.

C'est d'ailleurs sous ce titre : « les motifs du socialisme » qu'il présente, dans une annexe de « Au delà du Marxisme », les principes essentiels de sa pensée en la matière. (Cf. les « Thèses de Heppenheim »). Le socialisme, est-il indiqué dans la première partie de cet exposé, est la tendance de la volonté vers un ordre social équitable. Il considère ses revendications comme justes parce qu'il juge les intérêts et les relations sociales d'après un critérium moral universellement valable. La conviction socialiste suppose une décision personnelle de la conscience. L'interprétation causale et scientifique du devenir historique peut mettre en lumière des conditions et des obstacles à la réalisation de la volonté socialiste, mais ne peut motiver la conviction dont cette volonté procède. La volonté sociale ne peut être déduite de causes données dans le milieu capitaliste (notamment de la lutte d'une classe pour l'intérêt et le pouvoir) ; elle doit être motivée par une doctrine des objectifs fondée sur le caractère général de certains jugements moraux des valeurs sociales. Ce qui implique la croyance que les valeurs vitales sont supérieures aux valeurs matérielles ; que chaque être humain est responsable du sort de toute l'humanité dans la mesure où sa volonté peut l'influencer ; que le sens du devenir historique est l'accomplissement d'une tâche assignée à l'humanité,

et dont la réalisation est de concevoir le vrai, le beau, le bien avec une responsabilité égale pour tous — donc des droits égaux, et une dignité égale —. Parmi ces droits égaux : le droit à la vie, le droit à l'autonomie personnelle, la possibilité de participer autant que les autres à la fixation des règles communes. La validation générale de tous ces principes fait du socialisme une revendication qui s'adresse à tous, quelle que soit leur situation sociale. Dans ces conditions, la lutte des classes en tant qu'effort d'émancipation est une condition indispensable à toute autre revendication socialiste. Mais les mobiles d'intérêt et de désir de puissance y doivent être subordonnés à ceux, généralement humains, qui reposent sur le jugement moral, et le sentiment du droit ; c'est « l'être humain dans le travailleur » qui doit être son objectif. La lutte des classes, dans ces conditions, découle du socialisme, et non le socialisme de la lutte des classes.

Il ressort de la lecture de ce bref exposé, et de celle de tout l'œuvre de M. DE MAN, notamment de celle de « L'Idée Socialiste », que le socialisme repose, dans sa conception, sur un fondement éthique. M. DE MAN insiste sur l'importance de ce principe très général et indiscuté qu'il y a une obligation morale universelle et une vérité humaine. Il reconnaît que la notion de cette obligation et de cette vérité n'a pas un contenu fixe, sauf dans ce qui constitue l'existence même d'un sentiment d'obligation morale chez l'homme, et quelques principes très simples tels que : les valeurs morales sont supérieures aux valeurs matérielles ; l'égoïsme est inférieur à l'altruisme ; chaque être humain est responsable du sort de tous les autres dans la mesure où il lui est pos-

sible de l'influencer. Il constate que les hommes ne sont pas à tout moment et partout d'accord sur la teneur de cette loi humaine, et la conception du vrai, du beau et du bien ne lui paraît pas pouvoir être immuable. Il ne semble pas non plus faire sienne, malgré la sympathie qu'il lui témoigne, telle conception exprimée par MARX dans ses œuvres de jeunesse, et dans laquelle l'humanité est considérée comme devant arriver au terme d'une longue évolution, à la connaissance parfaite de la vérité (1). Cet optimisme évolutionniste paraît, sinon étranger, du moins accessoire à sa doctrine. Il estime surtout que l'homme s'efforce perpétuellement de perfectionner les notions éthiques et que c'est dans cette recherche plus que dans ses résultats que réside la vérité humaine, la conformité de l'homme à sa destinée. Quant aux notions successives et parfois opposées du vrai, du beau et du bien, elles sont ainsi conciliables, parce qu'elles correspondent à une même aspiration, à un même souci de moralité, et qu'elles visent un même objet, à la fois intérieur et extérieur à chaque homme, et qui ne peut être appréhendé que partiellement par lui. Mais telle conception d'un moment paraît à M. DE MAN avoir une valeur absolue dès lors qu'elle correspond, d'une part à une attitude de recherche honnête, et d'autre part aux nécessités spirituelles et matérielles de ce moment. Il faudrait presque transcrire ici mot pour mot un long passage de « L'Idée Socialiste » sur « le devenir de la vérité ». La vérité et la beauté, y déclare M. DE MAN, ne

(1) « On peut alors concevoir l'évolution des intentions morales, des contenus de la connaissance comme une réalisation progressive, sinon rectiligne, des normes qui ne doivent être connues que peu à peu par les hommes avant de pouvoir configurer leur vie sociale telle que l'exige la nature des besoins et de la raison humaine ». (Henri de MAN : « *L'Idée Socialiste* », chapitre XIII).

sont pas des réalités qu'il suffit d'éclairer pour les reconnaître, mais la lumière même que nous projetons sur la réalité, et grâce à laquelle nous pouvons seulement la comprendre dans sa signification véritable. Ainsi le débat sur le caractère absolu ou relatif de la beauté et de la vérité n'a plus de raison d'être, car toute vérité ou beauté est absolue quand, relativement à telle situation historique, elle représente tout ce qui est accessible de la réalité. Il reste vrai, cependant, que pour qu'il y ait connaissance, il faut qu'il y ait un être connu, objet absolu et inconditionné ; et le caractère absolu de cette vérité que nous cherchons n'est pas contredit par le caractère relatif des vérités que nous trouvons. Ce que l'on appelle « relativité de la vérité.... » serait plutôt la relativité historique de l'erreur ». Et plus loin : ces relativités ne veulent pas dire qu'il n'y a pas une vérité qui, pour nous, à tel moment, ne puisse avoir le caractère absolu d'un commandement moral et même vital. Chaque but correctement compris représente une connaissance vraie, une tâche morale. Et M. DE MAN se réclame ici de PASCAL, de PÉGUY, de SAINT-THOMAS D'AQUIN, de KANT, de HEGEL qui a écrit que le devenir de la vérité se réalise par une « danse de vérités ivres ».

Ainsi, M. DE MAN estime qu'il y a une obligation morale universelle qui se traduit par la recherche du bien ; que cette recherche peut aboutir suivant les moments à des résultats différents ; mais que ces vérités successives n'en ont pas moins l'exigence absolue d'un impératif moral (1).

(1) Il paraît intéressant de rapprocher une fois de plus la pensée de M. de MAN de celle de M. Ramon FERNANDEZ. On lit dans « *L'Homme est-il Humain* » à la page 259 : « On ne trouve quelque chose de vraiment solide en soi que lorsqu'on y découvre l'image de ce qui n'est pas

L'idée socialiste en particulier ne lui apparaît pas comme un idéal abstrait, une utopie aux principes inviolables, mais comme le résultat d'un choc entre les hommes et les choses. Elle appartient, dit-il dans le chapitre XIII de « L'idée Socialiste », à une phase déterminée de l'histoire de l'humanité. mais dans cette phase elle est irrésistible. Et il n'y a pas contradiction entre ce caractère à la fois relatif et absolu de l'idée socialiste qui, d'une part, correspond aux nécessités d'un moment, et d'autre part, à ce moment, est impérative, parce qu'elle est la manifestation d'une aspiration permanente de la nature humaine. Elle contient, d'ailleurs, de ce fait, certains éléments immuables. N'implique-t-elle pas une configuration du monde dont l'aspect général correspond à un idéal toujours valable et conforme aux tendances profondes de l'homme ? Et les deux principes du respect de la personnalité et de la nécessité d'une société « juste et fraternelle » des personnes humaines, qui sont à la base du socialisme, ne sont-ils pas également revendiqués par la tradition humaniste ? M. DE MAN, dans le chapitre I du « Socialisme constructif »

soi. Ce n'est pas assez dire que les hommes vivent de leurs relations réciproques ; ils sont ces relations. Et la conscience de ce qu'ils sont vraiment les délivre... Il est des vérités qu'il convient d'affirmer sans les pudeurs de la prudence. Il est vrai que la morale humaine, aujourd'hui, et quels qu'en puissent être les répondants économiques, ne peut être qu'une morale socialiste (sans tenir compte du problème de l'application de cette morale à la politique). Cela veut dire que l'homme qui souhaite le bien doit souhaiter l'application des valeurs humaines à l'ensemble de l'humanité, mais cela veut dire tout aussi bien que l'homme qui veut se penser vraiment et correctement lui-même doit souhaiter une égalisation du niveau des consciences. Tout effort pour disjoindre et opposer morale socialiste et morale sociale est condamné à un complet échec. On peut toujours, il est vrai, renoncer à la vie morale ; mais il est bon que celui qui y renonce sache qu'il condamne son intelligence. Il y a ainsi dans chaque époque de l'histoire, des correspondances entre les conditions de l'intelligence et les conditions de la volonté ».

insiste en particulier sur l'importance que présente à ses yeux la nécessité du respect de la personnalité humaine (1). Le socialisme doit être rapporté, indique M. DE MAN, « à l'objectif final de l'autonomie des personnes ». Le respect de la personnalité qui est considéré en général comme un écueil pour les systèmes socialistes, est, au contraire, l'un des points d'appui principaux du système de M. DE MAN. Si l'objectif général du socialisme est, en effet, pour la majorité des théoriciens et des hommes d'action socialistes, l'égalisation des situations morales et matérielles, beaucoup ont tendance, d'une part, à considérer la communauté abstraite comme supérieure aux individus qui la composent, et, d'autre part, à sacrifier les valeurs morales aux valeurs matérielles. Il ne peut en résulter qu'un étouffement des personnalités en vue du bien-être collectif. M. DE MAN, lui, insiste au contraire sur les individus plus que sur la collectivité, et sur les nécessités morales plus que sur les intérêts matériels. Mais l'idéal socialiste de M. DE MAN ne néglige pas pour cela les valeurs matérielles. S'il oriente surtout ses efforts vers le développement de l'être moral, il considère que celui-ci n'est possible qu'au moyen de changements des situations économiques.

L'aspect de la vérité qui s'impose aujourd'hui à l'homme entraîne à son avis les constatations suivantes : dans l'état actuel des choses les situations matérielles sont telles que certains individus sont à ce point sacrifiés économiquement qu'il leur est impossible de

(1) Si M. de MAN revendique pour l'homme la liberté morale, son programme économique soumet pourtant l'individu à une contrainte matérielle. Ne peut-on trouver paradoxale cette alliance d'une contrainte matérielle persistante avec l'indépendance d'esprit ; toute contrainte ne finissant-elle pas par amoindrir et annihiler la personnalité ?

développer leur personnalité ; quant à ceux qui sont favorisés matériellement et pourraient avoir les moyens de développer leur être moral, ils sont responsables de ces inégalités, puisqu'il leur appartient en partie de les faire disparaître ; mais ils se refusent à le constater, s'accrochent au passé, ont une attitude intellectuelle et morale fausse. Il est ainsi nécessaire que changent les situations matérielles et l'attitude psychologique de chacun, de façon que les opprimés puissent aller au-delà de leur idéal trop souvent matérialiste, et que les autres fassent l'effort de franchise et de générosité qui leur permettra de retrouver une mentalité véritablement humaine.

Les réalisations matérielles dont M. DE MAN reconnaît la nécessité, les conquêtes politiques, changements économiques, seront indiqués plus loin avec quelques détails, le Plan du travail dressé par M. DE MAN et le Bureau d'Etudes Sociales ayant fait l'objet d'un ouvrage spécial et étant particulièrement valable pour la Belgique pour laquelle il a été conçu. Les grandes lignes de ce programme pratique de socialisation peuvent cependant être indiquées rapidement ici. M. DE MAN en donne d'ailleurs des aperçus dans « L'Idée Socialiste » et « Au delà du Marxisme », et notamment à la fin du chapitre XIII de « L'Idée Socialiste ». Deux objectifs principaux doivent être envisagés, déclare M. DE MAN : l'instauration d'une société sans classes, et une transformation correspondante du régime de la propriété. Les limites et le contenu positif de l'idée de socialisation sont ensuite précisés par M. DE MAN. La socialisation englobera les seuls moyens de production pour lesquels il y a séparation sociale entre producteurs et tra-

vailleurs salariés ; elle ne touchera pas aux moyens de production qui ne constituent que des instruments de travail. Et une simple nationalisation ne suffira pas, c'est une socialisation véritable qui s'impose. La relation de droit privé qui subordonne le travail salarié ne devra pas être remplacée par une subordination de droit public. L'Etat devra seulement être l'autorité qui établira le droit sur le fondement duquel s'édifiera une forme de production sans classes hiérarchisées. La socialisation de la propriété devra, enfin, être accompagnée d'une socialisation du pouvoir législatif qui devra réaliser au plus haut degré un régime de liberté et d'autonomie juridique. Ce sont, affirme M. DE MAN, les fins mêmes de la démocratie. Mais cette démocratie n'aura pas nécessairement les formes d'un régime parlementaire ; ce qui est essentiel c'est que la forme adoptée se révèle apte à réaliser la volonté d'autonomie économique et politique de l'intégralité des citoyens. Les droits de collaboration juridique donnés à certains syndicats de producteurs, aux coopératives de consommateurs sont déjà, à ce point de vue, des réalisations partielles de la socialisation désirable ; mais ce droit de simple collaboration doit devenir un droit de véritable détermination autonome ; la propriété commune des grands instruments de production doit pouvoir être utilisée par les associations de producteurs et être garantie par des règles de droit public. Et le droit nouveau sera foncièrement opposé à l'ancien ; celui-ci était fondé sur la propriété, celui-là le sera sur le travail. M. DE MAN fait remarquer ici que la forme prolétarienne du socialisme disparaîtra ainsi, le travail n'étant plus le signe d'une infériorité sociale, mais la valeur la plus haute de l'ordre culturel et social.



II. — Après avoir recherché les fondements de la pensée de M. DE MAN sur les fins du socialisme et tenté de décrire l'aspect général de cette pensée, il importe d'insister sur certaines notions dont l'intérêt ou l'importance ressortent plus particulièrement à la lecture de son œuvre.

M. DE MAN reconnaît la difficulté de la réalisation du socialisme, d'un changement des institutions, du mode de vie et de la mentalité, qui corresponde parfaitement aux exigences matérielles et spirituelles de la nature humaine en général, et aux nécessités particulières d'un moment. Aussi dans « Au delà du Marxisme » et « L'Idée Socialiste » se livre-t-il à des considérations qui font ressortir tantôt le danger ou la fausseté de telle tendance, de tel objectif communément envisagé, tantôt l'importance de tel autre communément négligé.

C'est ainsi qu'il souligne à plusieurs reprises dans son œuvre les inconvénients d'une attitude « utopiste » et met en garde contre deux tendances opposées l'une à l'autre qui incitent soit à l'hédonisme, soit à l'ascétisme absolus.

Critique de l' « utopisme »

« C'est une illusion d'optique », dit M. DE MAN dans « Le Socialisme Constructif », « de rechercher l'utopie réalisée à la fin, tandis qu'en réalité elle est le mobile au point de départ d'une activité que soutient un sentiment nouveau des valeurs ». M. DE MAN ne veut pas

dire par là qu'il ne peut y avoir de réalisation parfaite du socialisme, que l'idée socialiste n'est qu'une « utopie » au sens courant du terme. Ce n'est pas le fait qu'un régime socialiste parfait soit ou non réalisable qui le préoccupe principalement. L'attitude de « utopiste » à laquelle s'oppose sa pensée, c'est plutôt la façon dont des théoriciens comme PLATON, THOMAS MORUS, FOURRIER posent, sur l'organisation du monde socialiste, des principes élaborés a priori, ayant pour leurs auteurs une valeur d'absolu, dont l'application réalisera, à leur sens, la perfection, et qui, surtout, sont posés plus pour l'avenir que pour le présent. De telles constructions rationnelles ne peuvent, de l'avis de M. DE MAN, servir la cause du socialisme, celui-ci étant un mouvement qui correspond à des besoins et à des aspirations présentant un caractère d'exigence et d'actualité. Dans le chapitre V de « Au delà du Marxisme », intitulé « L'Utopie Socialiste », M. DE MAN indique que l'utopie socialiste risque de rester un idéal abstrait et sans vertu si elle n'est que le fruit des élaborations de l'esprit.

La véritable « idée socialiste » naîtrait, plutôt, de désirs refoulés que de calculs désintéressés de l'intelligence, et à son origine affective tiendrait la variété des aspects qu'elle présente à côté des principes très généraux sur lesquels reposent toujours ses formes diverses. Et M. DE MAN passe en revue les différents facteurs sentimentaux qui inclinent au socialisme. Il énumère l'instinct « combatif sublimé », l'instinct de « protection sociale », qui, doublés de « l'instinct constructif », peuvent aboutir à des conceptions différentes. Les systèmes socialistes sont nombreux, en effet, qu'il y ait « socialisme scientifique », « économique », « national »,

« eugénique », mais la racine commune de toutes ces constructions repose, dans la pensée de M. DE MAN, sur des états affectifs. Aussi lui semble-t-il que l'idée des buts de socialisme, de l'utopisme (le mot étant pris au sens large) qui a évolué en se rapprochant de la vie, de l'homme, donne ainsi une force plus grande au mouvement socialiste ; M. DE MAN remarque en effet que l'utopisme « pur » d'un PLATON est devenu ensuite l'utopisme « pratique et rationnel de MARX » et qu'il tend de plus en plus maintenant à être « pratique et éthique », à tenir compte des difficultés d'application, à se fonder sur la psychologie de l'individu et la morale. Ce rapprochement de l'idéal d'un avenir social vers le présent individuel est une des caractéristiques qui, dans les tendances de la pensée socialiste moderne, paraît à M. DE MAN devoir être encouragée, car elle permettra de continuer les progrès déjà réalisés en cette matière par MARX.

M. DE MAN insiste à ce propos sur l'attitude de MARX qui, à son avis, a une valeur supérieure dans ce domaine à celle des théoriciens qui l'ont précédé. On a vu surtout à un certain moment, dans le socialisme, indique M. DE MAN dans le chapitre I de « L'Idée Socialiste », l'idéal de la société à instaurer plutôt que le résultat d'un mouvement actuel. Cette conception du socialisme état de l'avenir a subsisté même après que MARX eût créé des bases pratiques qui eussent pu permettre de dépasser le marxisme. MARX considère en effet le marxisme plus comme un « mouvement » que comme un état à venir. Mais si part là MARX dépasse l'utopisme pur, il va aussi trop loin, de l'avis de M. DE MAN, dans les critiques qu'il lui adresse. D'une part, en effet, il ne

tient pas compte du caractère de liberté des décisions personnelles qui font ce mouvement, celui-ci lui apparaissant comme déterminé ; d'autre part, dans ces facteurs déterminants, il néglige les facteurs spirituels, les motifs de caractère éthique, utopique, pourrait-on dire.

Il semble que l'opinion propre à M. DE MAN puisse se résumer de la façon suivante : toute idée sur les fins du socialisme est à la fois représentative et créatrice ; elle représente l'objectif dernier auquel on tend, et en même temps est à la source de chaque action. Mais il n'est pas nécessaire que cette idée soit condensée en un système ; il suffit, pour justifier le mouvement socialiste et tous les actes individuels qui le composent, d'une orientation intellectuelle générale, d'une configuration d'ensemble du monde vers laquelle fait aspirer un sentiment d'indignation provoqué par l'état de choses actuellement existant. Peu importe qu'il y ait plusieurs idéaux, pourvu que l'idée générale d'une société juste et fraternelle leur soit commune, et que chaque homme se sente incliné vers elle par les exigences de sa nature propre. Cette configuration du monde suffira pour l'avenir (que peut-on prévoir des nécessités de demain ?) ; elle suffit aussi pour le présent, car elle est doublée d'un sentiment actuel du devoir accompagnant les aspirations et les intérêts individuels nés des circonstances présentes. Quant à ces aspirations et à ces intérêts, il ne doit pas y avoir conflit entre eux ; la réalisation du socialisme est subordonnée à la condition essentielle que les intérêts soient toujours subordonnés aux idées et aux valeurs morales. Il importe surtout que chacun n'hésite pas à agir en ayant présent à l'esprit l'idée de ses devoirs généraux d'homme, qui ne peuvent d'ailleurs

manquer de correspondre avec les nécessités bien comprises de sa nature propre.

Ainsi la perfection générale des mentalités et l'harmonie de l'organisation sociale ne pouvant être atteintes d'emblée, du moins M. DE MAN pense-t-il que tout acte humain ayant une valeur d'absolu, une pensée, une décision, une activité personnelles orientées vers le but socialiste sont déjà un accomplissement, une réalisation du socialisme. Il y aura ainsi, écrit-il dans le chapitre XIII de « L'Idée Socialiste », incorporation de la fin dans le mouvement comme en étant le motif ; unité du moyen : « la formation de l'homme », avec la fin : « la formation de l'humanité ».

Critique de l'hédonisme et de l'ascétisme

A côté de l'erreur de méthode qui consiste à reculer dans le domaine de l'avenir la réalisation du socialisme, M. DE MAN met en garde contre deux tendances opposées qui lui paraissent également dangereuses : tendance hédoniste, tendance ascétique.

Il a été déjà indiqué que M. DE MAN estime que l'intérêt ne peut être considéré comme ayant un rôle prépondérant dans la formation de l'idée socialiste. De même, il considère que malgré la part importante qui doit être réservée, dans les objectifs du socialisme, aux acquisitions matérielles, à la satisfaction des intérêts économique légitimes des masses actuellement opprimées, il faut éviter de croire que celles-ci constituent le but principal du socialisme. Les intérêts économiques aujourd'hui existants des travailleurs lui paraissent ne

pouvoir correspondre avec l'intérêt général de l'humanité. Ils ne traduisent d'ailleurs eux-mêmes qu'un aspect des besoins du prolétariat qui a aussi des aspirations d'ordre plus élevé ; ils sont appelés à se modifier et déjà évoluent dans un sens qui n'est pas favorable au socialisme. En un mot, l'intérêt économique actuel de la classe ouvrière devrait se fondre avec l'intérêt général de l'humanité, les intérêts actuels d'un groupe devraient être considérés d'assez haut et envisagés seulement comme un aspect de l'intérêt universel. Au lieu de cela, des motifs égoïstes, remarque M. DE MAN, ont pris la place des motifs d'intérêt général, et les socialistes sont souvent enclins à croire que le socialisme se confond avec la cause des intérêts économiques actuels du prolétariat. L'union de l'idée socialiste avec les intérêts du prolétariat, si elle est une fin à réaliser, n'est pas un point de départ donné, constate avec regret M. DE MAN, dans le chapitre XIV de « L'Idée Socialiste » (1).

Cette prédominance actuelle des mobiles et des objectifs de caractère strictement matériel, hédoniste, tient, pense M. DE MAN, à l'influence de MARX qui avait dû mettre l'accent à son époque, sur les aspects économiques des problèmes pour renforcer le mouvement socialiste et lui donner une base pratique et des objectifs concrets. Mais les effets de sa doctrine sont allés plus loin qu'il ne l'aurait sans doute souhaité lui-même ; la tendance acquisitive grossière et poussée à l'extrême qui s'est dessinée avec force après lui ne peut que com-

(1) Les exemples fournis par la Russie socialiste de la première heure, par la France d'aujourd'hui, sont bien caractéristiques de cette différence qui existe entre l'idéal socialiste de M. de MAN et la réalisation actuelle du socialisme.

promettre, maintenant le succès du mouvement en l'alourdissant, et l'entraver en favorisant la politique étroite, l'égoïsme de classes ou d'individus, le réformisme opportuniste et intéressé, au détriment du véritable révolutionnisme serviteur de l'idée. Et il semble à M. DE MAN qu'il est d'autant plus difficile de lutter contre cette tendance qu'elle s'appuie sur une sorte de philosophie, une manière de religion que les théories de MARX ont rendue possible, et que se sont formé les masses parce qu'elle leur permet de se faire une image de l'univers conforme à la société économique nouvelle qu'elles désirent.

A côté de cette tendance hédoniste et matérialiste, M. DE MAN fait remarquer qu'une attitude trop strictement ascétique serait aussi fausse et dangereuse. Ces deux tendances se présenteraient à la fois dans la pratique du mouvement parce qu'elles sont les deux aspects opposés (chapitre XVI « L'Idée Socialiste ») d'une même tension entre les motifs reposant sur de purs besoins et les motifs reposant sur de purs jugements. La protestation socialiste contre le capitalisme est d'une nature double, souligne M. DE MAN ; mais si elle se limite à une protestation contre la distribution des richesses, elle incline à la tendance hédoniste ; si elle se limite à une protestation contre l'ordination des valeurs, elle incline à la tendance ascétique. Et si l'hédonisme mène à l'embourgeoisement au lieu de conduire au socialisme, l'ascétisme est aussi un non sens : comment et à quoi bon tenter d'endormir dans la masse la conscience de besoins et de désirs qui sont inséparables de la nature humaine ?

Le moyen d'éviter ces deux tendances extrêmes, M.

DE MAN le recherche dans le chapitre XVI de « L'Idée Socialiste ». Il pense que l'équilibre devrait être réalisé entre elles au moyen d'une hiérarchie des valeurs ; tout ce qui correspond au véritable sentiment socialiste devrait prendre la place de ce qui s'y oppose ; les intérêts égoïstes ou immédiats devraient être sacrifiés aux intérêts plus généraux et permanents ; les objectifs éthiques ne devraient jamais être sacrifiés pour des intérêts économiques ; M. DE MAN reconnaît qu'il est impossible d'établir sur ce point des principes absolus ; mais de toutes manières, il paraît essentiel à M. DE MAN que soient abolis les antagonismes actuels des classes qui font dépendre la considération sociale de la richesse, de la propriété. Ainsi le scandale du luxe pourrait disparaître.

Ce problème du luxe préoccupe M. DE MAN qui lui consacre une étude des plus intéressantes. Ce qui fait le luxe, souligne-t-il, c'est moins l'usage de tel ou tel objet que l'esprit dans lequel il est utilisé. La bourgeoisie, aussi bien dans sa culture intellectuelle que dans ses façons matérielles de vivre, recherche le luxe, le raffinement, plus pour la barrière qu'ils dressent entre elle et le prolétariat que pour ce luxe et ce raffinement en eux-mêmes. Le prolétariat, de son côté, regarde avec convoitise ce domaine réservé plus parce qu'il ne lui est pas ouvert que pour ce qu'il est en lui-même. Aussi c'est avant tout la mentalité qui devrait changer, pense M. DE MAN ; le problème du luxe doit être posé d'abord comme une question de « style de vie », ensuite seulement comme une question de « niveau des revenus ». Ainsi il ne lui paraît pas nécessaire de supprimer les superfluités, les loisirs, mais plutôt de les rendre acces-

sibles à tous sans distinctions ; car la hiérarchie sociale, qui tient aujourd'hui au caractère plus ou moins confortable ou raffiné de l'existence, tiendra, dans une société où chacun aura loisirs et facilités matérielles, à la valeur des œuvres personnelles, aux services que les individus se rendront les uns aux autres, à leur désintéressement. L'éducation des masses qui tendent de plus en plus à « l'embourgeoisement » est donc à refaire entièrement et la difficulté de cette tâche n'échappe pas à M. DE MAN — difficulté d'autant plus grande que ce que chacun doit comprendre, c'est bien autre chose que la nécessité de tel ou tel sacrifice matériel déterminé ; c'est la nécessité pour tout homme de transformer sa conception de la vie, de baser ses pensées et ses actes sur des principes opposés à l'hédonisme, sur une hiérarchie des valeurs autre que celle qui découlait du seul prestige de la richesse.

Les valeurs matérielles doivent être subordonnées aux valeurs morales. Et la vérité humaine consiste pour M. DE MAN en un mode de pensée et de vie à la fois personnel et commun, malgré l'apparente contradiction des termes. M. DE MAN insiste en effet sur le fait que ce n'est pas à la « communauté » mais plutôt à la « chose », à la matière, à l'inertie que peut se heurter la personnalité. Pourquoi abstraire l'individu de ses relations avec les autres hommes, puisqu'il est de par sa nature un être social ? Les relations et les rapports entre individus doivent être au contraire facilités pour le plus grand bien de chacun des individus, et cultivés les sentiments de solidarité et de responsabilité morale. Cette mise au point sur laquelle insiste M. DE MAN et qui, au lieu d'opposer collectivité à individu, complète ces deux notions :

l'une par l'autre, n'est-elle pas l'une des réponses les plus valables que pourraient faire les socialistes à ceux qui leur reprochent de sacrifier l'individu à la communauté ? (1).

Quant à la question de la limite des dépenses qui est considérée aussi comme l'un des problèmes insolubles du socialisme, elle ne serait plus, pour M. DE MAN, qu'une affaire de conscience personnelle car, indépendamment des difficultés pratiques qu'il soulèverait, un ascétisme imposé du dehors n'aurait aucune signification véritable. Il existe certainement pour tout individu une limite quantitative des dépenses, mais cette limite varie pour chaque homme d'après ses goûts, ses aptitudes, ses besoins, et c'est à lui de juger en toute honnêteté de ce qu'il est juste qu'il fasse ou non. M. DE MAN insiste cependant sur la nécessité de certains sacrifices pour les chefs du parti socialiste qui, pour faire comprendre aux masses la vanité du prestige extérieur, peuvent être tenus de se priver de certains biens dont ils pourraient user, moins exposés aux regards de la foule, de la façon la plus légitime. Et il s'élève avec véhémence, dans « L'Idée Socialiste », contre les fastes de représentation, le confort étalé par les hommes politiques de tous les partis. C'est ainsi que, dans une conférence qu'il a prononcée assez récemment devant un groupe de jeunes avocats belges, M. DE MAN a expliqué comment il s'écarterait le plus possible de toutes les manifestations qui, par leur caractère de luxe extérieur, peuvent dangereusement impressionner le prolétariat.

(1) On ne peut cependant manquer de remarquer qu'il ne suffit pas qu'un auteur, particulier comme M. de MAN, déclare ne pas opposer la collectivité à l'individu, pour en inférer que les socialistes en général ne sacrifient pas l'individu à la collectivité.

Et à côté de ces sacrifices personnels que M. DE MAN demande aux chefs socialistes pour ne pas entraver l'éducation des masses, il leur donne aussi à la fin du chapitre XVI de « L'Idée Socialiste », cet autre conseil qui ne peut être passé sous silence, parce qu'il illustre le changement radical qu'il voudrait voir réaliser dans tous les esprits. Il désirerait que leur attitude ne soit pas négative, qu'ils considèrent le prolétariat non comme une classe d'opprimés, mais comme un ensemble de travailleurs, une valeur positive. Car seule la fierté du prolétariat à l'égard de son travail, pense M. DE MAN, peut donner à toutes les formes de l'action prolétarienne la conscience de faire œuvre créatrice et permet de transformer un complexe d'infériorité sociale en un sentiment de supériorité culturelle.



III. — LA RÉVOLUTION PSYCHOLOGIQUE

Après avoir indiqué les tendances contre lesquelles M. DE MAN juge nécessaire de mettre en garde, il importe de souligner quelques aspects du point de vue positif de sa doctrine sur les fins du socialisme, dont les grandes lignes ont déjà été indiquées plus haut. On ne saurait trop insister sur ce qui apparaît comme l'objectif principal du socialisme à la lecture de son œuvre, c'est-à-dire sur la réalisation dans chaque homme d'une véritable révolution psychologique.

Je ne suis pas socialiste, déclare M. DE MAN au début du chapitre XVI de « Au delà du Marxisme », parce que je crois à la réalisation d'une vision socialiste de

l'avenir plus qu'à celle de n'importe quel autre idéal, mais « parce que je suis convaincu que le mobile socialiste rend les hommes plus heureux et meilleurs » — et plus loin : « le socialisme signifie le bonheur présent d'être actuellement vivants ou il ne signifie rien du tout. La conception de cette idée a été le dernier pas sur le chemin qui m'a éloigné du marxisme ». Quant au bonheur des générations futures, qui ne doit cependant jamais être perdu de vue, M. DE MAN le considère comme prenant surtout sa valeur dans les actes présents que son idée suscite ; il ne peut être considéré à l'heure actuelle que comme un phénomène de l'imagination, et, s'il prend aujourd'hui une valeur véritable, c'est parce qu'il est la source de la confiance, de l'espoir nécessaires aux hommes pour agir. Il donne, d'une part, son sens le plus élevé à la vie intérieure et personnelle de chacun, et suscite des actions qui, d'autre part, considérées objectivement, ont une efficacité réelle pour le bonheur de l'humanité. « Ce qu'il y a d'essentiel dans le socialisme, c'est la lutte pour lui », affirme M. DE MAN, et, reprenant une formule d'un jeune socialiste allemand qui illustre bien sa pensée : le but du socialisme n'est pas « paradisiaque » mais « héroïque ». Dans cet héroïsme il voit déjà le bonheur et une réalisation parfaite du socialisme. Il croit, en effet, à la réalisation du socialisme « comme à une obligation morale, mais non comme à une nécessité naturelle ». Le socialisme n'est pas pour lui une panacée qui pourra en une fois changer la physiologie du monde, mais « un devenir qui commence avec le premier acte qui s'inspire consciemment de lui et qui ne prend fin qu'avec le dernier de ces actes ». Peu importe, pour M. DE MAN, ce que le lendemain nous réservera.

ve, ce qui compte c'est que nous mettions chacun « nos vigueurs au service de nos aspirations », car ce que nous réalisons par nos propres moyens et à l'intérieur de nous-mêmes est indestructible. Quant au bonheur, il est fait du sentiment que chacun peut avoir de sa propre dignité, et non de jouissances matérielles ; si l'action socialiste rend les hommes heureux, c'est qu'elle les rend meilleurs. L'amélioration de la qualité du bonheur importe seule, indique M. DE MAN, tandis le marxisme croit à tort, à son avis, que c'est l'augmentation de la quantité de bonheur qui sera réalisée par le socialisme. Tout d'abord, remarque M. DE MAN, celle-ci représente une constante sociales ; et c'est la qualité qui importe et non la quantité ; les progrès matériels qu'il recherche, le socialisme ne doit les envisager que comme un moyen d'atteindre des jouissances d'ordre plus élevé. Mais il faut éviter, ajoute-t-il, le puritanisme moral, qui tend à faire de toute obligation personnelle une contrainte générale et à rendre plus sévères pour autrui que pour soi-même. Si une « moralité en partie double » pouvait être admise c'en serait plutôt une qui inclinerait vers l'indulgence à l'égard des autres : « Assigne-toi un but éducatif, mais n'essaie pas de l'imposer aux autres ; contente-toi plutôt de les libérer des obstacles qui obstruent le chemin du bonheur qu'ils désirent ». Car le socialisme est une « revendication de la personnalité humaine à elle-même » et, pour la société, tout au plus une simple « tentative de persuasion qui recherche l'assentiment du jugement raisonné ». Ce qu'exige de chacun M. DE MAN, c'est, au fond, une attention et une bonne volonté constantes, un effort de toutes les heures vers telle action que la conscience éclai-

rée de l'homme lui indique comme étant celle qu'il doit faire, et M. DE MAN fait remarquer que le fait qu'il ne croit pas que le bien et la vérité aient un aspect immuable n'incline pas, ainsi, à moins d'action, mais à plus d'action. Nous nous rendons compte, dit-il, qu'étant donné le caractère conditionnel de notre connaissance, c'est par le critérium réel de son aptitude à servir de levier à notre volonté morale que nous l'estimons. Le changement en profondeur dans les façons de vivre et de penser, qui est plus nécessaire qu'un changement dans la façon de gouverner, et que M. DE MAN demande à chacun, JAURÈS déjà en avait souligné l'utilité, quoique peut-être avec moins d'insistance. On trouve pourtant dans tel passage d'un « Discours à la jeunesse » : « Sur-tout qu'on ne nous accuse point d'abaisser et d'énervier les courages... Le courage pour vous tous, courage de toutes les heures, c'est de supporter sans fléchir les épreuves de tout ordre, physiques et morales, que prodigue la vie. Le courage, c'est de ne pas livrer sa volonté au hasard des impressions et des forces, c'est de garder dans les lassitudes inévitables l'habitude du travail et de l'action. Le courage, dans le désordre infini de la vie qui nous sollicite de toutes parts, c'est de choisir un métier et de le bien faire, quel qu'il soit.... de ménager à son regard, à son esprit, quelques échappées vers le vaste monde, et des perspectives plus étendues ; le courage, c'est d'être tout ensemble, et quel que soit le métier, un praticien et un philosophe ; le courage, c'est de comprendre sa propre vie, de la préciser, de l'approfondir, de l'établir et de la coordonner cependant à la vie générale ».

*
**

M. DE MAN reconnaît la difficulté de cette révolution intérieure et ne pense pas que les masses puissent opérer à l'heure actuelle un tel revirement. Le renouveau spirituel du socialisme ne peut être, pour commencer, pense-t-il, que l'expérience d'une élite (1). Mais cette minorité éclairée ne devra pas attendre d'être sûre qu'elle sera suivie pour agir ; car « ce ne sont pas les beaux rêves, mais ce sont les belles actions qui rendent la vie belle ». Par cette minorité éclairée, M. DE MAN entend les intellectuels au sens large, ceux dont l'activité principale est de penser, qu'ils soient philosophes, hommes de lettres, hommes politiques. La place qu'il leur donne dans sa théorie du socialisme est des plus importantes et demande à être signalée. Une tendance qui, récemment encore, était assez communément suivie, inclinait, en effet, à faire considérer les intellectuels comme des « bourgeois », leur occupation ne consistant pas dans un travail matériel et leur éducation et leurs manières étant éloignées de celles du prolétariat. Pour M. DE MAN, les intellectuels ont, au contraire, un rôle des plus importants dans le mouvement socialiste. Il fait remarquer que, dans l'état actuel de la civilisation, ce sont eux qui en fait constituent la puissance gouvernante, l'Etat, celui-ci ne se confondant pas dans la réalité avec la puissance capitaliste à laquelle il est assujéti. De même les intellectuels sont les détenteurs

(1) C'est au moment où M. de MAN insiste sur la nécessité du rôle des intellectuels pour le relèvement du socialisme, et élabore en quelque manière une sorte de théorie des élites, que l'on remarque peut-être le mieux la distance existant entre son idéal et la réalité du mouvement socialiste actuel, action imprévoyante et égoïste des masses.

de l'esprit du peuple, la civilisation actuelle est leur œuvre ; et leur travail, par son caractère complexe où entrent surtout des éléments qualitatifs, se différencie du travail matériel, et implique bien autre chose qu'une simple disposition à servir.

Ainsi, puisqu'ils ne sont pas seulement les serviteurs du capitalisme, qu'ils assument également un rôle directeur, il paraît naturel à M. DE MAN que beaucoup d'entre eux soient socialistes, tentent de s'émanciper du capitalisme et de « vouloir un meilleur maître ». M. DE MAN estime que l'importance de leur rôle dans le mouvement socialiste ne saurait trop être mise en lumière. La révolution psychologique dont il indique la nécessité, l'ordre nouveau qui doit être établi, et dans lequel la notion de service social prendrait la place du prestige dû à la richesse, seraient facilement réalisables, pense M. DE MAN, si la volonté sociale des intellectuels changeait d'orientation. La « joie au travail », le plaisir qui découle de la responsabilité dans la création, accompagnant le travail des intellectuels plus encore que le labeur matériel, il lui semble notamment que ceux-ci sont les mieux placés pour faire ressortir aux yeux du prolétariat ce qui, dans le régime actuel, empêche pour tous l'épanouissement de ces sentiments légitimes. M. DE MAN pense même que le socialisme tel qu'il a été conçu jusqu'à présent dans les esprits est l'œuvre des intellectuels et n'existerait pas sans eux ; un ouvrier ne se fait-il pas intellectuel dès lors qu'il s'élève au-dessus de ses intérêts immédiats et met à la place du mobile acquisitif celui de service et de construction sociale ? M. DE MAN reconnaît, toutefois, que la mentalité des intellectuels proprement dits diffère souvent de cel-

le des prolétaires, les intellectuels étant plus individualistes. Il faudrait, pense-t-il, pour que le socialisme prenne une bonne direction, que l'ouvrier ne persiste pas à considérer le socialisme comme sa chose, qu'il fasse disparaître son égoïsme de classe, et que, de son côté, l'intellectuel dépasse l'égoïsme individuel excessif qui d'ordinaire le caractérise ; que l'un ne croie pas seulement en la matière, que l'autre ne croie pas seulement à l'esprit ; et si pour chacun le socialisme est « le produit d'une volonté personnelle inspirée par le sentiment du bien et du droit, cette volonté aura la même valeur » et sera véritablement socialiste, quelle que soit la situation de celui de qui elle provient.

Ainsi M. DE MAN pense que la contribution des intellectuels dans la rénovation spirituelle que doit apporter le socialisme est essentielle, puisque ce sont eux surtout qui comprennent quel est le rang des valeurs morales.



Mais les rénovateurs du socialisme n'auront pas, pense M. DE MAN, à former une culture et une morale nouvelles, à poser des principes inconnus jusqu'ici. Les fondements de la morale, ses points essentiels, M. DE MAN considère en effet qu'ils sont immuables et indépendants de toute expérience sociale. Seules ses formes, ses aspects, ses modalités changent suivant les époques et les pays, aussi lui paraît-il vain de vouloir opérer dans ce domaine un changement radical ; surtout en opposant une culture ou une morale strictement prolétaires à une culture et à une morale bourgeoises. La civilisation n'est pas d'une classe mais d'une époque,

affirme M. DE MAN, et que l'on considère les façons de sentir ou les conceptions morales, philosophiques, religieuses, la science, il y a actuellement, pour tous les hommes, culture bourgeoise. Les prolétaires, aussi bien que les capitalistes, vivent sur le vieil héritage chrétien et humaniste. On ne peut dire qu'il y ait actuellement une culture prolétarienne, affirme M. DE MAN dans le chapitre VIII de « Au delà du Marxisme », celle-ci n'est qu'un « concept propagandiste » ou une « spéculation théorique sur l'avenir » ; le prolétaire étant irresponsable, et dépendant, par son travail, des capitalistes, il ne lui est possible de produire dans aucun domaine des œuvres originales, et s'il y a quelques créations artistiques d'inspiration socialiste, M. DE MAN fait remarquer qu'elles se rattachent toutes plus ou moins à la culture bourgeoise et sont surtout appréciées par les bourgeois. L'esprit bourgeois est dominant ; c'est celui de l'époque à laquelle nous vivons, et M. DE MAN pense que ce serait une erreur de croire que le socialisme a donné naissance à une mentalité nouvelle.

M. DE MAN remarque en outre que cette mentalité d'aujourd'hui, qui repose encore sur les données de la véritable culture bourgeoise, est cependant une mentalité déformée ; la société capitaliste contredit en bien des points des principes qu'elle prétend respecter, et ses aspirations primitives ; elle n'est plus en accord avec son vieil idéal de justice, d'égalité et de liberté ; la classe capitaliste n'a plus que des liens historiques avec la classe bourgeoise du Haut Moyen-Age et elle est tombée dans un conservatisme égoïste et étroit. Quant à la classe ouvrière, qui n'est pas tenue de conserver ses privilèges par le mensonge, elle a un idéal ma-

tériel et ne désire au fond rien d'autre que d'égaliser la classe bourgeoise. Ce conservatisme, cette obstination à garder des institutions et un régime économique usé, c'est même, de l'avis de M. DE MAN, une des atteintes les plus graves au véritable esprit bourgeois primitif dont l'un des aspects essentiels était la souplesse, le dynamisme, l'esprit critique « socratique et révolutionnaire ».

Aussi, pour que le socialisme fasse œuvre valable, il n'est pas nécessaire qu'il crée des valeurs nouvelles, mais qu'il établisse un équilibre psychologique et social qui corresponde à l'ancien équilibre bourgeois. C'est ainsi que l'on peut dire, écrit M. DE MAN, que la « cause de la classe ouvrière et la cause de la culture ne sont qu'une seule et même cause » (chapitre IX, « L'Idée Socialiste »), car la classe ouvrière étant déshéritée, n'ayant pas de privilèges à garantir par la mauvaise foi comme la classe capitaliste, oriente plus naturellement que celle-ci ses regards vers l'avenir. Encore faut-il qu'elle s'élève au-dessus de sa mentalité actuelle, égoïste et intéressée. M. DE MAN fait remarquer à ce propos que JAURÈS, avant lui, avait insisté sur cette nécessité, et sans même qu'il ait à rappeler la pensée du grand socialiste français, on serait tenté de citer ici ces paroles de JAURÈS dans lesquelles la parenté de leur doctrine sur ce point apparaît de façon frappante. « Ainsi la révolution sociale, en brisant la bourgeoisie, agrandira et ennoblira son œuvre ; elle lui donnera une haute signification humaine, et c'est avec fierté que les fils de bourgeois pourront entrer dans l'ordre nouveau. Ils y retrouveront l'œuvre de leurs pères, dégagée de tout intérêt de classe, haussée à l'idéal humain, élargie

à tous les hommes. Ainsi la mort sociale de la bourgeoisie comme classe sera pour elle ce que serait pour les hommes la mort organique si, après les épreuves de l'agonie, ils retrouvaient dans une vie plus lumineuse et plus large le sens de leur vie passée. Donc pour les deux classes antagonistes, pour le prolétariat et pour la bourgeoisie, la révolution sociale sera une ascension. Elle apportera au prolétariat, sous des formes nouvelles de propriété, des garanties positives de liberté et de bien-être, des possibilités nouvelles d'action, et elle apportera à la bourgeoisie, avec le sens plein de son œuvre historique, une révélation de noblesse morale et de grandeur. C'est en montant toutes deux que les deux classes se confondront ; c'est sur un sommet que sera proclamée l'unité humaine ». Par contre, M. DE MAN ne partage pas les vues de TROTSKY, bien qu'il apprécie, dans l'œuvre de celui-ci, son souci de sauvegarder les valeurs spirituelles. A plusieurs reprises, et notamment dans le chapitre XIV de « L'Idée Socialiste », M. DE MAN s'élève contre la conception du théoricien russe pour qui la culture socialiste proprement dite ne peut être qu'un aboutissement, la fin d'un processus dont nous vivons le commencement, la culture d'un monde où il n'y aura plus ni prolétariat, ni révolution, ni dictature, où la personnalité s'élèvera à un type supérieur, mais qu'il rejette dans l'avenir et ne croit pas actuellement réalisable. M. DE MAN insiste au contraire sur la nécessité d'un changement immédiat de la mentalité de chacun, changement qui devra s'appuyer sur des valeurs déjà acquises par l'humanité.



Il regarde à la fois devant lui et derrière lui ; et la « morale socialiste » qu'il conçoit comme une « morale de l'humanité » n'est pas tant un ensemble de principes nouveaux que les principes traditionnels qui, s'ils étaient respectés, suffiraient à la tâche qui s'impose à chacun. Il ne s'agit pas, d'ailleurs, indique M. DE MAN dans le chapitre XV de « L'Idée Socialiste », d'une morale dogmatique, la morale existante est une morale en devenir dont les fondements sont stables, mais dont les aspects peuvent changer, et le progrès que réalise le socialisme est une des transformations de cette morale. M. DE MAN reprend ici les notions bergsonniennes de morales statique et dynamique ; il est intéressant de le suivre dans les réflexions qu'elles lui suggèrent. Il est inutile d'insister sur la distinction posée par M. BERGSON entre la morale statique, fixée et intrarationnelle, et la morale dynamique, aspiration suprarationnelle ; de l'avis de M. DE MAN, BERGSON fait trop fi de la raison qu'il ne fait intervenir que pour résoudre la tension qui apparaît entre les tendances inclinant à la morale statique et les élans créateurs de la morale dynamique, et ne considère les phénomènes psychologiques intervenant à la formation de la morale dynamique que comme de simples représentations. Pour M. DE MAN ce sont de véritables idées qui constituent l'essentiel du processus créateur de la morale dynamique. Enfin il reproche à BERGSON de concevoir trop exclusivement l'opposition entre celle-ci et la morale statique comme une opposition entre l'individu et la société, les intellectuels, les initiés, et la masse inerte, car la raison est une valeur universelle. Pour M. DE MAN, la révolte de la rai-

son contre les circonstances sociales amène à des revendications nouvelles de la morale dynamique. Mais cette révolte ne peut avoir lieu que si les circonstances sociales sont reconnues comme allant contre les postulats de la morale statique existante. M. DE MAN voit déjà dans cette dernière un élan agissant sans arrêt. Cette morale statique correspond, à son avis, à certaines tendances naturelles contre lesquelles se heurtent souvent les institutions ; et la morale dynamique correspond à une orientation rationnelle qui peut s'opposer aussi aux institutions. Aussi fait-il cas de l'une et de l'autre ; « s'appropriant à la fois cette protestation de la nature et cette protestation de la raison, le socialisme en appelle aussi bien à la morale statique de la subconscience collective infrarationnelle qu'à la morale dynamique de la conscience personnelle suprarationnelle ». La première correspond à un héritage précapitaliste subconscient, elle permet de condamner ce qui est au nom de ce qui a été. La seconde, qui implique une élaboration rationnelle, permet de condamner ce qui est au nom de ce qui n'est pas encore. Mais il n'y a pas de solution nette de continuité entre elles, dans la conception de M. DE MAN ; le progrès moral en marche ne consiste pas, pense-t-il, dans un renversement des principes ; il doit consister surtout en une façon plus exigeante et plus concrète de considérer les actes, en un accord entre la vie et les principes. Il suffit que le socialisme exige de la société existante « qu'elle prenne au sérieux sa propre morale ». On voit que, malgré certaines distinctions voisines, le point de vue de M. DE MAN est assez éloigné des conceptions de BERGSON sur la morale ; ce qui semble les distinguer, c'est notamment le fait

que M. DE MAN insiste sur l'origine rationnelle du progrès de la morale et sur la continuité de la morale statique et de la morale dynamique, tandis qu'il semble, à la lecture des « Deux Sources de la Morale et de la Religion », que BERGSON s'attache davantage à souligner ce qui les sépare.

*
**

L'héritage moral du passé, dont M. DE MAN pense qu'il doit être exploité, ce n'est pas un ensemble de principes valables seulement pour quelques hommes, mais pour l'humanité entière. C'est l'héritage « humaniste précapitaliste » (on a vu que pour lui l'âge du véritable humanisme était le Haut Moyen Age au moment de l'épanouissement de sa culture) qui consistait en une conception de la morale comme d'une obligation commune à tous les hommes. C'est donc une morale « laïque » que devra être la morale socialiste, pense M. DE MAN. Ce n'est pas à dire qu'il pense que l'état socialiste doive être opposé aux religions, que l'autorité de chaque religion sur ses fidèles doive être combattue ou niée, au contraire. Et M. DE MAN fait remarquer, à la fin du chapitre XV de « L'Idée Socialiste », que l'objection qu'une telle morale sans règles établies et précises ne peut vivre, est contredite par les faits eux-mêmes. N'est-ce pas cette morale laïque qui dure depuis des millénaires et qui même subsiste seule depuis un siècle ? Certains préceptes religieux, ajoute-t-il, ont bien contribué à sa formation, mais ils sont assez entrés dans les esprits pour qu'une sanction ecclésiastique ne leur soit plus nécessaire. Et d'autres règles de la mo-

rale laïque ne pourraient correspondre avec certaines règles religieuses ; tel est l'esprit de tolérance. Enfin le choix d'une église doit dépendre de la libre initiative personnelle ; il n'appartient pas à l'Etat d'imposer une religion aux citoyens. Et dans une remarque finale, M. DE MAN ajoute qu'il ne faut pas méconnaître que l'évolution qui a permis d'aller au-delà de la prétention à l'exclusivité des normes des morales religieuses réalise, au fond, une impulsion qui a son point de départ dans le christianisme. La « morale dynamique » de « la religion » aurait triomphé de la « morale statique de l'Eglise » comme le Nouveau Testament avait triomphé de l'Ancien. Le socialisme paraît à M. DE MAN plus près que les églises de la morale du Christ qui a simplement « produit » une morale et ne l'a « point codifiée ». Cette réflexion pourrait soulever des protestations de la part des hommes d'église qui répondraient sans doute que l'Eglise est héritière directe du Christ, que les règles qu'elle a posées ont été prévues par lui et ne s'écartent pas de son esprit, que seule la mentalité des fidèles est en faute, que s'il est une mentalité catholique ou protestante statique, il en est aussi une dynamique. Mais quel chef ecclésiastique pourrait reprocher à M. DE MAN, comme on peut le reprocher au bolchevisme ou au racisme, de plaider la cause d'un dieu nouveau, d'ériger en divinité la communauté matérielle des hommes ou telle race ? Son œuvre est respectueuse de toutes les croyances et toujours au service des valeurs spirituelles les plus hautes. Et si M. DE MAN y traite très rapidement de la question religieuse et n'y aborde pas le problème de Dieu, quelles que puissent être ses idées sur ce sujet, elle paraît imprégnée du véritable esprit chrétien dont elle se réclame.

CHAPITRE IV

LE MOUVEMENT

M. DE MAN, dans un exposé succinct de sa théorie annexé par lui à « Au delà du Marxisme » (thèses de HEPPENHEIM), pose tout d'abord le fondement moral de son socialisme ; il remarque ensuite que le caractère absolu de cette justification éthique des revendications augmente l'élan de la lutte pour le socialisme. En effet, si les intérêts immédiats peuvent se contenter, à la rigueur, de quelques modifications du cadre capitaliste, des exigences supérieures nécessitent, pense-t-il, des changements plus radicaux. Et M. DE MAN précise que le mouvement syndical y gagne notamment en force, étant orienté vers des objectifs nouveaux tels que la joie au travail, et que le mouvement politique en est aussi renforcé de différentes façons : 1°) les scrupules religieux ne peuvent lui être opposés ; 2°) les intellectuels et les paysans peuvent être compris dans l'action socialiste ; 3°) la lutte pour la paix et le désarmement est facilitée ; ainsi que 4°) le progrès des institutions démocratiques ; 5°) et la lutte contre l'embourgeoisement, puisqu'il faut transformer les bases mêmes de la

civilisation actuelle ; 6°) enfin l'activité journalière prend une valeur absolue, ses réalisations étant une concrétisation graduelle de l'idée socialiste elle-même. M. DE MAN conclut : « Pour ces motifs, la justification de la volonté socialiste préconisée dans les thèses précédentes est capable de rendre la lutte pour le socialisme plus consciente de ses objectifs, plus énergique par ses moyens, et plus vaste par le domaine de ses réalisations ».

Il importe de rechercher dans l'œuvre de M. DE MAN quelques précisions sur sa conception de l'action socialiste, dont il a ainsi présenté l'essentiel dans ces thèses de HEPPENHEIM. La science du mouvement a, à ses yeux, la plus grande importance sous ses deux aspects : étude de la réalité passée et présente du mouvement socialiste, et élaboration, à la lumière de cet examen, de directives qui permettront d'orienter le mouvement actuel dans la meilleure voie. Dans le chapitre XV de « Au delà du Marxisme », il indique que le point capital de la tâche du théoricien ne doit pas être l'étude de la plus-value, mais celle de la réalité de la vie d'atelier, car pour résoudre la question de l'ordre juridique à venir il faut étudier le devenir de cet ordre dans la vie objective des hommes d'aujourd'hui. Le mouvement ouvrier est devenu un complexe contenant les efforts d'un grand nombre d'hommes aux aspirations diverses ; il faut le questionner sur sa signification, de manière à pouvoir tenir compte de tous ses éléments, et à résoudre au mieux les problèmes qui se posent. « Il ne s'agit plus maintenant d'accuser le passé, mais d'édifier l'avenir » ; les fondements de la doctrine socialiste d'aujourd'hui sont donnés par le mouvement socialiste actuel. Et cette science

du mouvement doit être, ajoute M. DE MAN, « pragmatiste, volontariste, pluraliste, institutionnaliste ». Telle est, d'ailleurs, l'attitude propre de M. DE MAN, soit qu'il fasse des études historiques, soit qu'il étudie la réalité des milieux ouvriers contemporains dans lesquels il a lui-même voulu pénétrer. Pour s'éclairer dans la tâche présente, il oriente surtout ses recherches vers l'action socialiste efficace dans ses résultats, et librement consentie ; il l'envisage sous tous ses aspects, et de quelque personne qu'elle provienne ; et, dans les institutions, examine l'empreinte de l'homme.

Le mouvement socialiste n'avait pas fait de la même manière l'objet des études de MARX, qui considérait a priori les événements de la vie sociale comme des phénomènes ayant leurs lois propres, plus que comme étant le libre résultat de l'action humaine. MARX a cherché surtout à démontrer scientifiquement que l'avènement du socialisme serait l'aboutissement d'une évolution économique en cours ; à sa suite, des théoriciens comme KAUTSKY se sont donné pour la plupart pour tâche principale d'appuyer, de justifier, ou de combattre ces affirmations, et il semble que par là pourrait s'expliquer en partie le dédain fréquent de la littérature socialiste néomarxiste pour tout ce qui est psychologique et proprement humain, et sa limitation au domaine économique ou abstrait. BERNSTEIN, pourtant, s'inquiète autant du mouvement socialiste de son temps et des nécessités présentes que des dogmes marxistes ; et JAURÈS étudie l'esprit du socialisme et cherche à démontrer à ses contemporains la filiation intellectuelle du mouvement ouvrier et de la civilisation bourgeoise.

D'autre part, M. DE MAN signale lui-même dans son

œuvre que PROUDHON, déjà, avait une attitude à laquelle s'apparente la sienne propre, et il insiste dans le chapitre XV de « Au delà du Marxisme » sur « l'institutionnalisme » du contradicteur de Karl MARX. Pour lui, déjà, indique-t-il, la lutte de la classe prolétarienne n'est pas la réalisation d'une idée donnée a priori, mais le mouvement est lui-même la source d'une création constante d'idées a posteriori ; la révolution n'est pas seulement un déplacement de la puissance politique, mais le résultat de l'évolution journalière des institutions sociales qui sont créées surtout en dehors de la vie politique ; la révolution est une question de capacités humaines plus qu'une question de puissance, la capacité de gouverner ne pouvant découler que de l'aptitude à produire et à administrer. Cette révolution, continue M. DE MAN, a son point de départ dans « l'action directe » des ouvriers, créatrice « d'institutions », et qui se manifeste, par exemple, dans l'activité syndicale. Des institutions comme le contrat de travail, le règlement d'atelier, sont l'expression de certaines aspirations de la classe ouvrière, et par son origine psychologique et par son effet psychologique l'institution créée par l'initiative autonome éduque la volonté juridique elle-même. C'est dans la réalisation des institutions ouvrières que s'élabore la capacité politique de la classe ouvrière qui la rendra capable de prendre le pouvoir politique et de l'utiliser. M. DE MAN insiste donc particulièrement en ce passage sur l'importance du facteur spécifiquement humain, sur l'acte libre et éclairé que toute sa doctrine d'ailleurs met au premier plan.

M. Thierry MAULNIER, qui a consacré dans « Mythes

socialistes » (1) deux études très intéressantes au socialisme de M. DE MAN, remarque à ce propos : « M. DE MAN est donc de ceux qui opposent, à la théorie marxiste orthodoxe de la maturité révolutionnaire, la vertu de l'acte révolutionnaire. Qui dit acte dit intervention humaine dans le jeu naturel des effets et des causes, événement qui trouve sa source en l'homme même ; liberté. On a plaisir à retrouver ici sous la plume de M. DE MAN l'idée mère des révolutions : l'idée qu'une révolution consiste non pas à accomplir et à consacrer une évolution naturelle, mais en quelque sorte à la forcer, à lui faire violence, à devancer la causalité matérialiste, à gagner de vitesse le déterminisme : ce que M. DE MAN exprime à peu près par le mot d'anticipation. Faire une révolution, c'est en effet anticiper, décider quand les événements hésitent, introduire la liberté humaine dans le jeu selon la haute symbolique antique qui représentait les cheveux par lesquels il convient de saisir la fortune, flottant en avant d'elle ». Dans ce livre, M. Thierry MAULNIER insiste, toujours au même point de vue, sur la parenté des idées de M. DE MAN et de celles des hommes du parti néo-socialiste français pour qui est essentielle l'importance de l'acte humain (théoriciens pour les idées desquels M. DE MAN a d'ailleurs lui-même affirmé sa sympathie). « C'est toute une partie du socialisme qui va au-delà du marxisme et se rapproche de M. DE MAN. La preuve la plus claire nous est fournie par ce fameux « Plan de Travail », œuvre de M. DE MAN qui a été adoptée comme charte de revendications par le Parti Ouvrier Belge.... Mais nous avons un exemple

(1) *Mythes Socialistes*. — THIERRY-MAULNIER. — Editions de la N. R. F. Gallimard, Paris.

plus proche : les idées de M. DE MAN ce sont, développées par un intellectuel avec beaucoup d'intelligence, de nuances et de continuité doctrinale, les idées mêmes qui furent agitées à nos congrès néo-socialistes français. C'est ainsi que les accusations portées en France contre le déterminisme de MARX, suspect de ralentir et de rejeter dans un éloignement messianique la révolution prolétarienne, en en faisant le terme naturel et inéluctable de l'évolution capitaliste, ces accusations se retrouvent dans l'antidéterminisme de M. DE MAN et dans sa critique de ce qu'on pourrait appeler le quiétisme révolutionnaire. Tout comme nos DÉAT accusaient naguère le marxisme d'incliner à une attitude fataliste par une confiance excessive dans le déroulement mécanique des faits et une trop grande certitude finale, de même Henri DE MAN, qu'il s'agisse de l'instauration d'une culture socialiste ou de la révolution matérielle elle-même, s'attaque au mécanisme — mécanisme qui n'est point à proprement parler marxiste — selon lequel l'évolution du monde est conçue comme indépendante de toute impulsion libre de la volonté humaine ».

Il a été déjà indiqué plus haut quelle est l'opinion de M. DE MAN sur la direction que doivent prendre les actions humaines dans le mouvement socialiste ; elles doivent avoir un but principalement éthique auquel elles ne doivent jamais sacrifier pour la satisfaction d'intérêts matériels immédiats ; mais la transformation des conditions économiques d'existence ne doit pas pour cela être considérée comme secondaire puisqu'elle est nécessaire à la satisfaction de besoins matériels essentiels, et que, sans elle, l'épanouissement des personnalités morales et intellectuelles serait irréalisable. L'essentiel est de

ne jamais perdre de vue la prédominance des valeurs spirituelles. Des difficultés nombreuses ne peuvent manquer de se présenter dans la pratique, et il importe de préciser quelques-unes des règles d'action que M. DE MAN a pu poser, et qui s'appuient à la fois sur le fondement moral de sa doctrine, et sur les constatations qu'il a faites en considérant la pratique du mouvement socialiste contemporain.

*
**

I. — Il faut tout d'abord insister sur le caractère de généralité de son socialisme. Celui-ci lui apparaissant comme une revendication de la nature humaine en général, et non comme une lutte pour les intérêts économiques d'une seule classe, il en fait le devoir de tous les hommes. Il est inutile de revenir ici sur le rôle de premier plan qu'il attribue aux intellectuels.

En ce qui concerne les capitalistes, bénéficiaires des injustices de la civilisation actuelle, M. DE MAN estime tout d'abord que c'est pour eux un devoir moral d'être socialistes. C'est plutôt par le caractère d'exigence éthique de sa doctrine que par des arguments économiques que M. DE MAN fait appel aux capitalistes et pourrait les influencer. N'est-ce pas d'ailleurs à cause de son caractère trop strictement économique que la doctrine marxiste dessert actuellement le socialisme ? M. Ramon FERNANDEZ (1) fait à ce sujet une remarque très intéressante dans « *L'Homme est-il humain ?* » ; les marxistes n'ont pas assez tenu compte, dit-il, « des réac-

(1) « *L'Homme est-il humain ?* ». — Ramon FERNANDEZ. — Editions de la N. R. F. — Gallimard.

tions de la conscience sur l'inconscient, et du fait, entre autres, que les valeurs morales, quoique fonctions de l'économique, peuvent acquérir et acquièrent en fait une vie indépendante. D'où il sort que le grand péril du marxisme courant n'est point l'excès de confiance du prolétariat, mais le scepticisme du capitaliste qui lui permet de renoncer, au nom de MARX lui-même, aux obligations morales qui ont fait la noblesse des anciennes classes dirigeantes ».

M. DE MAN considère cependant que le régime dont profitent les capitalistes n'est pas viable, et qu'ils n'auraient aucun intérêt matériel sérieux et durable à essayer de le maintenir. Le système capitaliste lui paraît se déformer et craquer de toutes parts. La concurrence a disparu, note-t-il dans le dernier chapitre de « L'Idée Socialiste », et a été remplacée par le monopole. Le marché mondial s'est rétréci ; les états sont devenus des organisations économiques fermées ; les classes moyennes citadines et paysannes affluent au fascisme, et par là favorisent l'orientation rétrograde du système capitaliste vers le nationalisme et le néo-féodalisme ; la concurrence entre entrepreneurs a été remplacée par une concurrence entre les économies nationales faisant rechercher la réduction des salaires, l'abaissement du coût de la vie et du pouvoir d'achat ; enfin la foi dans les valeurs sociales actuelles du capitalisme diminue, et même, si les causes cycliques ou purement politiques de la crise étaient surmontées, ajoute-t-il, il ne pourrait y avoir qu'un ralentissement passager de la descente car elle correspond à des causes permanentes de la crise économique. La meilleure explication théorique de la force inéluctable de ces causes permanentes lui paraît

avoir été donnée par MARX et ROSA LUXEMBOURG, dans les théories de l'accumulation du capital et de l'impérialisme ; mais il pense que, même dans le cas où ces théories exigeraient une révision, les faits caractéristiques de la chute du haut capitalisme ne peuvent être niées : tels sont la baisse des salaires, la baisse des profits, la sous-consommation ; le fait que la productivité croissante du travail industriel s'accompagne d'une augmentation du chômage, et d'une baisse du pouvoir d'achat des masses, lui paraît même suffisant pour prouver le caractère rétrograde de la civilisation capitaliste. L'effondrement n'est toutefois pas inévitable, ajoute M. DE MAN ; les capitalistes pourraient être tentés de sauvegarder à toutes forces l'édifice branlant ; et il est plus facile à ceux qui souffrent davantage du régime actuel d'exécuter l'arrêt de mort de ce régime qui a cessé de correspondre au bien général et à la justice sociale.

Ce prolétariat, dont c'est le rôle naturel, avec l'aide constante des intellectuels, d'instaurer l'ordre nouveau, ce n'est pas seulement, pour M. DE MAN, la classe ouvrière, mais encore toute la classe laborieuse, et aussi bien les petits fonctionnaires, les petits employés de commerce, le « prolétariat en faux-col » qui, malgré certaines apparences de vie plus bourgeoise, n'est pas moins opprimé matériellement et moralement que la classe ouvrière. On voit qu'il s'adresse, en fait, à tous.

Et à ce point de vue encore, on ne peut manquer de rapprocher de l'attitude de M. DE MAN celles des néo-socialistes français de MM. DÉAT, MARQUET et MONTAGNON qui ont, avec insistance, et notamment au fameux Congrès du parti socialiste de juillet 1933, attiré l'attention du parti sur la nécessité d'élargir le

socialisme en faisant appel aux classes moyennes et à la jeunesse en qui sont les « ferments révolutionnaires », l'unité de la classe ouvrière ne pouvant suffire au mouvement socialiste.

*
**

II. — Ainsi qu'il a été déjà exposé plus haut, M. DE MAN estime que le mouvement ouvrier se doit d'éviter l'embourgeoisement, de sacrifier les valeurs matérielles aux valeurs spirituelles ; que le prolétariat doit éviter d'adopter les modes de pensée déformés de la civilisation capitaliste dégénérée, les préjugés bourgeois qui font dépendre la considération sociale de la richesse, du train extérieur de vie ; la notion de travail et de valeur personnelle doit remplacer les anciens critères de valeur.

*
**

III. — Il importe, par contre, d'insister ici sur certains problèmes particulièrement délicats de la vie socialiste et d'examiner les idées de M. DE MAN en ce qui concerne l'attitude réformiste ou révolutionnaire, la violence, le nationalisme et le cosmopolitisme.

Réformes ou Révolution ?

M. DE MAN, dans le chapitre IX de « Au delà du Marxisme », constate que le « socialisme, dans le temps » va « de la Révolution à la Réforme ». Il remarque que dans les corps élus ou dans les groupes de fonctionnaires, il y a toujours une opposition, purement

propagandiste au début, qui « devenue puissante ferait obstacle à la réalisation de ses propres revendications si elle n'assumait pas tout au moins une partie de la responsabilité du pouvoir », et abdique nécessairement ainsi une partie de son révolutionnisme. C'est la tendance réformiste qu'il constate et dans le domaine politique et dans le domaine syndical, où la lutte aboutit nécessairement à un ordre contractuel, et dans le domaine coopératiste où le prolétariat ouvrier doit compter avec l'industrie bourgeoise.

Cette déformation lui paraît découler surtout de ce que le but éloigné est souvent perdu de vue dans la pratique et se fait mythique et lointain du fait que les moyens nécessaires pour l'atteindre deviennent à sa place les véritables raisons d'agir ; et M. DE MAN estime que ce déplacement tient aux effets psychologiques de l'ascension sociale des masses ouvrières, et principalement à l'« organisation ». Au début, le but particulier et immédiat de toute organisation : syndicat, mutuelle, apparaît comme identique au but plus large de la révolution de tout l'ordre social, et les créateurs sont courageux et désintéressés ; mais la génération suivante a une mentalité et des objectifs différents. Au lieu de faire des sacrifices sans rechercher de profits, elle recherche les avantages en évitant les sacrifices. En même temps la distance se creuse entre la masse et les chefs de l'organisation ; ces derniers deviennent des professionnels, des bureaucrates pour qui le but final se transforme en un simple instrument de propagande. Et ce nouveau type du fonctionnaire social, loin d'être modifié, ne peut guère que s'accroître, car son existence devient indispensable à mesure que l'organisation se dé-

veloppe ; les tempéraments héroïques ne suffisent pas, il faut des orateurs, des caissiers, des commis de bureaux ; et l'initiative intellectuelle qui leur est laissée, et qui prend de plus en plus d'importance, se ressent nécessairement de leur prudence systématique, et de la routine par laquelle ils se laissent entraîner. La vie des organismes de lutte ouvrière rend par ailleurs nécessaires les ententes avec les partis qui détiennent le pouvoir et la richesse, ententes qui pratiquement se réduisent à des compromis, et obligent au respect de l'ordre établi ; et d'autre part, les rapprochements personnels entre adversaires, au cours de l'action, peuvent provoquer, chez les esprits faibles, des changements d'opinion.

Ces tendances générales au réformisme, M. DE MAN les constate sous des aspects différents et à des degrés divers dans le mouvement politique, le mouvement syndical et le mouvement coopératif.

A l'inverse de ce que proclamait Georges SOREL, qui opposait l'attitude militariste des syndicats au réformisme parlementaire, le mouvement politique paraît à M. DE MAN conserver davantage un caractère révolutionnaire. Il remarque toutefois qu'il en est souvent autrement, et signale à ce propos le cas de la Russie Soviétique où les syndicats ont fréquemment exprimé le mécontentement des ouvriers extrémistes contre les hommes politiques, plus tolérants. Mais, d'une façon générale, il lui semble que l'esprit révolutionnaire se maintienne davantage dans l'activité socialiste politique, les partis étant moins sujets à se bureaucratiser que les syndicats ou les coopératives, puisqu'ils ne sont pas des organismes économiques. Les partis politiques lui pa-

raissent cependant tendre aussi à une certaine modération ; et il remarque dans « Au delà du Marxisme » ce fait paradoxal que dans le stade actuel de l'influence politique croissante de la classe ouvrière, on peut attendre au moins autant de réformes socialistes des gouvernements bourgeois que des gouvernements socialistes ; les minorités devant être ménagées, les gouvernements bourgeois sont en effet forcés, pratiquement, de sacrifier aux socialistes, tandis que les socialistes sont forcés de sacrifier aux capitalistes ; ce qui fait que les partis socialistes consacrent leur force à conserver ce qui existe, et les partis bourgeois conservateurs à le transformer, bien qu'ils souhaitent en réalité le contraire. M. DE MAN ne s'attarde pas, d'ailleurs, à déplorer la tendance réformiste des partis socialistes. Il estime, en effet, que la révolution du mode de production, pour indispensable qu'elle soit, ne devra être réalisée que lorsque la production actuelle aura retrouvé une activité normale et que la situation de crise de l'économie, due aux antagonismes nationaux d'après guerre, se sera améliorée. Il pense qu'avant de changer de fond en comble le mode de production, il faut d'abord assurer l'existence de cette production et qu'il est, pour cela, nécessaire avant tout de liquider les conséquences psychologiques de la guerre mondiale qui a rendu si difficile l'édification d'une unité politique et économique du monde.

En ce qui concerne le mouvement syndical, M. DE MAN constate que la tendance au réformisme y est en général encore plus accentuée que dans le mouvement politique, les syndicats étant tenus d'avoir une organisation matérielle, une caisse à défendre, des fonction-

naires qui sont tentés de considérer l'organisation en elle-même comme un but. L'attitude de la social-démocratie allemande, en 1914, lui fournit, à ce sujet, un exemple typique et il rappelle avec ironie cette parole d'un théoricien allemand de cette époque : « le socialisme, c'est l'organisation ». M. DE MAN remarque, par ailleurs, qu'il y a, dans les syndicats, de fréquents antagonismes entre la masse des syndiqués, à tendances combattives extrémistes, et la partie dirigeante, retenue par le souci de maintenir les acquisitions qu'elle a pu faire, et de défendre sa caisse. M. VANDERVELDE qui a étudié de façon particulière le mouvement syndical en Belgique, constate que dans ce pays « l'organisation syndicale est la plus forte et forme ce que LASSALLE appelait « un morceau de constitution » (1). Mais il pense, comme M. DE MAN, que l'on peut à juste titre se demander si la situation juridique, les droits et les appuis financiers acquis par ces syndicats ne peuvent risquer d'affaiblir « leur ardeur militante et de transformer ces associations de combat agissant sur le terrain de la lutte des classes en des groupements réformistes plus ou moins bureaucratisées » ; M. VANDERVELDE trouve, aussi, naturel que des organisations si bien pourvues soient « moins disposées à des coups de tête qu'un groupement qui n'a rien à perdre » et il cite à ce propos M. DE MAN. Mais il ajoute que l'opposition soulignée par ce dernier entre la masse combattive et les dirigeants lui paraît plutôt utile que déplorable, car elle établit une tendance moyenne raisonnable contenant, d'une part, les excès des masses, et empêchant, d'autre part, la bureaucratisation des dirigeants.

(1) *Revue Economique Internationale*. — Octobre 1935.

En ce qui concerne les coopératives, M. DE MAN constate que le déplacement des mobiles, qui se produit dans chaque organisation entre jeunesse et âge mûr, s'y accomplit plus vite encore que dans le mouvement syndical ; car leur fonction est d'atteindre un but de rénovation sociale par des moyens strictement commerciaux. Leur programme de principe est la suppression du profit, mais la concurrence les force à conserver un mobile acquisitif ; et leur activité principale résidant dans le commerce et le crédit, une bureaucratisation plus importante encore que celle des syndicats ou du parti politique leur est nécessaire ; peu à peu les caractéristiques qui différencient des entreprises privées, tels que l'absence du capital rétribué, le partage des bénéfices, disparaissent en partie. Dans les coopératives ouvrières les plus importantes, la meilleure volonté des dirigeants, remarque M. DE MAN, ne peut empêcher que la gestion des affaires par les consommateurs associés ne devienne un mythe, autant que, dans les entreprises capitalistes, la direction par les assemblées d'actionnaires.

Le moyen de remédier à cette tendance réformiste inévitable dans les syndicats et les coopératives, M. DE MAN le voit surtout dans une modification de l'esprit de chacun qui doit tenter de renouveler constamment les buts médiats en les accordant avec le but final, celui-ci ne devant jamais être perdu de vue ; M. DE MAN reprend ici l'un des principes de HÉGEL « le but doit être déjà poursuivi dans les moyens », et nous avons vu que dans le domaine politique, il déclarait, dans « Au delà du Marxisme », qu'une tâche de rénovation psychologique était aussi avant tout indispensable.

Dans le chapitre XVII de « L'Idée Socialiste », dont

la rédaction est postérieure à « Au delà du Marxisme », il précise toutefois que, si un changement de mentalité est indispensable, que si les motifs véritablement révolutionnaires basés sur l'idée doivent remplacer les motifs réformistes basés sur l'intérêt, il est urgent qu'un changement se fasse aussi dans la méthode d'action. Il a cru longtemps, dit-il, qu'un réformisme retrempé dans l'esprit révolutionnaire serait suffisant — et s'il l'avait pensé, ajoute-t-il, c'est parce qu'il existait alors des forces agissant dans ce sens de rénovation intime et personnelle — mais si ces forces existent encore, elles ne lui semblent plus être que l'apanage d'une élite, tandis que le régime actuel lui paraît de plus en plus intolérable. Aussi croit-il maintenant nécessaire que cette impulsion spirituelle des chefs soit accompagnée d'un mouvement des masses, appuyé sur l'intérêt issu de la nécessité sociale, et allant dans le même sens que cette impulsion spirituelle. Et il croit nécessaire de poser des règles contenant des revendications concrètes, positives et impérieuses. Pour faciliter le passage des méthodes réformistes à une méthode plus radicale, il établit tout d'abord ce principe qui lui paraît essentiel : à savoir qu'il faut supprimer la différence entre « programme minimum pratique » et « programme maximum théorique » ; et il met à l'étude, et rédige avec l'aide des techniciens du Bureau d'Etudes Sociales le fameux Plan du Travail.

Les principales dispositions contenues dans le plan seront indiquées plus loin ; il suffit de noter ici quel est son esprit général, les conditions que M. DE MAN a exigé qu'il remplisse, et qu'il pense devoir convenir à tout programme de cet ordre : le renversement du système

de production lui-même doit tout d'abord y être considéré comme une exigence immédiate et directe. Il doit consister en un programme élaboré dans le détail et qui pourrait être immédiatement réalisé comme programme de gouvernement ; prévoir un ordre de priorité des mesures à réaliser ; envisager un passage énergétique des entreprises monopolisées à l'expropriation sans états intermédiaires ; le socialisme devra toutefois auparavant conserver et consolider le secteur économique libre ; enfin le plan doit être à la fois un instrument de propagande et un programme de gouvernement ; et si tous les pays se doivent d'en établir un, chacun devra se hâter d'en dresser un le concernant et de pratiquer lui-même la socialisation, une socialisation générale ne pouvant venir que d'états déjà socialisés.

*
**

Le refus de la violence

M. DE MAN pense qu'une telle méthode d'action, qui permettra de dépasser le réformisme, sera aussi un moyen de dépasser l'« anti-réformisme » qui considère la révolution comme une « conquête militaire » du pouvoir.

Il s'élève à plusieurs reprises, dans son œuvre, contre tout appel à la violence, que son emploi soit un instrument de conquête du pouvoir ou un instrument temporaire de gouvernement. Dans ce domaine aussi, MARX qui professait une théorie de caractère plutôt évolutionniste, reconnaissait en même temps, dans ses études sur les transformations des institutions politiques ou éco-

nomiques, le rôle historique de la force au sens de coercition politique, fiscale, et celui de la violence proprement dite. Il appelait celle-ci une « accoucheuse » qui renforce le mouvement social. De même, il considérerait la dictature comme un moyen utile de transition entre deux états sociaux successifs. Et bien que ses études aient été limitées au capitalisme, et qu'il n'ait pas insisté sur la nature des moyens qu'utiliserait le prolétariat au moment de l'effondrement de ce régime, ses disciples, fait remarquer Georges SOREL dans ses « Réflexions sur la Violence », ont étendu « pour raisonner sur le prolétariat, ce qu'il avaient appris dans l'étude de la bourgeoisie ». « Suivant eux le prolétariat doit acquérir la force comme la bourgeoisie l'a acquise, s'en servir comme elle s'en est servie, et aboutir à un Etat socialiste remplaçant l'Etat bourgeois ». Ainsi l'influence de MARX qui, par certains de ses aspects a pu incliner à la paresse et au réformisme, par d'autres a incliné au révolutionnisme violent, notamment par l'accent qu'il met toujours dans son œuvre sur l'importance de la lutte des classes. PROUD'HON, dont l'influence a sans doute été moins grande que celle de Karl MARX, et malgré tout ce qui, d'une façon générale, le sépare de ce dernier, n'a pas une attitude nettement opposée à la violence. Si la Révolution de 1793 lui paraît digne d'admiration, ce n'est pas, toutefois, pour le déchaînement de force brutale par lequel elle s'est manifestée, mais pour le changement de mentalité qu'elle représente. Et, ainsi que le fait remarquer M. DE MAN, PROUD'HON met en garde contre une révolution politique qui ne serait qu'un simple déplacement de l'autorité, parce que la coercition politique est impuissante à opé-

rer une transformation économique. C'est surtout dans Georges SOREL que l'on trouve une apologie de la violence pour elle-même. Le réformisme parlementaire d'un JAURÈS, qui inclinait à une extrême prudence et à certaines compromissions, lui paraît incapable de servir véritablement la cause du socialisme ; aussi, voulant redonner sa vigueur au mouvement socialiste, se fait-il l'apôtre d'une lutte des classes plus violente, ayant pour principal objectif la grève générale. A JAURÈS qui proclame sa haine de la violence, il s'oppose en faisant valoir la nécessité de cette dernière, et s'attache à justifier son emploi. A côté de son efficacité pratique, il vante sa vertu morale : la violence du syndicalisme révolutionnaire ne sera pas celle des hommes de 1793 qui, justifiant leurs actes par la raison d'Etat, faisaient œuvre de vengeance personnelle ; elle ne servira pas l'ambition de quelques-uns ; elle aura simplement la valeur des « démonstrations militaires » et « tout ce qui touche à la guerre se produit sans haine et sans esprit de vengeance » (1) ; la grève générale prolétarienne aura toutes les qualités des guerres antiques ou napoléoniennes, elle rendra plus « héroïque » l'attitude des socialistes ; par le rôle qui sera donné à tous les militants elle inclinera à la modestie, et en même temps exaltera en chacun le sentiment intime de sa véritable valeur personnelle ; elle fouettera même l'honneur bourgeois endormi ; vaut-elle, d'ailleurs, moins que la ruse ? et n'est-ce pas par la lutte que la morale chrétienne et les idées libérales ont été grandies ? Les arguments ne manquent pas à SOREL qui déclare même : « La violence proléta-

(1) Georges SOREL — « *Reflexions sur la violence* ».

rienne, exercée comme une manifestation pure et simple de lutte des classes, apparaît ainsi comme une chose très belle et très héroïque, elle est au service des intérêts primordiaux de la civilisation ; elle n'est peut-être pas la méthode la plus appropriée pour obtenir des avantages matériels immédiats, mais elle peut sauver le monde de la barbarie ». L'influence de G. SOREL sur les esprits et sur la pratique du mouvement socialiste semble avoir été très grande et durer encore. En dehors de lui, aussi bien que sous son influence, le culte de la violence, d'une façon générale, a même été à un certain point de vue renforcé pendant la durée de la guerre mondiale, et dans la période immédiatement postérieure, la grande guerre ayant donné lieu à d'innombrables actes d'héroïsme et de dévouement. « On voudrait que de la guerre il ne sortit que du mal », a écrit M. Henri DE MONTHERLANT (1) ; « Bien des problèmes en seraient simplifiés. Or cet archet frotté de sang tire de l'homme des accents profonds que lui seul peut faire rendre ». Et : « Quelqu'un de mon temps a pu écrire que la guerre était la plus tendre expérience humaine qu'il eût vécue ». Le caractère propre de M. DE MONTHERLANT et sa formation intellectuelle l'inclinaient sans doute de façon particulière à considérer la guerre comme une occasion exceptionnelle de grandeur et de beauté humaine. Mais son œuvre de jeunesse n'aurait pas été appréciée comme elle l'a été si elle n'avait correspondu à un état d'âme répandu chez ses contemporains. La guerre mondiale et la révolution russe, considérées avec plus de recul, et compte tenu de leurs résultats, ont sans doute

(1) H. de MONTHERLANT. — « *Le songe* ».

donné lieu par la suite à des pensées différentes. La violence semble avoir conservé pourtant de nombreux adeptes (les luttes qui ensanglantent l'Espagne en sont, à l'heure actuelle, un pénible témoignage).

Au moment où M. DE MAN écrivait « La Psychologie du Socialisme » (« Au delà du Marxisme »), le mouvement syndicaliste était profondément imprégné des idées de Sorel, et partisan de l'action directe, et, au besoin, de la lutte violente. M. DE MAN, alors surtout partisan d'une révolution psychologique, s'oppose de façon radicale, dans ce livre, à la tendance dominante. Il déclare qu'il se sent de plus en plus révolutionnaire, mais qu'il croit à une tâche beaucoup plus essentielle et plus profonde que la révolution dans la façon de gouverner. C'est la façon de vivre qui, à son avis, doit d'abord être changée, et comment une métamorphose intérieure serait-elle favorisée par la violence ? Par son caractère éthique, l'essentiel de sa doctrine est, en effet, profondément exclusif de la notion de violence et cette raison suffirait à l'en éloigner. Sans même que M. DE MAN ait eu à s'élever contre son emploi, l'incompatibilité de la violence avec sa doctrine générale serait apparue avec évidence à la lecture de son œuvre. M. DE MAN indique cependant, à côté de son inefficacité pour atteindre des fins psychologiques, d'autres raisons de son mépris pour la violence. Raisons.... de sentiment comme l'horreur ressentie devant les atrocités commises pendant la guerre, et d'autres, plus intellectuelles ; c'est ainsi qu'il dénonce une idée de MARX correspondant à un préjugé populaire et d'après laquelle la violence est considérée, sans motif valable, comme un « sublime tribunal ». Il fait remarquer également que le sacrifice qu'elle impli-

que, et qu'il ne déplorerait pas s'il était nécessaire, est absurde, car employer la violence pour atteindre tel but, c'est en réalité se détourner de ce but. La violence au service d'une révolution, dit-il, n'agit pas à ce point de vue différemment de la violence guerrière ; elle éloigne de l'objectif que l'on désire atteindre. M. DE MAN considère enfin que toute doctrine préconisant la lutte violente est dangereuse parce qu'elle est tentée d'attirer l'attention sur l'œuvre de destruction à accomplir sans se préoccuper du travail essentiel d'édification qui devrait suivre. L'exemple fourni à ce propos par la révolution allemande de 1918 lui paraît illustrer de façon caricaturale ce défaut qu'il reproche particulièrement à l'attitude marxiste. En ce qui concerne la Russie, M. DE MAN fait remarquer dans « Au delà du marxisme », et également dans le chapitre XVII de « L'Idée Socialiste », que le succès immédiat de la révolution russe ne peut être un argument en faveur de la violence, car si la Russie était un pays capitaliste, son jeune capitalisme n'était que la conséquence du régime tsariste et l'état d'esprit des masses n'était pas imprégné d'idées et de sentiments correspondant à ceux des pays capitalistes de l'Europe Occidentale.

De même que M. DE MAN refuse l'emploi de la violence pour opérer un changement dans l'ordre social, il l'écarte comme moyen passager de gouvernement. « Je crois que les partis ouvriers socialistes de l'Europe ont parfaitement raison (écrit-il dans le « Socialisme constructif ») de reconnaître les dangers du chemin de la dictature, et de préférer l'autre moyen, qui consiste à se servir de la démocratie et à laisser dépendre de leurs adversaires la possibilité pour l'ascension

du prolétariat de s'accomplir sous une forme démocratique ou non ». Et ailleurs : « Le marxisme de la dictature comme phase de transition (« Au delà du marxisme », chapitre IX) méconnaît les faits fondamentaux, à savoir qu'il n'y a pas de dictature sans dictateur, et que celui qui est devenu dictateur renoncera malaisément à son pouvoir ». De plus le dictateur s'use, et ceux qui le remplacent auront-ils le même esprit ? On ne peut adopter davantage, ajoute M. DE MAN, la formule de Max ADLER : « Le passage à la non violence par la violence », qui paraît aussi contradictoire que l'idée de combattre la guerre par la guerre.

Aussi est-ce d'une façon radicale qu'il rejette la violence. Le socialisme ne doit pas se dire, écrit M. DE MAN, « Je ne me servirai de la violence que si on l'emploie d'abord contre moi ». Il doit faire lui-même tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher, de quelque côté que ce soit, tout prétexte à son emploi. C'est être de mauvaise foi que de déclarer : « Nous ne l'emploierons que pour nous défendre contre la violence de l'adversaire », et l'arme la plus puissante contre elle ne peut être, conclut M. DE MAN, que son « refus ».

*
**

Du Nationalisme à l'Internationalisme

L'un des éléments essentiels du socialisme qui prête aux critiques les plus vives, c'est son caractère d'internationalisme auquel on adresse le plus souvent le reproche d'utopisme. Mais si tous les socialistes se déclarent internationalistes et posent leur socialisme

comme réalisable pour toute l'humanité, leurs attitudes varient dans la façon de concevoir le détail de la question. Karl MARX voit, dans les intérêts économiques actuels du prolétariat de tous les pays, les prémisses des liens qui cimenteront l'organisation internationale de l'humanité future ; à sa suite les masses ouvrières se considèrent comme dépositaires d'une mission sacrée par laquelle, réalisant l'abolition du régime capitaliste qui oppose les hommes et les nations, elles poseront les bases d'un ordre nouveau où tous seront égaux en droit dans tous les pays du monde. Dans ce domaine encore, M. DE MAN se sépare du socialisme traditionnel. Il importe de souligner dès l'abord qu'il est, aussi, radicalement internationaliste, en ce sens qu'il souhaite voir supprimer tous les obstacles d'ordre intellectuel ou matériel qui séparent les peuples comme ceux qui, à l'intérieur d'un même pays, séparent les hommes des différentes classes. L'humanisme chrétien poussé que réalise sa doctrine ne pourrait conduire à d'autres conclusions. Mais l'internationalisme de M. DE MAN tient compte des faits, et notamment de l'état actuel de la civilisation, et il n'exclut pas le culte des citoyens pour leur pays.

Dans une conférence qu'il a faite en 1932, et dont le texte a été ensuite publié en librairie sous le titre de « Nationalisme et Socialisme », M. DE MAN se livre à une étude du nationalisme ; il fait remarquer tout d'abord que « c'est seulement depuis la révolution française de 1789, qui créa sur le continent européen les conditions favorables pour le développement du capitalisme, que s'est élaborée entre le peuple et l'Etat la relation caractéristique à laquelle nous songeons depuis quand nous parlons de nation ou de nationalisme ». Et

il insiste ensuite sur une distinction qui lui paraît contenir les éléments d'une solution au problème des apparentes contradictions entre socialisme et nationalisme. Il oppose au nationalisme autoritaire qui met sa fin en lui-même, le nationalisme libertaire dont les revendications libératrices sont contenues, continuées et accentuées dans celles du socialisme. Seul le nationalisme autoritaire, pense M. DE MAN, peut présenter des dangers économiques, politiques et sociaux, et l'art des gouvernements doit être de quitter le nationalisme pour le socialisme au moment où le nationalisme commence à vivre de ses revendications au lieu de vivre pour elles. (C'est le même critérium que M. DE MAN pose pour guider le mouvement socialiste proprement dit et l'empêcher de tomber dans l'impasse du réformisme). Seul le socialisme peut, conclut M. DE MAN, réaliser les justes desiderata de la liberté nationale, parce qu'il est seul à pouvoir conduire au mieux la lutte contre les causes sociales profondes de l'humiliation linguistique et de l'oppression des peuples, par l'absorption des revendications du nationalisme. « Le socialisme lutte pour la nation, contre le nationalisme ; en libérant toutes les nationalités, il rendra superflus tous les nationalismes ». Au cours de cette étude, M. DE MAN cite, pour illustrer sa pensée, des exemples tirés de l'histoire contemporaine. Le nationalisme polonais, naturel et légitime sous la forme libertaire du début, se serait déformé, avec PILSUDSKY, en prenant un caractère autoritaire ; de même le nationalisme « Moloch » irlandais dénoncé par B. SHAW lui-même. Au contraire, il rend hommage à MASARYK qui, après avoir assuré l'existence de la nation tchèque a su s'écarter du nationalisme autoritaire, et

aller directement au socialisme. Mais ce cas est, pour ainsi dire, isolé, et M. DE MAN déplore que chacun n'ait pas le droit, dans les pays autoritaires où le service militaire est obligatoire, de « se déclarer citoyen du monde » et de se soustraire pour des motifs de conscience, à cette obligation.

Déjà dans la « Psychologie du Socialisme » (« Au delà du Marxisme ») il professait les mêmes idées, et il importe d'insister à ce sujet : les marxistes ont fait mine, en effet, de s'étonner récemment (février 1937) devant une prise de position très franche dans laquelle M. DE MAN s'est rangé aux côtés de M. SPAARK, Ministre des Affaires Etrangères, et s'est déclaré partisan d'un socialisme « national ». Les déclarations que M. DE MAN a faites alors : « Je préfère un socialisme national vécu à un socialisme international parlé », ne sont pas en contradiction avec les idées antérieurement professées par lui. Dans la « Psychologie du Socialisme » (« Au delà du Marxisme »), qu'il écrivit en 1923-1924, son attitude est déjà très objective ; il y tient peut-être même un compte plus grand des différences qui opposent les nations que dans « Nationalisme et Socialisme ». En effet, les distinctions qu'il pose dans « Nationalisme et Socialisme » restent assez théoriques et ne peuvent servir pratiquement de guide à un homme d'Etat ou à un simple particulier. Dans la « Psychologie du Socialisme » (chapitre 10 et chapitre 15), au contraire, M. DE MAN s'élève à deux reprises de façon plus précise contre les dangers d'un internationalisme hâtif et platonique. Le chapitre 10 intitulé « Du cosmopolitisme au social-patriotisme », est introduit par une citation de GOETHE bien significative de son contenu : « Rien de vivant n'est

une unité, c'est toujours une pluralité ». Il constate que le mobile primitif du cosmopolitisme socialiste est refoulé par celui du « social-patriotisme ». Il remarque une différenciation croissante des mentalités, des méthodes, des organisations socialistes, et, entre les différentes nations qui tendent chacune vers l'autonomie intellectuelle, une accentuation des mobiles qui favorisent, à l'intérieur de chacun de ces pays, l'intégration de la classe laborieuse dans la communauté nationale. Le point culminant de cet état de choses se situe au début de la guerre, ajoute M. DE MAN. En ce qui concerne tout d'abord le domaine strictement économique, la tendance impérialiste se manifeste ouvertement à cette époque ; mais elle aurait déjà existé auparavant, et MARX ne l'aurait pas discernée, note M. DE MAN. Il n'aurait pas vu que les antagonismes d'intérêts économiques entre peuples atteignent aussi le prolétariat. Ce fait pourtant paraît indéniable à M. DE MAN, puisque les intérêts des ouvriers sont liés à ceux des patrons, et que, dans un pays, les deux groupes sont intéressés de même à la politique de l'Etat. M. DE MAN en donne comme exemple la question des réparations après la guerre, qui intéressait de façon opposée la classe ouvrière en France et en Allemagne. Mais les conflits nationaux qui diversifient le mouvement ouvrier ne se réduisent pas, ajoute-t-il, aux oppositions d'intérêts économiques ; les difficultés sont surtout d'ordre politique et psychologique. Les mentalités diffèrent suivant les pays et il est impossible aux gouvernements même socialistes de ne pas tenir compte de l'existence d'une mentalité, d'une culture, d'une langue nationales. M. DE MAN examine la réalité avec sa franchise habituelle, et remarque à ce sujet

que la classe ouvrière se serait même ouverte au sentiment national avec d'autant plus de facilité qu'elle a pris plus de vitalité et que son existence a été consacrée par le suffrage universel. M. DE MAN remarque également que tout élément intellectuel commun, comme l'héritage de l'antiquité classique, est incorporé par les différents pays d'une façon différente ; le socialisme ne lui paraît pas échapper à cette loi de diversité et il constate que, dans chaque pays, il présente des tendances différentes. M. DE MAN estime que nous ne sommes pas près encore d'avoir dépassé ce stade de différenciation des civilisation ; et si certains ont pu penser le contraire, M. DE MAN pense que c'est parce qu'ils ont confondu le contenu de la civilisation avec ses conditions techniques, comme les moyens de communications matérielles, par exemple. Les perfectionnements techniques lui paraissent, au contraire, pouvoir favoriser aussi bien l'épanouissement des civilisations closes que celui de groupements plus ouverts. M. DE MAN est donc assez pessimiste en ce qui concerne la réalisation prochaine d'une « communauté mondiale objective ». Celle-ci ne pourra apparaître, à son avis, que lorsque aura été créée une mentalité qui réunira en un large accord les esprits et les volontés subjectives. Le maximum de ce que l'on peut espérer, conclut M. DE MAN, n'est pas la disparition de tous les antagonismes, mais la création « d'un état juridique qui assurerait à chaque nation la possibilité de défendre ses intérêts et d'affirmer sa volonté propre sans devoir s'armer pour la guerre ». Toute action faite dans un but internationaliste doit se tenir à l'abri des illusions, écrit M. DE MAN. Mais en face des événements actuels on ne peut que constater que

l'internationalisme socialiste évolue, dans sa lutte avec l'internationalisme « fasciste », dans un sens opposé à celui que souhaite M. DE MAN.

Un peu plus loin, dans le chapitre XV du même ouvrage (« Au delà du Marxisme »), il envisage à nouveau cette question délicate et se livre en particulier à une critique de l'attitude marxiste. Le marxisme qui a été l'instrument intellectuel de l'internationalisme, est devenu pour lui une entrave, pense-t-il, car il a favorisé la naissance de la fiction d'une Internationale unie a priori malgré la pluralité des nations, au lieu de considérer que c'est par cette pluralité même, en passant par elle, que ce résultat pourra être atteint. M. DE MAN reproche par ailleurs au marxisme d'avoir esquivé la tâche concrète de lutte contre le militarisme et la guerre, sous prétexte de préoccupations doctrinales, et aussi par une sorte de fatalisme théorique considérant qu'il est vain de lutter contre la guerre autrement que par la lutte des classes parce que le militarisme n'est qu'une conséquence du capitalisme. Enfin M. DE MAN reproche au marxisme l'intransigeance intellectuelle par laquelle il aurait empêché la mise en pratique d'un internationalisme véritable, et servi seulement de point d'appui à la social-démocratie allemande dans ses élans vers l'acquisition de la souveraineté intellectuelle et administrative de la deuxième Internationale.

Le meilleur moyen de servir la cause de l'internationalisme c'est, pense M. DE MAN, de débayer les obstacles intellectuels qui s'y opposent et qui étaient considérables avant la guerre de 1914. Tout d'abord être sincère : les théoriciens partaient du principe de solidarité internationale absolue qui ne correspondait à rien et ne

correspond pas davantage à une réalité présente. Il faut, au contraire, à son avis, reconnaître les tendances diverses des nations, et que toutes les questions comme le désarmement, les réparations, soit traitées avec autant d'entente que possible ; il faut pratiquer une politique de « réalités » et non une politique de doctrine comme fut celle de l'Internationale en 1914, et préférer aux vastes congrès les petites conférences où se fait le travail le plus utile. Avec la sincérité, M. DE MAN préconise la tolérance et la largeur d'esprit ; il pense qu'il faut éviter de juger les idées d'autrui avec parti pris et étroitesse, examiner les actes des partis plus que leur doctrine, cesser de voir dans les différentes manières nationales de penser et de s'exprimer des manifestations de niveaux inégaux de la connaissance ; considérer plutôt qu'elles sont des manifestations d'égale valeur (parce qu'également vivantes) de réalités morales particulières ; n'être exigeant que pour soi-même et opportuniste et indulgent si l'on attend quelque chose des autres. Et l'une des tâches les plus urgentes du socialisme dans cet ordre d'idées, M. DE MAN la voit dans la liquidation de ce qu'il appelle la « psychose de la guerre ». (Mais lequel des Etats belligérants a-t-il admis, depuis les quelques années qui nous séparent de la parution de « La Psychologie du Socialisme », ce que M. DE MAN souhaitait que l'on pût constater : que chacun reconnaisse que « la faute de tout retombe sur tous » ?). M. DE MAN, à la fin de son exposé sur l'internationalisme, évoque la pensée de JAURÈS. Le cas n'est pas si fréquent des théoriciens socialistes qui aient attiré l'attention sur la nécessité de tenir compte du fait des nationalités pour qu'on ne fasse pas à ce propos un rap-

prochement rapide entre leurs idées à ce sujet. JAURÈS insiste sur le caractère d'objectivité d'une telle attitude : « Le socialisme ne se sépare plus de la vie, il ne se sépare plus de la nation » (1) ; il remarque que ceux-là même qui veulent remplacer l'Etat centralisé par une fédération ou des communes ou des groupes professionnels transforment la patrie ; il ne la supprime pas ; et PROUDHON était Français furieusement » ; le progrès que réalisera le socialisme en créant une vie internationale ne lui paraît pas pouvoir échapper aux lois ordinaires de la vie. « C'est dans les grands groupements historiques que doit s'élaborer le progrès humain. L'esprit..... a accepté de se produire dans la nature, selon la nature »..... « Dans la hiérarchie de la vie, comme ARISTOTE et A. COMTE l'ont montré magnifiquement, le supérieur suppose l'inférieur. Il s'y appuie, mais il ne le supprime pas. Il le transforme. Il se l'approprie ».... « de même les nations s'élèveront dans l'humanité sans se dissoudre ». Les néo-socialistes français ont professé aussi des idées analogues ; M. DÉAT, dans son discours prononcé au Congrès du parti socialiste de juillet 1933, déclare que le parti a une tendance fâcheuse à « se couper des classes moyennes, de la démocratie, de la nation », et M. Max BONNAFOUS, dans son commentaire, précise que l'attitude de M. DÉAT n'est pas du chauvinisme, mais découle d'une simple constatation de faits observés par M. DÉAT comme par F. SIMIAND, à savoir que l'on ne peut tenir compte de ce qu'à l'heure actuelle c'est autour de l'axe national que gravite toute l'activité économique réelle.

(1) JAURÈS. — « *L'Armée Nouvelle* ».

Il reste à examiner maintenant le programme pratique de M. DE MAN dont quelques principes ont été exposés dans ce chapitre ; leur étude pourrait ressortir de l'examen de sa conception des « fins » ou du « mouvement ». Nous avons tenu cependant à séparer de l'examen de la théorie générale du socialisme de M. DE MAN, celui de son « plan ». Celui-ci a fait, en effet, l'objet de différentes polémiques et il a été étudié par des esprits bien placés pour cela pour leur compétence en matière politique, sociale, économique ou financière, et leur expérience. La théorie générale du socialisme de M. DE MAN paraît au contraire avoir moins attiré l'attention. (Ce n'est pas que ce modeste ouvrage ait la prétention d'embrasser toute l'étendue de la pensée de M. DE MAN ; mais le vif intérêt que nous avons pris à son étude nous a incité à en faire le sujet de cet exposé).

Une autre raison nous a incitée à insister davantage sur la théorie générale du socialisme de M. DE MAN. Il nous a paru que son programme pratique n'ayant été appliqué que récemment, et en partie seulement, il serait très difficile encore de discuter de ses mérites et de ses lacunes. De plus, il est surtout une œuvre de circonstances conçue pour un moment et pour un pays ; tandis qu'il nous semble que la tendance philosophique de M. DE MAN, malgré son caractère pragmatiste et les réflexions que lui suggère le spectacle de la réalité actuelle, n'aurait pas été radicalement différente de ce qu'elle est s'il avait vécu à un autre moment de l'histoire. Les circonstances et le milieu social influent certainement sur l'esprit des individus, mais la réciproque n'en est pas moins vraie ; et ne pourrait-on croire que si un penseur de la valeur de M. DE MAN avait eu, au

temps de MARX, l'influence de ce dernier sur l'orientation de la pensée socialiste, cette dernière aurait peut-être pris une direction différente de celle qu'elle a prise sous l'entraînement du matérialisme, du rationalisme et du déterminisme marxistes ?

DEUXIÈME PARTIE

LE PLAN DU TRAVAIL

CHAPITRE I

ESPRIT GÉNÉRAL DU "PLANISME" DE M. DE MAN ET PRINCIPALES DISPOSITIONS DU PLAN

Le Plan du Travail dressé par M. DE MAN a été présenté par lui au parti socialiste belge, au Congrès de Noël de 1933, à un moment où il n'était pas encore entré dans la vie politique proprement dite. Le Parti Ouvrier Belge (P. O. B.) l'ayant adopté, a chargé par la suite M. DE MAN et le « Bureau d'Etudes Sociales » de préparer, après de minutieuses études, un programme plus détaillé prévoyant les détails d'exécution de ce plan. Le résultat de ces études a été publié sous le titre : « L'exécution du Plan du Travail par H. DE MAN, et l'Equipe du Bureau d'Etudes Sociales ». C'est un programme pour lequel lutte, malgré une assez nombreuse opposition parlementaire, M. DE MAN, devenu Ministre des Travaux Publics et de la Résorption du chômage en mars 1935, dans le Cabinet de M. VAN ZEELAND, et dans le Cabinet suivant, présidé également par M. VAN ZEELAND, Ministre des Finances.

Il a été indiqué plus haut que M. DE MAN juge nécessaire la rédaction de plans pour permettre au socialisme de réaliser immédiatement une tâche systématique, et à la fois progressive et radicale, de dépasser ainsi le réformisme paresseux dans l'action et ignorant de son but exact, et le révolutionnisme destructeur et imprévoyant.

Son plan prévoit pour tous les domaines, économique, social, politique, des modifications de l'ordre existant devant aboutir à une construction homogène ; il prévoit également certains détails de cette organisation. Mais, en raison des difficultés résultant du fait que l'élément socialiste n'est pas actuellement prédominant au gouvernement, que même à supposer que les socialistes se trouvent avoir l'unanimité des voix au Parlement et des portefeuilles de ministres, il n'est pas possible de modifier d'un coup l'organisation d'un pays, enfin, faisant la part de l'imprévu des circonstances, il envisage (1) une progressivité dans les mesures à prendre, préconise un certain opportunisme, indique que le plan qu'il a dressé pourrait éventuellement subir des changements. Le Plan apparaît donc comme un programme d'action concrète et immédiate et non comme un tableau définitif d'un certain régime socialiste à instaurer.

*
**

M. DE MAN a exposé au mois de septembre 1934, à la Conférence Internationale de Pontigny, les thèses essen-

(1) « *Le Plan n'est pas un texte rituel* ». « *Nous ne nous refuserons qu'aux marchandages* ». (Henri de MAN).

tielles de son « planisme », ce qui, dans son « plan du travail », lui paraît pouvoir s'appliquer à une situation universelle. Ces thèses qui sont, dans son système, d'une importance capitale, seront transcrites intégralement à la suite de cette étude. Il semble cependant indispensable d'en souligner ici certaines idées.

La crise actuelle apparaît à M. DE MAN comme une crise de régime présentant trois aspects : prédominance du capital financier ; substitution des monopoles aux entreprises librement concurrentes ; nationalisme économique. Des réformes de structure lui semblent indispensables pour remédier à cet état de crise, et principalement pour lutter contre le chômage. La solution qu'il envisage n'est pas une socialisation proprement dite, mais l'établissement d'un régime d'économie mixte, intermédiaire entre le régime capitaliste et le régime socialiste. Cette économie sera dirigée en vue de l'adaptation de la capacité de consommation à la capacité de production. C'est dans un cadre national et non international que sera réalisé ce régime, et dans la nationalisation envisagée, c'est le déplacement de l'autorité plus que celui de la propriété qui est considéré comme efficace. M. DE MAN pense qu'il y aura lieu de réaliser des réformes politiques qui auront pour objet principal de donner une organisation corporative autonome aux entreprises nationalisées ou contrôlées, de déparlementariser leur contrôle, et de renforcer le pouvoir exécutif pour permettre la gestion de ces entreprises. Tout édifice capitaliste ne devra pas être combattu, mais seulement en lui les monopoles de la haute finance. Dans les pays démocratiques, des moyens constitutionnels et légaux devront être seuls employés pour conquérir l'as-

sentiment de la majorité, car le fonctionnement d'un régime d'économie mixte suppose un minimum de consentement. Enfin les partis ouvriers ne devront pas refuser de participer aux gouvernements, pourvu que ceux-ci s'engagent à collaborer avec eux pour la réalisation immédiate du plan.

M. DE MAN, prié de présenter son programme socialiste à Paris, à la nouvelle école de la Paix, a, dans une conférence faite le 10 décembre 1934, exposé d'abord les thèses auxquelles il vient d'être fait allusion. Il a ensuite donné des précisions des plus intéressantes sur la signification générale de son « planisme ». Il n'est pas possible de reprendre ici toutes ses idées ; il importe toutefois de noter quelques-unes des indications fournies à ce propos par M. DE MAN. M. DE MAN s'est attaché, au cours de cette conférence, à opposer la méthode planiste à la méthode réformiste ; il a souligné notamment le caractère révolutionnaire du planisme qui lui vient de ce que son objectif principal « la réforme de structure », est « l'objectif révolutionnaire par excellence ». M. DE MAN a insisté également sur le fait que le champ d'action du planisme est le « terrain national » ; « point de départ imposé par les faits, plutôt qu'objectif poursuivi par la volonté, parce que les intégrations ou réintégrations dans une économie mondiale revivifiée ne seront possibles qu'à partir de ce point de départ, et sur la base d'économies nationales réorganisées ». Il a marqué que le moteur de l'action planiste n'est pas l'intérêt d'une seule classe, mais la « notion et le mobile de l'intérêt général conçu comme un intérêt commun de diverses classes..., voire comme intérêt général de la

population à la reprise économique et à l'instauration d'une économie qui non seulement produise autant que possible, mais qui permette de consommer autant que possible ». M. DE MAN a mis en lumière, au cours de cette conférence, le caractère « volontariste » de la politique à suivre ; « quand on veut faire une politique anti-crise, quand l'on veut baser cette politique sur la volonté de gens qui souffrent de la crise, quand on promet, comme nous le faisons en Belgique, à des centaines de milliers de chômeurs de mettre fin à leur situation à condition qu'ils portent le plan au pouvoir, on ne peut pas remettre cette échéance indéfiniment.... L'évolution économique ne travaille pour le socialisme que dans la mesure où le socialisme travaille pour l'évolution économique ». Il a appuyé ensuite sur la nécessité de confier à un « Etat fort » le soin de lutter contre la crise, Etat qui pourra « saisir les principaux leviers de commande économiques » et les utiliser, « exécutif fort appuyé sur un législatif renforcé ». M. DE MAN a indiqué également que, bien que s'opposant au réformisme par plusieurs aspects, le planisme s'en rapproche aussi, « car il y a aussi, par la vertu de ce qu'il y a de continu dans toute évolution, une espèce d'acquis de très grande valeur dans ce qu'a produit l'époque réformiste, que le planisme.... doit continuer de faire sien ». C'est ainsi que le planisme reste « gradualiste », a dit M. DE MAN, parce que c'est seulement « étape après étape » que l'on peut développer « les capacités techniques et administratives qui sont nécessaires pour étendre le domaine du service public, ou l'entreprise autonome dûment contrôlée, par rapport au domaine de l'entreprise privée actuelle ». Le socialisme planiste reste également « me-

lioriste » a déclaré M. DE MAN, « le Plan du Travail belge, par exemple, tout en voulant essentiellement des réformes de structure, notamment par la saisie des leviers de commande dans le domaine bancaire, veut en même temps faire une politique de conjoncture. Il vise une politique de reprise économique, d'amélioration générale de l'état des affaires qui doit profiter à tout le monde...., et peut-être ne pourrait-on mieux symboliser cette unité dynamique de la réforme de structure avec l'amélioration de la conjoncture qu'en disant qu'elle combine les objectifs de LÉNINE avec ceux de ROOSEVELT ». Le socialisme planiste est aussi démocratique comme le réformisme, a continué M. DE MAN, parce qu'il veut « conquérir le pouvoir par les voies légales » qui peuvent conduire à la conquête d'une majorité. Enfin il est « libéral » comme le réformisme et veut établir « l'ordre économique nouveau, non point sur les ruines des libertés du régime démocratique, mais au moyen de ces libertés » ; il entend même donner au contenu des notions de libertés un caractère plus concret et plus exigeant.

*
**

Bien que les caractéristiques principales de l'attitude « planiste » soient nettement indiquées dans l'exposé de M. DE MAN dont viennent d'être cités certains passages, il est toutefois indispensable d'examiner rapidement le Plan du Travail belge pour constater comment M. DE MAN emploie la méthode générale qu'il préconise pour l'ensemble des pays capitalistes, en présence d'une situation déterminée, celle de la Belgique....

Le Plan du Travail débute d'ailleurs lui-même par un examen de la situation générale. Il est inutile d'insister sur les idées qui, dans cet exposé, correspondent à celles déjà exprimées dans les thèses de Pontigny et dans la conférence faite par M. DE MAN à la Nouvelle Ecole de la Paix. Il importe toutefois de noter que M. DE MAN y fait la critique des régimes capitalistes modernes où la haute finance, par sa maîtrise du crédit, réduit en fait à une « fonction de vassaux »... « la direction des grandes entreprises », où l'Etat a pris un rôle de plus en plus grand à mesure que la concurrence entre patrons a été remplacée par la concurrence entre Etats. Il faut « agir sur les causes », pense M. DE MAN, pour changer cet état de choses, et opérer non des « réformes de répartition, mais des réformes de structure » ; instaurer un régime qui rendra possible « un revenu national supérieur ; c'est-à-dire une production mieux adaptée aux besoins de la consommation et développée parallèlement à ceux-ci ». C'est un programme de socialisation qu'envisage M. DE MAN, les grandes branches de la production devront être transformées en services publics de manière à permettre la satisfaction des besoins de la masse. M. DE MAN note les difficultés résultant de la crise et du chômage, et de la guerre entre nations ; mais il pense que ces difficultés mêmes serviront l'action planiste ; en ce qui concerne l'état de de crise générale, notamment, M. DE MAN fait remarquer l'injustice d'une réforme de répartition qui gênerait, au profit des ouvriers, d'autres classes déjà mal loties, inconvénient que ne présentera pas, pense-t-il, la réforme de structure envisagée dans le plan ; ce que réalisera cette réforme de structure, c'est principalement la

« nationalisation du crédit et des monopoles dont il dispose pour la production des matières premières et de la force motrice ». M. DE MAN fait remarquer également que le socialisme qu'il envisage n'est pas rendu impossible par les replis nationaux, puisqu'il ne prévoit qu'une socialisation partielle : la nationalisation et une nationalisation limitée ; nationalisation du crédit et de certains monopoles de fait, tandis que subsisteraient le régime monétaire, le salariat, la propriété non monopoliste. Les rapports avec l'étranger ne pourront être rendus plus difficiles, affirme M. DE MAN, un marché intérieur dirigé ne pouvant que faciliter au contraire le développement du marché extérieur.

Les considérants du plan insistent notamment sur la nécessités de la résorption du chômage par une réforme qui permettra d'orienter la production vers l'accroissement du pouvoir d'achat dans une marche parallèle à celle de la production ; ils soulignent que le monopole privé du crédit subordonnant toute activité économique à la recherche du profit particulier est le vice principal du régime actuel, et que la nationalisation du crédit, et une direction unique et désintéressée de l'économie permettront d'augmenter le pouvoir d'achat des masses et le « bien-être général ».

Le plan proprement dit pose tout d'abord trois principes fondamentaux :

1°) la nécessité d'instaurer un régime d'économie mixte, de maintenir l'existence d'un secteur privé et de limiter la nationalisation au crédit et aux principales industries déjà monopolisées en fait ;

2°) celle de soumettre l'économie à des « directives générales » tendant à « l'élargissement du marché intérieur » ;

3°) celle d'une réforme de l'Etat qui permettra une « démocratie économique et sociale ».

En ce qui concerne la nationalisation du crédit, celui-ci devra être, prévoit le plan, transformé en un service public au point de vue de la disposition et de la distribution. Le plan prévoit à cet effet la création d'un « Institut de Crédit de l'Etat » qui sera chargé d'assujettir les opérations des banques de crédit aux directives du plan. Il envisage également l'intervention d'une législation spéciale qui permettra de transférer à cet institut les titres dont la possession lui sera nécessaire pour s'assurer une influence prépondérante dans la direction des grands organismes bancaires qui exercent actuellement le monopole du crédit. Le Plan prévoit ensuite une révision du statut de la Banque Nationale devant permettre d'adapter l'activité de cet institut d'émission et d'escompte aux directives financières du plan. Enfin, il prévoit la coordination, sous la garantie de l'Etat, et toujours suivant les directives du plan, de l'activité financière des institutions soumises à la tutelle de l'Etat (la Caisse d'Epargne, par exemple). La réorganisation des assurances est également prévue dans le plan, ainsi que la création d'un Commissariat financier. C'est lui qui sera chargé de la direction générale du crédit, s'occupera des questions monétaires, surveillera les mouvements de la balance des comptes. L'objectif général de cette organisation sera de distribuer le crédit de manière à favoriser au mieux l'adaptation de la production aux besoins d'un marché intérieur élargi.

La deuxième partie du plan qui concerne la « nationalisation des industries de base », établit que les prin-

principales industries monopolisées produisant des matières premières ou de l'énergie motrice devront être nationalisées. Dans chacune d'elles sera formé un consortium qui les soumettra aux directives du plan. Ces consortiums industriels acquerront des titres qui leur donneront une influence prépondérante dans la direction des entreprises de leur ressort. La direction générale de tous ces organismes sera confiée à un Commissariat de l'Industrie relevant du pouvoir législatif.

La troisième partie du plan prévoit la création d'un Commissariat des transports destiné à diriger les services publics déjà existants des transports en commun.

La quatrième partie est consacrée à tout ce qui échappera à la nationalisation, au « secteur privé ». Le plan établit que la propriété devra être protégée dès lors que, dans une branche de production donnée, il y aura unité de la propriété et de la mise en œuvre des moyens de production (c'est ainsi que l'artisanat, la petite propriété paysanne sont exclus du programme de nationalisation). L'Etat devra également, continue le plan, conserver la propriété privée et faire tout ce qui est en son pouvoir pour maintenir la libre concurrence dans les grandes branches de la production, même établies sur des bases capitalistes, si elles ne font pas partie des catégories indiquées plus haut (monopole de crédit, de force motrice, de matières premières).

L'épargne, aidée par l'Etat, restera libre, continue le plan.

L'héritage sera réglementé seulement pour ne pas laisser se reconstituer une oligarchie financière héréditaire.

La circulation des capitaux étrangers en Belgique, la circulation des capitaux belges à l'étranger pourront

voir leur liberté limitée, mais la réglementation qui pourra leur être appliquée devra avoir pour seul but de protéger la prospérité et le patrimoine national contre toute tentative de sabotage.

La cinquième partie du plan préconise la création par le pouvoir législatif d'un Conseil Economique qui sera adjoint aux Commissariats financiers, et de l'industrie et des transports ; le Conseil Economique pourra être saisi de diverses questions à titre consultatif ; il aura un droit d'initiative en ce qui concerne les propositions à soumettre à ces Commissariats ou au Parlement et un droit de contrôle sur les Commissariats.

La partie 6 du plan insiste sur les objectifs généraux auxquels devra tendre son application. Son but est l'accroissement de la prospérité par l'élargissement du marché intérieur. Ses moyens sont la pratique d'une politique de l'épargne, favorisant la sécurité des placements, réprimant la spéculation sur l'argent ; une politique du crédit favorisant surtout les branches de l'économie à développer ; une politique des prix réprimant le monopole, la spéculation sur les marchandises, et tendant à la stabilité des profits ; une politique du travail tendant à la réduction de la durée de travail, à la normalisation des salaires par un régime contractuel légal du travail ; une politique monétaire qui, en sauvegardant les avantages procurés à la Belgique par son or, et la stabilité du change, permettra d'accroître le pouvoir d'achat de toutes les catégories de revenus du travail ; une politique commerciale favorisant le commerce extérieur ; une politique fiscale tirant parti des plus-values budgétaires créées par la reprise de l'activité économique pour diminuer principalement les charges

de la production et du commerce ; une politique sociale tendant à organiser un système complet d'assurances sociales. Enfin, en ce qui concerne les loyers, fermages, et emprunts, une politique qui tendra à la diminution d'une taxe foncière trop lourde incombant à la production industrielle et agricole, en mettant cette contribution foncière à la charge des propriétaires.

Le plan continue : l'application de ces mesures tendra vers une plus large satisfaction des besoins de première nécessité, une augmentation du confort de l'habitation, un perfectionnement de l'outillage économique, des progrès dans l'enseignement, une organisation des loisirs.

Enfin, il prévoit une réforme politique ayant pour objet un renforcement de la démocratie. Le plan envisage notamment l'établissement du suffrage universel pur et simple, la suppression de la dualité des chambres, la création de conseils consultatifs formés de membres extraparlimentaires et ayant pour fonction d'apporter à la chambre des conseils de leur compétence ; enfin la délégation, aux organismes directeurs de l'économie, des pouvoirs d'exécution indispensables pour permettre la rapidité dans l'action et la concentration des responsabilités.



Bref, M. DE MAN part, comme ROOSEVELT ou même MUSSOLINI, de la critique du régime actuel qui a rendu possible la crise économique, et il désire principalement faire disparaître le chômage, la sous-consommation.

Il estime que ce régime ne peut être conservé, car il a permis un développement exagéré des monopoles, une mauvaise distribution du crédit, une transformation du capitalisme industriel en capitalisme financier, un déséquilibre général de l'économie où ne jouent plus les lois bienfaisantes de la concurrence, de l'offre et de la demande, où le pouvoir d'achat a baissé, et ne suit pas un développement parallèle à celui de la production. Ce sont ces mêmes déformations qu'ont mises en lumière des théoriciens américains comme STUART SHASE, TUGWELL, BERLEY, dont les idées ont incliné le Président ROOSEVELT à abandonner la politique libérale pour adopter un système de direction de l'économie.

Les remèdes préconisés par M. DE MAN consistent essentiellement dans l'instauration d'une économie dirigée et mixte. La direction sera recherchée par des organismes à compétence technique, et imposée avec l'autorité de l'Etat. L'un des moyens les plus efficaces de la direction de l'économie étant l'initiative de la distribution des capitaux par l'Etat, la nationalisation du crédit prend une importance très grande dans le système de M. DE MAN. On peut remarquer à ce propos que si les systèmes américain, ou même italien, adoptent aussi une économie dirigée, la réforme bancaire préconisée par M. DE MAN leur est étrangère. Celle-ci va plus loin que les réformes bancaires de ROOSEVELT ; car malgré les grands pouvoirs donnés en Amérique à la « Reconstruction Finance Corporation », qui a même pu faire l'acquisition d'une grande quantité de titres dans des petites banques privées, les grandes banques privées n'ont pas, en effet, perdu leur influence prépondérante ; tandis que M. DE MAN préconise des modifications qui

assureraient à l'Etat la haute et complète direction de la disposition et de la distribution du crédit.

Cette nationalisation est prévue enfin pour les principales industries de base faisant déjà l'objet de monopoles, et il s'agit ici aussi d'une véritable mesure de socialisation, sinon intégrale, du moins s'étendant aux branches vitales de la production (en capital même, celles-ci représenteraient environ 45 % de la fortune du pays, d'après des évaluations faites en 1935). Ce régime d'économie mixte est l'une des grandes originalités du plan ; M. DE MAN l'estime suffisant pour atteindre le but immédiat qu'il se propose. La méthode est ici bien différente de celle d'un système comme le système fasciste d'économie dirigée où il n'y a pas expropriation et où la production est simplement organisée, par les corporations de producteurs, sous le contrôle de l'Etat ; différente aussi de celle du régime américain où il n'y a pas davantage expropriation et où l'Etat règle seulement par des codes l'activité et le fonctionnement de chaque branche de l'activité productrice. Le plan belge envisage une véritable socialisation par le transfert de la propriété même (par voie de rachat des titres fait de gré à gré ou par expropriation pour cause d'utilité publique). Les communistes lui reprochent à ce point de vue de ne pas étendre à tous les domaines cette expropriation, de ne pas réaliser une socialisation intégrale et de n'envisager que pour un avenir indéterminé des réformes de répartition. A quoi M. DE MAN et ses collaborateurs répondent que ces dernières ne pourront être que des conséquences de la réforme de structure qui est nécessaire au rétablissement de la prospérité, car il est vain de vouloir répartir de la misère.

Les directives données à la production doivent avoir pour but principal, dans le système de M. DE MAN, la rationalisation et l'élargissement du marché intérieur en vue d'une résorption du chômage et d'une augmentation du bien-être général. L'idée générale du système est qu'une sage réglementation de la production est indispensable. Cette réglementation tendra par exemple à une coordination des diverses branches de la production, par l'établissement d'une proportion convenable entre les industries produisant des moyens de production et celles produisant des biens de consommation ; elle cherchera à répartir comme il convient la force productrice entre industrie et agriculture, entre régions ; recherchera leur meilleur emploi aux nouveaux investissements de capitaux. Cette direction aura pour premier effet de redonner vigueur et succès à la production ; pour effet indirect, mais quasi-immédiat, une hausse du pouvoir d'achat découlant de l'augmentation du nombre des travailleurs et du chiffre des salaires, hausse du pouvoir d'achat qui non seulement réalisera la disparition de la misère du peuple, mais encouragera à nouveau la production. Il importe de remarquer que si M. DE MAN met l'accent sur la nécessité d'un accroissement du pouvoir d'achat, il estime que c'est par voie de conséquence que celui-ci pourra être accru, en raison d'une meilleure direction de la production, et non par un système de charges sociales imposées à une production non encore revigorée.

Une autre caractéristique importante du système de M. DE MAN est le renforcement des pouvoirs de l'Etat ; tant du législatif que de l'exécutif, dit-il. Il prévoit, d'une part, la création d'une chambre unique issue du

suffrage universel pur et simple, l'augmentation des pouvoirs de contrôle de cette chambre ; et d'autre part, l'adjonction à l'exécutif d'un pouvoir exécutif économique. Ce dernier recevrait ses pouvoirs du Parlement devant lequel il serait responsable, mais ses membres seraient nommés pour plusieurs années ; il aurait un vaste champ d'activité et des pouvoirs d'action rapide et énergique. Il semble qu'un renforcement de l'exécutif et non du législatif doivent surtout découler de telles modifications, bien que M. DE MAN estime que le législatif ne serait pas diminué, ayant l'initiative de la réforme, et gardant un contrôle sur l'action de l'exécutif économique. Le renforcement de l'exécutif n'est-il pas, d'ailleurs, dans la logique et la tradition des systèmes d'économie dirigée ? Il faut reconnaître, toutefois, que M. DE MAN préconise une action s'exerçant déjà dans le cadre des institutions existantes. Il estime que le gouvernement doit rester issu de la nation, que le principe démocratique doit être respecté, que le pouvoir ne doit pas être conquis par le socialisme au moyen de la force et qu'il ne faut pas envisager un changement forcé de la constitution consécutif à une révolution violente. La réalisation du socialisme reste alors subordonnée à une socialisation des mentalités et des volontés, à une conquête du pouvoir par la persuasion, plus difficile qu'une prise de possession par la ruse ou la force. Dans l'état actuel des régimes politiques du type belge, anglais ou français, le mouvement socialiste ne peut dès lors manquer de rencontrer de grandes difficultés, difficultés que ne rencontre pas un pouvoir dictatorial comme celui de MUSSOLINI ou d'HITLER, difficultés qui sont déjà plus grandes aux U. S. A. à cause de

la responsabilité du Président devant le peuple et du contrôle de la Haute Cour. En Belgique, comme en Angleterre et en France, le gouvernement ne peut agir, en effet, que s'il est appuyé par la majorité des élus. Il est vrai que le parti socialiste belge a pu, dans sa participation au gouvernement, faire réaliser quelques réformes importantes (et le vote récent de la « Loi de cadre » a donné au Ministre des Finances, M. DE MAN, des pouvoirs spéciaux pour réorganiser la Banque Nationale et le Régime du Crédit). Ses élus représentent, en effet, une grande partie des électeurs ; et d'autre part, ne posait-il pas comme condition à sa collaboration que celle-ci serait subordonnée à l'application tout au moins partielle du plan par le gouvernement, et que lui-même pourrait se donner pour tâche principale de lutter et de plaider pour ce plan ? Des résultats ainsi acquis peuvent, certes, être compromis d'un jour à l'autre sous l'influence d'un revirement de l'opinion publique, d'un changement de la majorité politique et de la composition des cabinets. Mais justement, on ne peut manquer de rendre justice sur ce point à l'attitude planiste (quoi que l'on pense, par ailleurs, de tout ce que pose le plan), celle-ci étant orientée vers la conquête du pouvoir par la seule adhésion des volontés, et vers l'usage de ce pouvoir avec franchise et sans crainte des responsabilités, en vue de la réalisation de mesures considérées par les planistes comme indispensables à l'intérêt général des citoyens.

CHAPITRE II

L'EXÉCUTION DU PLAN DU TRAVAIL

Le plan du travail, est-il affirmé dans « L'Exécution du Plan du Travail », ne pourra être appliqué d'emblée ; il comporte des « objectifs immédiats » et des « objectifs ultérieurs », et comprend trois catégories de projets : la « saisie des leviers de commande » nécessaires à la réalisation des « réformes de structure » ; des directives pour l'action qui devra être exercée à l'aide de ces leviers sur la « conjoncture économique » ; et des mesures concernant la « structure » et la « conjoncture » et qui devront suivre les deux premières. Les premières sont d'une nécessité immédiate, comme la réforme bancaire et la réorganisation des pouvoirs ; mais certaines mesures de cet ordre, plus ou moins opportunes suivant les moments, ne devront pas nécessairement être prises dès le début ; ainsi les transferts de titres. Dans la troisième catégorie entrent enfin des mesures comme la nationalisation des industries de base et la réforme des assurances.

*
**

La première partie de « L'Exécution du Plan du Travail » concerne l'organisation des pouvoirs (chapitre I) sur laquelle nous ne reviendrons pas, et la « réforme bancaire ». Le système de nationalisation du crédit envisagé par M. DE MAN étant l'une des caractéristiques particulières de son système, il importe d'examiner d'un peu plus près cet aspect de son programme.

Celui-ci concerne trois points principaux ; la nationalisation des grandes banques exerçant, à son sens, le monopole du crédit ; le contrôle des autres banques, dont la nationalisation n'est pas envisagée ; et la modification des statuts de la Banque Nationale.

M. DE MAN estime qu'un simple contrôle de l'Etat s'exerçant sur l'ensemble des banques serait insuffisant. Il en donne le motif suivant : un contrôle est la surveillance, par une autorité extérieure, d'une institution ou d'une entreprise autonome et souveraine ; il subsiste ainsi une séparation entre le contrôle et la responsabilité ; et la coexistence de deux pouvoirs, l'Etat qui contrôle, et la banque qui agit, est mauvaise, parce que si l'Etat a en vue l'intérêt général, la banque ne sert que ses propres intérêts ; à la recherche de profits particuliers la banque est alors tentée de donner des moyens démesurés, des disponibilités trop larges à des affaires déjà trop importantes, parce qu'elles sont rémunératrices, au détriment de petites entreprises plus utiles (et par là elle peut même provoquer des crises) ; en un mot, de faire une mauvaise distribution du crédit. L'économie n'est pas libre, pense M. DE MAN, elle est dirigée par la haute finance ; et il « ne s'agit plus de

choisir entre une économie dirigée et une économie libre, mais entre une économie mal dirigée et une économie bien dirigée ».

La nationalisation des banques qui exercent, en fait, le monopole du crédit, devra se faire, estime M. DE MAN, progressivement ; le « transfert d'autorité » devra précéder le transfert de propriété ». Pour ce transfert d'autorité, il suffira de l'émission de « titres de contrôle » par les grandes banques au profit de « l'Institut National des Banques ». Cet institut de crédit de l'Etat, à créer, sera chargé d' « assujettir les opérations des banques de crédit aux directives du Plan ». La possession de ces titres de contrôle donnera à cet organisme la majorité des voix, et par là, l'influence prépondérante. Le transfert des titres appartenant actuellement aux particuliers, individus ou groupes, est prévu également, mais pour une étape postérieure. L'Institut National des Banques sera un organe de direction de la politique bancaire dont la tâche principale sera de coordonner toute l'activité des banques. Son autorité sera limitée à certaines mesures essentielles qui relèvent actuellement de la direction suprême des banques. Mais sa création n'équivaudra pas à une substitution d'une banque étatiste à l'ensemble des banques privées ; l'Institut pourra, cependant, proposer au gouvernement certaines mesures de politique générale, ainsi la collaboration des banques avec les institutions officielles chargées de régler le volume de la circulation de la monnaie fiduciaire et scripturale. Il lui appartiendra aussi de déterminer la politique du loyer de l'argent, d'étudier la direction vers laquelle devra être orienté le flux du crédit. Quant à l'activité bancaire proprement dite, elle

ne sera pas changée, et les banques pourront, dans le détail, dans les cas individuels, décider à qui distribuer leur crédit. Cet Institut devra subordonner son activité aux directives que posera le « Commissaire au Crédit ». Enfin, un Fonds Commun de Répartition et de garantie géré par l'Institut, sera créé, qui aura pour objet une compensation entre les bénéfices plus ou moins grands des banques, mais pas une compensation absolue, pour laisser subsister l'émulation.

Mais il a été indiqué que M. DE MAN était désireux surtout de détruire l'influence prépondérante de la haute finance (comme des grandes entreprises industrielles monopolisées) aussi ses projets laissent-ils subsister des banques non nationalisées. C'est pour celles-ci qu'il se pose la question du contrôle des banques. Il est prévu dans « l'Exécution du Plan du Travail » que le Commissaire au Crédit pourra déléguer ce contrôle à l'Institut National des Banques. Ce contrôle, qui sera de même nature que celui qui s'exercera sur les banques nationalisées, visera surtout la protection des épargnants et des déposants ; des prescriptions pourront être prises au sujet de l'importance du capital, des réserves ; l'obligation pourra être imposée aux Banques de publier leurs statuts ; les bilans pourront être examinés par des vérificateurs. Le Commissaire au Crédit stipulera lui-même les conditions dans lesquelles il autorisera la création d'une banque ; des retraits d'autorisation seront possibles, et le Commissaire pourra inviter une banque à modifier ses statuts. Il faut noter, à ce propos, qu'un arrêté royal du 9 juillet 1935 a été pris, en Belgique, en ce qui concerne le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs. Les mesu-

res prévues dans cet arrêté, moins radicales que celles que prévoit le plan, procèdent cependant du même esprit. L'arrêté confie à une Commission Bancaire le soin de déterminer avec le Ministre des Finances et des Affaires Economiques une proportion entre les liquidités et actifs facilement mobilisables, et les engagements à vue et à court terme ; et entre le capital et les réserves, et le montant total des dépôts ou des engagements à vue et à court terme. Sur une liste de 500 experts, dressée par le gouvernement, chaque banque doit choisir plusieurs « réviseurs » qui remplaceront les commissaires désignés auparavant par son propre conseil d'administration. Quand la banque prépare une opération, le réviseur, s'il la juge hasardeuse, peut saisir la Commission qui, s'il y a lieu, prononce l'interdiction. L'arrêté a pour objet la protection de l'épargne et des nécessités générales du crédit, et il prévoit différentes mesures concernant l'émission des titres et des valeurs. Ce texte n'adopte pas, sur ce point, de façon radicale le système de la « déclaration » ou celui de « l'approbation » ; on sait que le système du « disclosure » (déclaration, révélation) qui est à la base du « Securities Act » américain de 1933, consiste non à garantir la qualité des titres émis par une banque, mais à obliger ceux qui sont les auteurs responsables de l'émission à faire connaître au public tous les faits qui lui permettront de ne souscrire qu'en connaissance de cause. A l'opposé, la théorie de l'« approval », qui a un caractère moins libéral, inspire toute législation ayant plutôt pour objet le contrôle de la qualité des titres. La Commission Bancaire Belge a déclaré, dans un rapport publié par elle en janvier 1937, qu'elle limitait son activité à un contrô-

le quantitatif, et son président a affirmé lui-même que la Commission travaillait « sur la base du disclosure ». Il semble pourtant que, dès le début de son activité, la Commission Bancaire ait pratiqué un certain interventionnisme ; la Commission est intervenue notamment pour « recommander l'abandon d'une proposition d'offre d'actions », lit-on, par exemple, dans le rapport précité.

A côté de la nationalisation des grandes banques, du contrôle des autres, le Plan prévoit une modification des statuts de la Banque Nationale de Belgique. (En application d'une « loi de cadre » récemment votée, et donnant au Ministre des Finances des pouvoirs spéciaux pour coordonner l'organisation, l'activité et les attributions de certaines institutions d'intérêt public, M. DE MAN a d'ailleurs soumis à la signature du Roi un arrêté royal modifiant les statuts de la B. N., qui a paru au « Moniteur Belge » du 27 juillet 1937 ; la réalisation de cette réforme est poursuivie par M. DE MAN dans l'esprit du plan). Les motifs d'une révision des statuts de la Banque Nationale sont indiqués dans « l'Exécution du Plan du Travail ». On y lit notamment que sa mission principale, en tant que banque d'émission, doit être la sauvegarde de la monnaie, et qu'en réglant le volume de la monnaie, de manière à maintenir l'étalon monétaire (qu'il y ait ou non étalon or), elle sauvegardera sa puissance d'achat ; qu'elle doit surveiller aussi les mouvements cycliques de la production, influencer la conjoncture, et que ce rôle lui sera facile si elle peut régler aisément le volume de la circulation monétaire. Mais le rôle de la B. N. est actuellement réduit, continue M. DE MAN, dans « l'Exécution du Plan du Tra-

vail », car son seul moyen de créer du crédit est de réescompter des lettres de change (qui fréquemment sont remplacées par l'utilisation des comptes courants), qu'elle ne peut accorder de crédits à l'Etat, qu'il lui faut avoir une couverture-or très élevée. M. DE MAN envisage alors une réduction de l'encaisse or garantissant les engagements à vue qui ne sont pas constitués par des billets, et même, exceptionnellement, une diminution légère de la couverture-or des billets. Il préconise aussi l'« open market policy » ; car en vendant ou en achetant des valeurs mobilières sur le marché, la Banque provoquerait une diminution ou une augmentation de l'encaisse des autres banques ; et une diminution ou un élargissement correspondants de leurs possibilités de crédit. La B. N. aura ainsi une influence certaine sur le cours des valeurs. Les Bons du Trésor et certains autres titres ne devront pas être exclus de la facilité qui lui sera donnée d'utiliser « l'open market policy », continue M. DE MAN. L'« Exécution du Plan du Travail » prévoit également des modifications importantes dans l'organisation et l'administration de la Banque. Elle émettra aussi des titres de contrôle qui assureront à l'Institut National des Banques sa haute direction. Enfin la répartition des bénéfices devra être modifiée (la dernière fraction des bénéfices, au lieu de constituer un deuxième dividende, à moins qu'on ne l'attribue à la réserve, ira, au contraire, en principe à cette réserve).

Les modifications récemment entreprises dans les statuts de la Banque Nationale de Belgique, l'ont été dans l'esprit et dans le cadre du plan. Elles permettent une action de la banque sur le marché suivant les direc-

tives de l'Etat. On lit dans le « rapport au roi » du ministre des Finances, M. DE MAN, justifiant l'arrêté : « Au lendemain de la grande crise économique et financière de 1848, FRÈRE-ORBAN, dans l'exposé des motifs du projet de loi du 24 décembre 1849 relatif à l'Institution de la Banque Nationale, écrivait au sujet des banques d'émission : « Elles sont régulatrices du crédit ; favorisent la circulation du papier de banque et font l'escompte du papier de commerce... Ces banques seraient de peu d'utilité, elles correspondraient en quelque sorte aux anciennes banques de dépôt, si elles devaient avoir pour encaisse, pour des remboursements, une somme égale au montant des billets. Mais pour conserver leur crédit elles ne doivent faire que des opérations sûres...., point d'avances pour les travaux, pour l'amélioration des terres, l'acquisition de machines...., rien qui puisse favoriser l'agiotage, les spéculations immodérées.... Elles doivent enfin être organisées de manière à pouvoir venir au secours du pays dans les moments difficiles, atténuer les effets des crises, en escomptant à des taux raisonnables quand les capitaux deviennent rares ». Le rôle qui incombe à la Banque Nationale, continue M. DE MAN, après avoir cité le grand financier belge, n'est aujourd'hui pas moins primordial qu'en 1850. Mais, pour pouvoir remplir ce rôle, la B. N. doit être pourvue de moyens adaptés à l'évolution constante des phénomènes économiques.... La réduction du volume des effets qui se présentent à l'escompte a considérablement restreint l'influence régulatrice de la B. N. sur le marché de l'argent. Il convient donc de restituer à la Banque d'Emission les moyens dont elle disposait précédemment. C'est pourquoi le projet actuel l'auto-

rise à pratiquer « l'open market policy » en exerçant son action sur le marché de l'argent, grâce au retrait ou à l'émission de moyens de paiement par le canal de vente ou d'achat de fonds publics, bons du Trésor ou rentes.... Le présent projet établit les bases organiques d'une liaison entre la Banque d'Emission et les institutions d'intérêt public... Des événements relativement récents ont démontré la nécessité de garantir également l'autonomie de la Banque vis-à-vis de l'influence, intentionnelle ou non, que pourraient exercer des intérêts privés.... Ces règles (d'incompatibilité) peuvent se résumer à ceci : on ne peut être en même temps chef, contrôleur et contrôlé, prêteur et emprunteur, débiteur et créancier, garant et garanti.... ». Dans le paragraphe III de ce rapport, dont les phrases citées ci-dessus sont extraites des paragraphes I « Coordination » et II « Incompatibilités », on remarque une différence assez importante entre le plan et la réforme en cours de réalisation. « L'article 7, dit le rapport au Roi, maintient les dispositions actuelles concernant la couverture des engagements à vue. Le gouvernement a cependant examiné s'il n'y avait pas lieu de mettre ce texte en concordance avec la situation de fait actuelle. En effet, depuis le mois de septembre 1931, l'encaisse de la B. N. garantissant les engagements à vue est exclusivement composée d'or, alors que le texte légal prévoit une encaisse en or, au moins égale à 40 % du montant des engagements à vue, dont au minimum 30 % d'or. En rendant légal le jeu exclusif du gold standard au lieu du gold exchange standard, il y aurait sans doute eu lieu d'élever ce dernier minimum..... Le gouvernement a cependant jugé préférable de maintenir le texte actuel ». On re-

marque également : « L'article 11 concernant les opérations que la banque est autorisée à traiter contient, comme dispositions nouvelles..., la faculté donnée à la banque d'acquérir et de vendre des effets à court et moyen terme, émis par l'Etat, la Colonie, ou des organismes d'intérêt public dont les engagements sont garantis par l'Etat, ainsi que des fonds publics nationaux émis depuis 2 ans au moins et cotés en Bourse ». Et plus loin : « L'article 21.... attribue la direction et l'administration de la Banque au gouverneur et au Comité de Direction, ce dernier étant assisté d'un Conseil de Régence ». L'article 22, qui n'est pas commenté en entier dans le rapport au Roi, prévoit également : « Les fonds publics achetés par la banque pourront être inscrits en comptabilité à leur cours d'achat..... si celui-ci est égal ou inférieur au taux de remboursement ».

Il n'est pas possible de reproduire ici toutes les dispositions de l'arrêté. Celles qui ont été indiquées, ainsi que les idées exprimées dans l'« Exécution du Plan du Travail » qui ont été rapportées, suffisent, d'ailleurs, à témoigner de l'esprit d'une réforme qui, sous la conduite de l'Etat, assure à la Banque une notable influence sur le marché des rentes, lui rend possible la mobilisation industrielle (par les escomptes à 120 jours renouvelables), et lui permet de souscrire largement aux émissions des Instituts « parastataux ». De telles mesures ne peuvent qu'accroître la puissance de la B. N., et il est certain que, bien dirigée, celle-ci pourrait avoir des effets bienfaisants. Mais il est possible aussi que, mal dirigée par l'Etat, cette puissance financière ait des effets désastreux et pour le marché, et pour elle-même, et pour l'économie générale. Et on peut imaginer aussi

que, devenue un jour trop puissante, elle pourrait opposer à l'Etat sa domination au lieu de se laisser dominer par lui. La banque à laquelle se heurterait l'Etat ne serait-elle pas alors plus redoutable encore que la haute finance représentée actuellement par quelques banques à tendances monopolistes ? Quoi qu'il en soit, cette réforme des statuts de la Banque Nationale n'a pas manqué de susciter de nombreuses critiques, critiques d'ensemble reprochant à la réforme de lier dangereusement le crédit de la Banque à celui de l'Etat, d'être une mesure d'étatisme, et critiques de détail ; l'article 22 qui donne la possibilité à la Banque Nationale de détenir un lourd portefeuille de fonds d'Etat, et par là d'intervenir sur le marché des rentes, et d'inscrire en comptabilité ses fonds d'Etat au cours d'achat a été des plus vivement critiqués en Belgique.

Il est toutefois intéressant de donner ici un aperçu d'un article de M. Alfred POSE (1), l'actuel directeur de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (B. N. C. I.), intitulé « M. DE MAN et les Banques », et écrit pour la défense des banques contre la réforme bancaire générale préconisée dans le Plan et l'« Exécution du Plan du Travail » et non encore réalisée à cette date. M. POSE expose tout d'abord les principes de la réforme, puis il en recherche les points faibles. La critique dont procède le système préconisé par M. DE MAN n'est pas cohérente et complète, écrit M. POSE. M. DE MAN reproche à la banque une puissance telle que l'Etat s'en trouverait paralysé. Mais ce reproche n'est accompagné d'aucune explication ; quels sont les caractères de

(1) *Revue de Paris*. — 15 août 1935.

cette puissance ? Comment entame-t-elle celle de l'Etat ? Les critiques d'ordre technique que M. DE MAN adresse à la banque, par contre, si elles sont expliquées, paraissent contradictoires aux yeux de M. POSE. On reproche au banques trop d'audace dans la gestion des capitaux, et on leur impute de concourir insuffisamment à la bonne économie du pays en ne faisant pas un effort en vue de l'adaptation de la production au marché, en refusant des « investissements nouveaux », en étant notamment indifférentes à l'égard des petites entreprises. Mais, continue M. POSE, si l'on cherchait à préciser les causes de la chute des établissements bancaires critiqués, on constaterait qu'ils sont tombés pour avoir voulu pratiquer la politique préconisée par M. DE MAN. Une banque meurt de « pléthore » mais jamais d' « inanition » ; et M. DE MAN préconise une politique de nouveaux investissements qui risque d'empêcher les banques de faire face aux retraits. M. POSE estime que la conception de la banque puissance redoutable, et capable de diriger presque à son gré l'activité économique du pays, est « naïve » et « romanesque », ainsi que celle qui considère que le banquier doit être tenu pour responsable de crises qui seraient dues soit à son incapacité, soit à son machiavélisme. Le banquier, affirme M. POSE, n'est pas qu'un donneur d'argent ; il est en même temps un emprunteur qui doit toujours pouvoir restituer, et pour cela, employer judicieusement le crédit, rester « liquide », renoncer au remploi immobilisé et largement rémunérateur pour le remploi facilement récupérable, même s'il paie peu. Il ne faut pas sacrifier au bénéfice la sécurité, et financer des entreprises chimériques. Le banquier, d'ailleurs, n'est pas libre et do-

minateur, insiste M. POSE. Il est tenu de s'occuper en particulier de l'opinion publique, si variable en période de crise. Et même si, théoriquement, la banque était libre de ses mouvements, il lui semble qu'elle ne pourrait modifier la « conjoncture ». Les affaires en difficulté croient à tort, déclare M. POSE, au moment d'une crise, que des crédits plus largement distribués leur permettraient de se relever ; en réalité, si dans une entreprise où l'on a trop anticipé sur le développement des besoins, un réajustement s'impose, celui-ci ne consistera pas dans l'accroissement des charges financières d'une affaire déjà incapable de vivre. Et, considérant le problème de plus haut, M. POSE continue : Comment influe le crédit sur la vie économique ? Il met un pouvoir d'achat à la disposition des producteurs ou des consommateurs, pouvoir d'achat qui devra être restitué ; son bénéfice anticipe sur la vente de richesses qu'il produira, ou sur la perception de revenus. Il n'atteint pas son but, et perd toute utilité, si la rentrée ne se fait pas. Bref, le crédit ne fait qu'anticiper et ne permet pas de modifier le cours des événements. M. DE MAN, conclut M. POSE, surestime le rôle et la puissance de la banque. M. POSE pense qu'il surestime aussi « l'ordre de ses préoccupations ». Elle ne vise pas, déclare-t-il, à la domination politique, et recherche simplement le profit, comme n'importe quelle entreprise industrielle ou commerciale. Elle ne néglige pas davantage les petites entreprises ; ce serait d'ailleurs pour elle méconnaître ses propres intérêts que d'agir ainsi, elle n'évite que les affaires peu sûres ; la preuve en est, dit l'article, l'échec des entreprises où des subventions de l'Etat ont tenté de suppléer à la carence de l'appui bancaire. Et M. DE MAN

croit également que les banques veulent dominer, quand il parle de leurs relations avec l'Institut d'émission ; elles tenteraient de se soustraire à l'influence de la Banque Nationale de manière à pouvoir rechercher le plus grand profit, et sans considération pour l'économie générale ; il y aurait, d'après M. DE MAN, une sorte de lutte entre la B. N. et les banques, leurs buts étant différents. M. POSE estime, lui, que s'il y a lutte entre elles, c'est justement parce qu'il y a rivalité ; et que, lorsque l'Institut d'Emission s'occupe de la défense de la monnaie, les autres banques acceptent, sans discussion aucune, les mesures qu'il prend.

Pour M. POSE, la faiblesse du régime bancaire belge est due à des causes tout autres que celles que constate M. DE MAN ; à savoir à la « politique de participations industrielles » trop communément suivie dans ce pays. C'est la traditionnelle séparation entre banques de dépôt et banques d'affaires qui paraît à M. POSE être l'expression même de la sagesse ; et si M. DE MAN voulait retirer les banques des affaires, de l'industrie, il prendrait une meilleure voie, à son avis, qu'en parlant d'une ingérance des banques dans la politique.

Il est intéressant de suivre également M. POSE dans son examen du plan constructif de M. DE MAN. Le plan, remarque-t-il, est entièrement basé sur « la vieille mystique étatiste ». Pourquoi penser que le Commissaire au Crédit répartira plus judicieusement le crédit que les banques privées ? Sa fonction publique lui donnera-t-elle des « lumières surnaturelles » ? Et pourquoi s'imaginer que l'on vit sous une sorte de dictature de certains intérêts particuliers ? D'ailleurs l'Etatisme ne conduit-il pas sûrement, lui, à un tel régime ? Comment

l'Etat, écrit plus loin M. POSE, saura-t-il distribuer le crédit ? Comment la banque nationalisée pourra-t-elle se fonder, dans ses décisions, sur des considérations purement techniques ? Un organisme d'Etat peut-il jamais faire abstraction du « facteur politique » ? N'y aura-t-il pas pullulement de crédits électoraux, et par là, déficit budgétaire accru, les pertes de la banque devant être prises en charge par l'Etat ? Enfin la peur des responsabilités découlant de l'importance des risques ne fera-t-elle pas naître un danger « de paralysie » ? M. POSE pense qu'il y a, entre les nécessités de la vie économique et le fonctionnement normal des rouages de l'Etat, une incompatibilité profonde, car la surveillance constante qui doit s'exercer sur les représentants de l'Etat serait stérilisante en ce domaine mouvant. Et bien que M. DE MAN déclare que toutes les banques ne seront pas nationalisées, continue M. POSE, puisque toutes devront être autorisées, il est probable que les Commissaires au Crédit ne permettront pas l'établissement, par les banques non nationalisées, d'une concurrence dangereuse pour les banques nationalisées. Une sorte de monopole d'Etat se fera jour ainsi avec les vices habituels des monopoles : manque de souplesse, d'ingéniosité et d'audace. E. M. POSE conclut que le plan de réforme bancaire de M. DE MAN a surtout un caractère théorique et sentimental ; la seule modification qui lui paraît admissible c'en est une par laquelle l'Etat limiterait la concurrence dans ce qu'elle a de nocif en matière bancaire, mais il estime dangereux de lui attribuer une tâche pour laquelle, à son avis, il n'est point fait.

L'exposé un peu long de cet article contient l'essen-

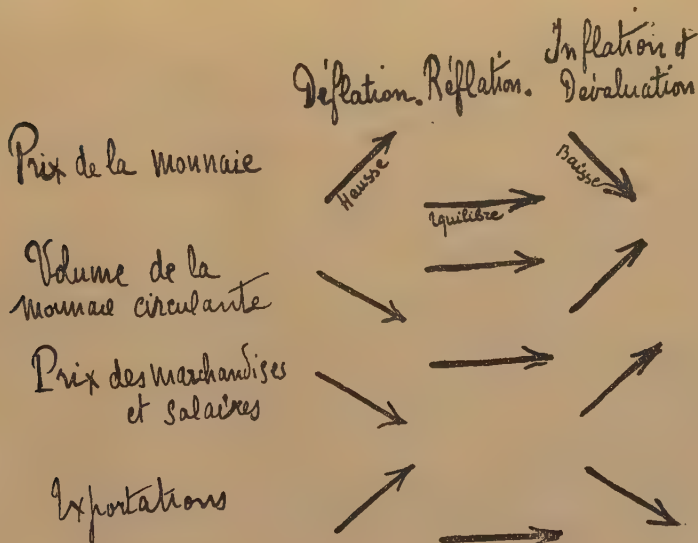
tiel des critiques générales qui peuvent être adressées au principe de nationalisation du crédit ; critiques poussées à l'extrême, peut-être — c'est le point de vue du directeur de banque — ; mais il nous a paru intéressant d'indiquer l'antithèse après la thèse ; et il semble qu'en cette matière la synthèse des deux points de vue soit très difficile à réaliser, et qu'il ne puisse y avoir que liberté du crédit, ou bien mainmise presque absolue de l'Etat ; une intervention limitée n'aurait qu'une médiocre efficacité et ne pourrait guère que s'affaiblir ou s'accentuer, et laisser la place soit au libéralisme, soit à l'étatisme.



La deuxième partie de l' « Exécution du Plan du Travail », intitulée « Le démarrage économique », est relative au programme de « travaux et commandes » (chapitre III), et au « financement du redressement économique » (chapitre IV). Nous n'insisterons pas longuement sur cette partie du programme de M. DE MAN dont les caractères sont ici moins particuliers. L'objet des grands travaux envisagés par le plan est de réduire le chômage et d'encourager l'industrie privée. Les travaux sont prévus pour une période de cinq ans et concernent des habitations, écoles, routes, etc... Cette politique de grands travaux a été appliquée en fait par le gouvernement de M. VAN ZEELAND. L'O. R. E. C. (Office National du Redressement Economique) prévu par le plan a été créé par arrêté royal du 19 avril 1935 et a établi un programme de travaux et commandes dont les bénéfices immédiats de la dévaluation ont permis la

réalisation. Les dépenses prévues au budget extraordinaire pour les grands travaux ont d'ailleurs été réduites au début de 1937 ; les travaux exécutés avaient rempli leur rôle ; la crise s'étant atténuée, le chômage avait diminué, et l'Etat était désireux de ne pas priver de main-d'œuvre les entreprises privées.

En ce qui concerne les finances, l'« Exécution du Plan... » débute par une théorie de la « réflation », circulation normale d'une monnaie ni rare ni trop abondante ; cette réflation sera réalisée par un abandon de la thésaurisation, que permettra l'expansion du crédit, une émission de capitaux obligataires devant servir au financement du programme de travaux et commandes. M. DE MAN oppose l'équilibre général qui résulterait la « réflation » aux dangers de la déflation, d'une part, de l'inflation ou de la dévaluation d'autre part. Cette opposition pourrait être illustrée par le simple schéma suivant :



Il n'est cependant pas hostile à une opération de dévaluation et a fait ressortir sa nécessité en Belgique où elle a été réalisée en mars 1935. Dévaluation voulue, dirigée et surveillée dans ses conséquences, qui semble avoir rendu possible par la suite la « réflation ». Il serait intéressant d'insister à ce propos sur la politique du gouvernement de M. VAN ZEELAND ; celui-ci est intervenu avec succès, au moment de la hausse des prix de gros consécutive à la dévaluation, pour empêcher d'une part une hausse trop forte du coût de la vie, et pour sauvegarder, d'autre part, les bénéfices des producteurs en prenant des mesures destinées à éviter une hausse trop sensible du coût de revient de leurs produits. Mais cette politique adroite et efficace n'est pas plus une politique socialiste que capitaliste, et ce serait sortir du sujet de cette étude que d'insister sur ces points.

La troisième partie de l'« Exécution du Plan du Travail », intitulée « Directives particulières », traite de « Construction et Urbanisme » dans le chapitre V, et contient des considérations plus particulièrement valables pour la Belgique. On peut y remarquer que M. DE MAN insiste sur la nécessité du crédit à bon marché ; c'est une de ses principales préoccupations dans tous les domaines, le gouvernement de M. VAN ZEELAND a fait d'ailleurs tout ce qui était en son pouvoir pour encourager la production par le crédit organisé et à bon marché ; c'est dans cet esprit qu'on a été créés l'« Institut de Réescompte et de Garantie », l'« Office Central du Crédit Hypothécaire », la « Société Nationale de Crédit à l'Industrie ».

Le chapitre VI concerne l'instruction et prévoit un prolongement de l'âge scolaire, et des facilités données

à tous de faire des études secondaires. La réorganisation de l'enseignement est d'ailleurs actuellement à l'étude en Belgique.

Le chapitre suivant de l' « Exécution du Plan.... » est relatif à l'hygiène sociale que M. DE MAN estime insuffisamment organisée en Belgique. Il envisage un renforcement du « secteur collectif » distinct du « secteur privé » ; ce secteur collectif s'occuperait notamment de travaux d'hygiène générale et d'urbanisme, de la protection de la maternité et de la jeunesse, organiserait la médecine préventive, la lutte contre les maladies sociales et se rattacherait les services médicaux de l'assistance publique.

Les chapitres VIII et IX sont relatifs aux budgets familiaux et à la politique agraire.

Il faut noter ici que M. DE MAN a une attitude nettement opposée à celle du socialisme traditionnel. MARX et ENGELS, fait-il remarquer lui-même, réclamaient l'expropriation au profit de l'Etat de tous les propriétaires terriens, la suppression du droit d'héritage, la formation d'armées agricoles ; tandis que la doctrine socialiste est arrivée maintenant à se débarrasser de la conception « industrielle de l'agriculture » qui s'était formée sous l'empire des grands bouleversements sociaux du XIX^m siècle et était la retraite finale de l'économie « physiocratique ». La conception moderne, au contraire, continue M. DE MAN, a pour principal objectif « la protection des paysans propriétaires et fermiers contre les exploités ». M. DE MAN considère que celle-ci doit consister en une protection du « niveau de vie des travailleurs agricoles par une action tendant à soustraire le prix de leurs produits à l'avalissement que peut

entraîner le jeu de la concurrence sur les marchés », la protection des prix réalisant celle du niveau de vie des petits propriétaires et du salaire des ouvriers agricoles. La propriété collective des moyens de production collective est un idéal, dit M. DE MAN, mais la propriété individuelle des moyens de production individuelle a la même valeur. Le plan préconise une politique fiscale et de crédit qui favorise les producteurs (propriétaires paysans travaillant leur sol, fermiers, ouvriers agricoles), et non les bénéficiaires de la rente foncière, propriétaires du sol n'exploitant pas eux-mêmes leur bien. Mais cette protection, fait remarquer M. DE MAN, ne devra pas se résoudre dans ses effets en une charge nouvelle pour les consommateurs. Aussi la protection envisagée dans l'« Exécution du Plan » s'exercera, pourrait-on dire, à la base, au départ du cycle production-vente ; ce sont les frais généraux de la production agricole qui devront être dégrevés, de manière à ce que, sans que les prix de vente subissent une augmentation sensible, un écart suffisant subsiste entre ces derniers et les prix de revient, écart qui assurera le bénéfice du producteur agricole. L'avant-projet de loi qui suit ces considérations, dans l'« Exécution du Plan du Travail », envisage la création d'une « Caisse Nationale de Crédit Agricole », société anonyme qui consentira directement des crédits à bon marché aux agriculteurs. En application de la « loi de cadre » ayant donné récemment au Ministre des Finances, M. DE MAN, des pouvoirs spéciaux en ce qui concerne la réorganisation des institutions de crédit, la création d'une institution de cet ordre est prévue par M. DE MAN. L'« organisme de crédit agricole.... aura pour but, a-t-il déclaré à ce sujet,

d'assurer à l'agriculture les moyens de crédit nécessaires à la réalisation de la politique agricole envisagée par le gouvernement. Cet organisme interviendra également comme régulateur du taux du crédit.... Les organismes privés de crédit agricole continueront à remplir le rôle qui leur est dévolu actuellement ». Dans l' « Exécution du Plan du Travail » est prévue notamment, en outre, l'organisation d'une représentation électorale de l'agriculture et des classes agricoles ; des opérations de « remembrement » et d'expropriations de terrains incultes y sont également envisagées.

Le chapitre X, consacré au commerce extérieur, est aussi des plus intéressants ; mais nous n'insisterons pas sur la politique largement ouverte préconisée dans ce domaine, et qui est justifiée, autant que par des considérations proprement socialistes, par la situation particulière de la Belgique, pays industriel et commercial où la facilité des importations et des exportations est d'une importance vitale. Il faut noter, toutefois, que l' « Exécution du Plan » précise que l'Etat ne devra pas être chargé du monopole des importations et des exportations qui s'accorderait mal avec le maintien du « secteur privé ».

La nationalisation des assurances, par contre, est envisagée dans le plan ; elle fait d'ailleurs partie de tout programme classique de socialisation. Déjà à l'étude en Belgique, elle suscite naturellement une opposition très vive de la part des Compagnies.

Enfin le dernier chapitre de l'ouvrage, concernant l'électricité, réalise une application du principe de nationalisation des entreprises monopolisées produisant des matières premières et de l'énergie motrice. Le pro-

jet de nationalisation prévoit à ce propos la nationalisation des entreprises de production, de celles de distribution, et de celles qui produisent et distribuent à la fois. Il préconise la création d'une régie de l'électricité qui sera chargée de nationaliser et de gérer le service public créé. La nationalisation se fera par étapes. Première étape : transfert d'autorité par l'émission de titres de contrôle (on remarque que le système prévu par M. DE MAN est le même, ici et dans le domaine bancaire). Deuxième étape : acquisition des titres de propriété. Une association professionnelle sera constituée qui, sous la direction de la Régie, permettra une coordination de l'activité des entreprises ; le « Commissaire à la Production » aura aussi un rôle important à jouer pendant la phase de transition ; il aura notamment le droit d'annuler les concessions, et sera chargé de sauvegarder les intérêts des créanciers des sociétés.

*
**

L'objet principal de cette étude étant la théorie générale du socialisme de M. DE MAN, ç'aurait été s'écarter de ce sujet que de faire ici un examen plus détaillé du plan ; un tel examen sera d'ailleurs plus intéressant par la suite, si toutefois la participation du P. O. B. au gouvernement belge et son œuvre de socialisation ne sont pas interrompues par un de ces revirements politiques si fréquents dans l'histoire.

Les idées et les intentions d'un penseur ou d'un homme d'action ne sont jamais mieux exprimées que par lui-même, et leur présentation par d'autres risque souvent de les appauvrir ou de les déformer. — N'est-ce pas, d'ailleurs, ce que M. DE MAN reproche aux vulgarisateurs de la pensée de MARX ? — Aussi, bien que cette étude ait été faite avec un souci d'objectivité, qu'elle se soit efforcée de traduire fidèlement les traits dominants du socialisme de M. DE MAN, elle ne prétend pas embrasser toute sa pensée, en livrer toutes les nuances, ni même être à l'abri de quelques erreurs d'interprétation inévitables. C'est à une lecture directe de ses livres que ses conceptions peuvent être le mieux comprises et appréciées, et, comme dans toutes les œuvres de valeur, chaque lecteur, sans doute, y peut trouver matière à réflexions particulières.

Il semble que l'on puisse faire toutefois les quelques remarques suivantes.

En ce qui concerne, tout d'abord, le programme précis d'action politique, économique, sociale de M. DE MAN, bien qu'on ait pu trouver qu'il n'avait de socialiste que le nom, il semble qu'on ne puisse lui disputer ce titre.

Il envisage, en effet, pour la direction générale de

l'économie, la substitution de l'Etat, représentant la collectivité, et agissant dans l'intérêt général, à l'initiative des individus recherchant leur intérêt personnel. Il prévoit des mesures de socialisation intégrale dans le régime du crédit et des industries de base où il préconise un transfert d'autorité suivi d'un transfert de propriété. Ses projets de réforme des assurances, de l'enseignement, de l'habitation, de l'hygiène, tendant à améliorer et égaliser les conditions de vie de chacun, ne sont-ils pas également du véritable socialisme ?

Mais M. DE MAN n'est pas, dans tous les domaines, un socialiste au sens traditionnel ; bien au contraire. Les réformes prévues au « Plan », si elles posent les bases d'un secteur public, maintiennent l'existence d'un secteur privé plus libre, et laissent large place à la propriété individuelle. La réforme du plan n'est pas l'application du programme de collectivisation générale des moyens de production ; et même là où elle réalise une véritable socialisation, c'est au point de vue de M. DE MAN, le transfert d'autorité plus que celui de propriété qui importe. Dans le secteur privé entrent des branches importantes de la production industrielle ou agricole, du commerce, où subsistent la propriété privée, le salariat, la séparation entre capital et travail. Enfin, les classes moyennes (certains petits propriétaires même) sont protégées et encouragées, et non exclues du mouvement socialiste qui ne doit pas se réaliser par une lutte des classes, mais par une conquête pacifique. On est loin, ici, des dogmes marxistes. Au point de vue de l'organisation des pouvoirs, on ne peut dire davantage que le système préconisé par M. DE MAN soit du socialisme traditionnel ; il envisage, comme moyens de conquérir

le pouvoir, non un renversement de tout l'ordre social et politique, mais une prise de possession régulière, dans le cadre des institutions existantes. C'est, il est vrai, une caractéristique du socialisme réformiste, mais on a vu que M. DE MAN s'oppose cependant au réformisme, notamment par le caractère immédiat et radical des exigences de son programme. Par les modifications qu'il envisage dans le régime des pouvoirs ainsi conquis, un pouvoir véritablement populaire pourrait théoriquement s'introduire. On sait que M. DE MAN préconise un renforcement du suffrage universel, et la création d'un troisième pouvoir, l'exécutif économique doté de moyens d'action rapide et énergique, et d'une certaine stabilité ; mais à ce dernier point de vue, cette réforme ne serait-elle pas incompatible avec le principe du gouvernement démocratique ? Et même, cette sorte de contradiction entre la possibilité d'un régime véritablement représentatif et d'une direction unique ferme et puissante, paraît inhérente à toute autre doctrine socialiste, et ces difficultés politiques du socialisme sont illustrées par le cas de l'U. R. S. S. qui vit en réalité sous un régime dictatorial.

Par le principe de direction de l'économie, M. DE MAN semble être dans la tradition socialiste classique, l'initiative de l'Etat étant prévue pour toute l'économie, malgré le maintien d'un « secteur privé ». On peut être tenté ici de rapprocher, à cause de cette méthode d'économie dirigée, le système planiste de M. DE MAN des méthodes de HITLER et de MUSSOLINI, l'économie dirigée étant aussi une de leurs caractéristiques. Mais l'attitude générale de M. DE MAN étant radicalement différente

d'une attitude « fasciste », la direction qu'il envisage ne peut manquer de s'exercer aussi, semble-t-il, dans un sens différent de celui des méthodes allemande ou italienne. Le « fascisme » cultive chez les masses les mobiles de puissance, de violence, d'égoïsme national, de chauvinisme. L'idéal de M. DE MAN est, au contraire, internationaliste, bien que la nécessité de redressements économiques nationaux et de socialisations nationales lui paraisse primordiale ; et une politique économique dominée par un idéal international ne peut s'exercer, semble-t-il, dans un sens analogue à celui de la politique économique de HITLER, par exemple. Il a été indiqué plus haut que la politique commerciale prônée par le plan est favorable à l'ouverture de relations internationales, à l'échange, tandis que les régimes « fascistes » auraient plutôt tendance à réaliser autant que possible des économies fermées. Il est vrai que la Belgique ne pourrait vivre sans des relations faciles avec l'étranger, mais l'idéal internationaliste de M. DE MAN est certainement pour une part dans cette attitude.

De toutes manières, un régime socialiste ne paraissant pas concevable sans économie dirigée, puisque l'Etat y devient sinon seul producteur et distributeur des richesses (système classique), du moins principal distributeur du crédit, et directeur de la production (système de M. DE MAN), la question de la valeur de l'économie dirigée ne peut manquer de se poser ici. Et ne semble-t-il pas que la tradition de libéralisme économique, où l'Etat n'intervient qu'accessoirement, et pour protéger la liberté des producteurs plutôt que pour les assujettir, soit préférable ?

Dans toute activité économique entrent en jeu deux

sortes de facteurs : facteurs matériels, facteurs humains. Les facteurs humains, dans un régime libéral, sont l'initiative des producteurs, les besoins et les désirs des consommateurs — offre, demande —. Les facteurs matériels : les aptitudes et richesses naturelles d'un pays, la productivité, la facilité d'outillage, etc... Actions et réactions de ces différents éléments se combinent pour arriver à une résultante : l'économie générale, qui est en état d'équilibre ou de déséquilibre, de prospérité ou de crise. Les états de déséquilibre provenant de l'exagération momentanée du jeu de tel ou tel facteur disparaissent sous l'effet des réactions des autres facteurs, dans une sorte de rétablissement naturel. Des facteurs humains n'est pas exclu, d'ailleurs, le rôle de l'Etat qui peut intervenir utilement au moment où le mécanisme a tendance à se fausser, pour prévenir une rupture d'équilibre, ou, au cours de la crise, pour hâter le retour à l'équilibre. A côté de ces interventions passagères de l'Etat, les moteurs de toute activité sont d'ordre individuel, et égoïste. Chacun recherche son intérêt. Mais l'équilibre général de l'économie qui profite à tous ne vient-il pas justement de ce qu'une sorte de moyenne s'établit entre les intérêts divers et même opposés des individus ? (ainsi dans le jeu de la concurrence ; de l'offre et de la demande de produits, de travail).

Dans un régime d'économie dirigée on est en présence des mêmes facteurs ; facteurs matériels, indépendants en grande partie de la volonté humaine, et que l'Etat ne peut guère modifier de façon plus sensible que ne le pourraient les individus ; facteurs humains, ici le principe est le suivant : l'Etat exerce une direction

unique en vue de l'intérêt général. C'est en vertu de cet objectif qu'il distribue le crédit, oriente la production, directement ou indirectement invite les consommateurs et les travailleurs à consommer tel bien, à employer leur activité dans telle branche de la production.

Mais est-il sûr que l'intérêt général soit si facile à déterminer, à concevoir ? et, à supposer qu'il puisse être établi clairement par l'Etat, les moyens de le réaliser sont-ils si aisés ? L'intérêt général est-il, au fond, vraiment autre chose qu'une sorte de compromis, de transaction, de moyenne entre les intérêts individuels ? Et l'Etat n'est-il pas trop haut placé pour pénétrer la complexité de ces derniers ? Pourquoi arriverait-il à imposer une notion d'intérêt général qui soit plus juste, conforme à l'équité et à la complexité du réel, que le libre jeu des volontés individuelles dans leurs actions et réactions concurrentes ou contraires ? Et si l'Etat est assez éclairé pour cela, s'il peut établir une notion juste et claire de l'intérêt général, pourra-t-il efficacement réglementer, diriger toute l'activité économique ? Pourra-t-il prévoir les conséquences de toutes ses initiatives, l'incidence de toutes ses mesures ? Lui sera-t-il si facile de réduire tous les désirs, tous les besoins, toutes les volontés individuelles ? Enfin, le fonctionnarisme inévitable n'entraînera-t-il pas, dans un domaine où une activité incessante est nécessaire, un manque d'initiative, une peur des responsabilités qui endormiront l'économie ? Et n'y a-t-il pas, dans une conception socialiste de la nature de celle de M. DE MAN, une sorte de contradiction tenant à ce que la socialisation matérielle suppose une direction de l'économie, à ce que celle-ci pourra difficilement, en s'exerçant, satisfaire les

divers intérêts en présence, et que, par là, l'Etat ne représentera plus la majorité des volontés que son existence suppose ?

Il faut reconnaître, toutefois, que, dans des circonstances exceptionnelles, l'intervention de l'Etat peut être utile ; si, d'une part, les règles normales du libéralisme sont faussées, s'il y a une possibilité pour l'Etat d'aider à un rétablissement de l'équilibre plus rapide qu'un rétablissement naturel ; si, d'autre part, l'Etat est à ce moment formé d'hommes de valeur et de compétence technique indiscutable, et agréés par la nation. Mais de telles conditions peuvent-elles durer ? Ou la crise disparaît d'elle-même ; ou elle persiste, et l'Etat n'a pas d'armes contre elle ; ou bien il pourrait mais se sait pas intervenir de façon opportune ; et le socialisme n'envisage pas une intervention passagère, mais une mainmise absolue et définitive de l'Etat sur l'activité économique. On ne peut manquer de citer, à propos du succès de certaines interventions, l'exemple du gouvernement de M. VAN ZEELAND, où, on le sait, M. DE MAN a été Ministre des Travaux Publics et de la Résorption du Chômage, et est actuellement Ministre des Finances ; bien qu'il soit difficile de juger d'une œuvre encore en pleine activité, il semble qu'on puisse affirmer que par ses initiatives en matière industrielle, monétaire et autres, le gouvernement de M. VAN ZEELAND ait déjà permis un rétablissement de l'économie belge durement éprouvée par la crise.

*
**

Indépendamment de ce que l'on peut penser du programme pratique de socialisation de M. DE MAN, et bien

que l'on ne puisse séparer celui-ci de son œuvre d'ensemble, on ne peut discuter l'élévation de sa pensée.

Ce qui frappe surtout à la lecture de livres comme « Au delà du Marxisme », ou « L'Idée Socialiste », c'est le souci de M. DE MAN de faire ressortir les facteurs d'ordre spirituel des phénomènes sociaux et des actes des individus. C'est l'attitude opposée à celle de MARX qui, bien que ne niant pas l'existence et la force des éléments d'ordre intellectuel, sentimental, religieux, considère qu'ils sont subordonnés aux conditions de la production. Une lecture rapide de l'œuvre de M. DE MAN pourrait laisser l'impression qu'il considère les facteurs matériels comme accessoires, et qu'il tombe dans l'erreur opposée à l'erreur marxiste. Mais, à un examen plus attentif, on remarque que, s'il fait ressortir les éléments éthiques, il laisse aux facteurs matériels la part grande. Il limite le champ de son regard, mais ne nie pas l'existence de ce qui est au-delà, au contraire. M. DE MAN explique, en effet, que, s'il s'attache à démontrer l'influence considérable des facteurs d'ordre éthique, c'est pour pouvoir lutter efficacement contre les facteurs matériels, pour rendre confiance à l'homme dans ce qu'il y a de plus noble en lui, l'encourager à agir de façon sincère et désintéressée, en lui montrant qu'il en est capable et que là est son devoir. M. DE MAN croit à la supériorité morale des mobiles éthiques, mais s'il trouve, dans l'histoire et dans la psychologie, leur marque, il constate également, et déplore, dans l'état actuel de la civilisation, et dans l'attitude socialiste même, une soumission aux mobiles d'ordre moins élevé. C'est pour lutter contre la tendance matérialiste qu'il plaide pour un idéal de justice sociale, de fraternité, de

spiritualisme et de paix. Ne peut-on dire alors qu'il réalise ainsi la synthèse entre l'idéalisme et le matérialisme historique qui paraît à JAURÈS l'expression de la vérité ? (1).

Cet idéal n'est pas, on l'a vu, un idéal abstrait et lointain. Le mouvement socialiste doit s'exercer, d'après M. DE MAN, en vue d'un but déterminé qui est la possibilité pour tous de s'élever à un niveau de vie supérieur qui n'est pas possible sans certaines acquisitions matérielles. Mais en raison du caractère principalement éthique du but envisagé, celui-ci est déjà réalisable, pense M. DE MAN, sinon par la masse embarrassée de soucis matériels, du moins par ceux qui luttent pour sa libération : les chefs socialistes, l'élite intellectuelle, et par ceux-là même qui jouissent d'une situation matérielle privilégiée.

Mais cette révolution intérieure par laquelle doit être déjà réalisé le but du socialisme, elle ne réside pas, d'après la conception de M. DE MAN, dans un jugement abstrait, une simple proposition intellectuelle ; c'est une adhésion complète de l'être à ce qu'il croit être la vérité

(1) « Je crois inutile de rappeler aux adeptes de la doctrine de MARX que MARX a été le disciple intellectuel de HÉGEL... Eh bien ! je me demande si l'on ne peut pas, si l'on ne doit pas, sans manquer à l'esprit même du marxisme, pousser plus loin cette méthode de conciliation des contraires, de synthèse de contradictoires, et chercher la conciliation fondamentale du matérialisme économique et de l'idéalisme appliqué au développement de l'histoire... en même temps que vous pouvez expliquer tous les phénomènes historiques par la pure évolution économique, vous pouvez aussi les expliquer par le désir inquiet, permanent que l'humanité a d'une forme supérieure d'existence... Il y a dans l'homme une telle pénétration de l'homme même et du milieu économique qu'il est impossible de dissocier la vie économique et la vie morale ; pour les subordonner l'une à l'autre, il faudrait d'abord les abstraire l'une de l'autre ; or, cette abstraction est impossible : pas plus qu'on ne peut couper l'homme en deux et dissocier en lui la vie organique et la vie consciente, on ne peut couper l'humanité historique en deux et dissocier en elle la vie idéale et la vie économique ».

JAURÈS. — « *L'Idéalisme de l'Histoire* ».

et la justice, une activité éclairée, l'intelligence et le vouloir se traduisant par tel renoncement, par telle démarche. « Le socialisme, écrit M. DE MAN dans cette phrase citée plus haut, est un devenir qui commence avec le premier acte qui s'inspire consciemment de lui, et qui ne prend fin qu'avec le dernier de ces actes ». Ainsi on peut remarquer que le socialisme est considéré par M. DE MAN comme une véritable règle de vie, qu'il comporte une idée d'obligation, exige une conformité entre l'acte et la pensée.

A supposer qu'un régime socialiste soit, économiquement, réalisable, un tel appel à l'idéal et à la volonté éclairée et libre, à la sincérité humaine, ne peut, semble-t-il, que revigorer le mouvement socialiste qui, dans les pays d'Europe Occidentale, paraît se dégager difficilement de la tradition matérialiste, envisage principalement les buts du socialisme comme une conquête matérielle, et, dans ses moyens d'action, réformiste : hésite à agir, révolutionniste : se préoccupe de critiquer et de détruire l'ordre actuel plutôt que d'en édifier un nouveau, et ne recule pas devant des moyens qui vicieraient à sa racine même l'œuvre qu'il entreprendrait par la suite.

Mais on ne peut manquer de se demander si une telle doctrine, malgré sa beauté, ne contient pas une sorte de contradiction. M. DE MAN affirme que le socialisme doit être compris et réalisé par des décisions personnelles de la conscience, des comportements individuels. Comment concilier cette exigence avec les nécessités de l'esprit véritablement socialiste ? Celui-ci ne suppose-t-il pas la primauté du social, du groupe — même si l'on considère que ce groupe vaut par les individus qui le compo-

sent ? — et n'implique-t-il pas que les initiatives personnelles doivent être refoulées si elles s'écartent de la règle qui a été conçue comme devant être celle de la collectivité ? M. BAUDIN a fait remarquer à ce sujet : « La limitation des besoins, que DURKHEIM voulait imposer du dehors, DE MAN désire la voir adopter par l'individu lui-même, en pleine connaissance de cause. Ainsi elle sera morale et ne traduira pas seulement un renoncement dû à une contrainte. Toute morale exige une décision de la conscience et un effort de la volonté et ceux-ci n'ont de sens que s'ils sont individuels. Une morale subie est un contre-sens. Telle est la difficulté à laquelle se heurte DE MAN. Aussi ne faut-il pas s'étonner de l'entendre faire l'apologie de la conscience et de la volonté ». En se plaçant à un point de vue plus général : « La société socialiste se présente à nous comme construite de toutes pièces par la raison humaine, conformément à un idéal tenu pour juste ; son ordre est imposé de l'extérieur et non jailli de l'intérieur. Tant qu'elle demeure sur le terrain matériel, elle est logique, mais peut être utopique en tant qu'elle néglige la psychologie individuelle. Lorsqu'elle s'aventure dans le domaine moral, elle se heurte à la difficulté de construire une morale sans mettre en jeu l'individu...., le socialisme à cette dernière phase est souvent le mot sans la chose » (1). Il semble bien, en effet, que si le socialisme recourt à la conscience personnelle, il ne puisse se réclamer de la morale que si chacun des individus qui compose la société conçoit de même façon son devoir. Et peut-on véritablement imaginer une telle harmonie, une telle

(1) L. BAUDIN, Cours d'histoire des doctrines économiques professé à la Faculté de Droit de Paris, 1934-35.

concordance entre les diverses mentalités humaines ? M. DE MAN ne reconnaît-il pas lui-même que la morale est changeante, sauf dans ses fondements ? Il estime, il est vrai, qu'à une époque donnée les individus inclinent vers des conceptions voisines du devoir ; mais les divisions des opinions dans tous les pays du monde ne prouveraient-elles pas plutôt le contraire ?

Au fond, l'attitude prise par M. DE MAN peut être utile au mouvement socialiste, car elle accentue, pour ceux qui sont convaincus de la nécessité de l'organisation socialiste, l'obligation de conformer leurs actes à leurs pensées ; mais on pourrait considérer aussi bien qu'elle peut être également, pour ceux qui ont une conception différentes des moyens matériels de réaliser le bien de l'humanité, un moyen de les renforcer dans leur attitude. Ce qu'il apporte aux socialistes, on peut dire alors que M. DE MAN l'apporte aussi à d'autres, et c'est sans doute ce qui fait la grandeur de son œuvre. Nous ne voulons pas dire, par là, que l'œuvre de M. DE MAN puisse servir des causes comme celles qui mettraient l'égoïsme au-dessus de l'altruisme, exalteraient la séparation entre nation, la violence ; c'est la cause humaniste seule qu'elle peut servir, et qu'elle sert ; celle d'une société, juste et fraternelle d'individus libres, qui est envisagée par le socialisme, mais peut être conçue en dehors de lui. N'a-t-on pas vu, d'ailleurs, Georges SOREL influencer, par une attitude spirituelle opposée, des partis dont le programme politique est très différent du sien, mais dont la mentalité est la même. Et, comme l'a écrit M. Ramon FERNANDEZ : « Si M. DE MAN réussit à obtenir sur le cerveau de nos jeunes gens l'influence acquise par Georges SOREL sur ceux de nos aînés, il y aura beau-

coup de changement, et pour le mieux, dans la pensée sociale ».

Ainsi l'on aimerait à croire le contraire de ce qu'a affirmé SOREL dans ses « Réflexions sur la Violence » : « L'expérience nous a prouvé malheureusement que les enseignements que les historiens des idées nomment des enseignements très élevés restent d'ordinaire sans efficacité », et à espérer en une renaissance de l'idéalisme.

10 Août 1937.

Vu, *le Président de thèse* : Vu, *Le Doyen* :
L. BAUDIN. Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris :
ROUSSY.

ANNEXE

THÈSES DE PONTIGNY

Thèse n° 1.

« La crise économique actuelle est une crise de régime. Elle résulte de ce que l'évolution du capitalisme, après avoir été progressive, est entrée dans un stade régressif.

Cette évolution se manifeste principalement sous trois aspects :

- a) la prédominance du capital financier se substituant à celle du capital industriel ;
- b) le régime des monopoles substitué à celui de la concurrence dans les positions de commande de la vie économique ;
- c) le nationalisme économique substitué à l'expansion cosmopolite du marché mondial ».

Thèse n° 2.

« En vue de cette situation, le réformisme qui a pratiquement dominé le mouvement ouvrier jusqu'à présent est devenu impossible. Les réformes de répartition sont devenues irréalisables, à moins de réformes de structure suffisamment radicales pour influencer le cours de l'évolution esquissée à la thèse précédente ».

Thèse n° 3.

« Le mouvement ouvrier doit abandonner à l'égard de la crise son attitude passive. Il doit remplacer sa doctrine déter-

ministe (et, au fond, d'origine capitaliste) des crises par une politique volontariste, dont l'objectif limité, mais immédiat, est de résorber le chômage et de vaincre la crise ».

Thèse n° 4.

« Les objectifs de cette politique doivent être fixés de façon à être réalisables par les moyens d'action dont on dispose dans le cadre national et par la réorganisation du marché intérieur ».

Thèse n° 5.

« Pour fixer ces objectifs, il faut établir :

a) une limite minimum en posant la question : quelles sont les conditions indispensables à réaliser en vue d'une action efficace contre la crise dans le cadre national ?

b) une limite maximum qui découle de la question : que peut-on faire, dans l'état actuel des forces sociales en présence, en vertu des communautés d'intérêts englobant une majorité suffisante de la population et pouvant se transformer en majorité politique ?

La question du minimum est économique, la question du maximum est sociologique et politique ».

Thèse n° 6.

« La solution qui répond à cette double condition est un régime d'économie mixte (secteur nationalisé et secteur privé) pouvant être considéré comme intermédiaire entre l'économie capitaliste et l'économie socialiste ».

Thèse n° 7.

« Le principe qui peut donner à pareille économie mixte son unité et son dynamisme est celui de l'économie dirigée, c'est-à-dire de l'usage du pouvoir politique en vue de créer les conditions économiques d'une adaptation de la capacité de consommation à la capacité de production ».

Thèse n° 8.

« Cet objectif implique un double déplacement de l'accent dans la doctrine de la socialisation :

a) la réalisation nationale cesse d'être subordonnée à la réalisation internationale et prend le pas sur elle, c'est-à-dire que l'étape actuelle de la socialisation ne peut être que la nationale ;

b) l'essence de la nationalisation est moins le transfert de propriété que le transfert d'autorité ou, plus exactement, le problème de la gestion prend le pas sur celui de la possession, et les modifications du régime de la propriété sont fonction des modifications du régime de l'autorité requise par l'économie dirigée ».

Thèse n° 9.

« Pour que l'extension et le renforcement de l'autorité de l'Etat qui découlent de cette nouvelle fonction économique ne conduisent pas à un étatisme bureaucratique à l'intérieur et impérialiste à l'extérieur, il faut que l'Etat économique nouveau se constitue sous des formes différentes de celles de l'Etat politique ancien : organisation corporative autonome des entreprises nationalisées ou contrôlées par l'Etat, déparlementarisation des procédés de contrôle, révision nécessaire de la doctrine des pouvoirs, etc....

A la doctrine classique de la démocratie bourgeoise, qui ne correspond plus aux réalités actuelles, il faut substituer une doctrine nouvelle basée sur une conception différente de la séparation des pouvoirs : l'exécutif gouverne, les institutions représentatives contrôlent. De même, au sein de l'Etat économique nouveau en voie de constitution, les institutions représentatives, c'est-à-dire basées sur l'exercice du droit de suffrage individuel, n'auront qu'un droit de regard et de contrôle : l'exercice du droit de gestion sera basé sur la délégation de pouvoirs par l'exécutif et le contrôle par la représentation des intérêts corporatifs ».

Thèse n° 10.

« En luttant pour la réalisation de ces objectifs, le mouvement socialiste doit abandonner ses préjugés ouvriéristes, qui sont devenus désuets depuis que l'évolution du capitalisme a cessé de s'accompagner d'un accroissement continu du nombre des prolétaires. L'objectif politique immédiat est la constitution d'une majorité qui, en plus du prolétariat, englobe une fraction aussi large que possible des classes dites moyennes, sans attendre ni favoriser leur résorption dans le prolétariat, et en acceptant leur volonté de résister à la prolétarianisation ».

Thèse n° 11.

« La constitution de ce front implique qu'il soit dirigé non point contre le capitalisme dans son ensemble, mais contre ce qui, à l'intérieur du régime capitaliste, constitue l'adversaire commun des classes travailleuses prolétarisées et non prolétarisées : le capitalisme monopoliste et en premier lieu le capitalisme financier ».

Thèse n° 12.

« Dans les pays à démocratie politique, l'action à mener doit être basée exclusivement sur l'emploi des moyens légaux et constitutionnels pour la conquête, par la persuasion, d'une majorité. Cette majorité n'est pas uniquement une nécessité politique, elle est surtout une nécessité économique, parce que le fonctionnement d'un régime d'économie mixte présuppose en tout état de cause un minimum de consentement. La majorité économique est au moins aussi indispensable que la majorité politique ».

Thèse n° 13.

« Aux programmes, il faut substituer le Plan. Le succès de toute tentative d'économie dirigée présuppose un ensemble de mesures qui se conditionnent mutuellement et qui, pour se réaliser par étapes, doivent être échelonnées et coordon-

nées dans le temps. En outre, le Plan, à la différence du programme, constitue à l'égard de ceux que l'on veut y rallier par la propagande, un engagement précis d'utiliser le pouvoir en vue d'un objectif limité, mais dont la réalisation doit commencer immédiatement et s'accomplir en ayant une durée limitée ».

Thèse n° 14.

« Enfin, à titre de sanction politique de la volonté qui s'exprime dans tout cela, il n'y a pas de meilleure résolution à prendre pour les partis ouvriers planistes, comme le parti ouvrier belge, que d'annoncer qu'ils s'interdiront toute participation à un gouvernement qui n'accepterait pas le Plan, mais qu'ils sont prêts à accepter la collaboration de tous les hommes de bonne volonté, de tous les groupements, de tous les partis ou fractions de partis, qui s'engageraient à collaborer pour la réalisation immédiate du Plan ».

BIBLIOGRAPHIE

I. — ŒUVRES DE M. HENRI DE MAN

Au-delà du Marxisme. — Paris, Alcan, 1927 et 1929, édition française de « La Psychologie du Socialisme » parue à Iéna en 1926.

La crise du Socialisme. — Bruxelles, A l'Eglantine. — Paris, Alcan, 1927.

Socialisme et Marxisme. — A l'Eglantine, 1928.

La leçon de la guerre. — Paru en Belgique.

Au pays du taylorisme. — Bruxelles, A l'Eglantine. — Paris, Alcan.

La joie au travail. — Alcan 1930.

Profit ou rendement. — Revue économique internationale, 1931, vol. 4.

Réflexions sur l'économie dirigée. — Bruxelles, 1932. — Goemaere, A l'Eglantine, et Paris.

Nationalisme et Socialisme. — Bruxelles, A l'Eglantine, 1932. — Paris, Equilibres, cahiers périodiques, 2^e série, vol. 1.

Le Socialisme constructif. — Traduit par Herbert, Vendôme, Presses Universitaires. — Paris, Alcan, 1933.

L'Idée Socialiste, 1933. — Paris, Grasset, 1935.

Le Plan du Travail. — Bruxelles, Labor, 1934.

L'exécution du plan du travail par Henri de Man et l'équipe du Bureau d'Etudes Sociales. — Anvers, de Sikkel. — Paris, Alcan, 1935.

II. — DIVERS

Revue d'Economie Politique, septembre-octobre 1934.

L'Europe Nouvelle, 17 mars 1934.

Revue des Etudes, Paris, 5 février 1934.

Revue Esprit, Paris, février 1934.

Le Journal des Finances, Paris, 29 mars 1935, 19 juillet 1935.

Revue Economique Internationale.

Nouvelle Revue Française, 1^{er} avril 1934 ; 17 mars, 8 décembre 1934 ; 23 mars 1935. — « Partis à prendre », par Benjamin Crémieux.

Le Mois, Paris, numéros du 1^{er} mars au 1^{er} avril 1934.

L'Information Sociale, Paris.

Revue de Paris, 15 août 1935. « M. de Man et les Banques », par A. Pose.

André PHILIP. — Henri de Man et la crise doctrinale du Socialisme.

L'homme est-il humain ? — Ramon Fernandez, N.R.F.

Mythes socialistes. — Thierry Maulnier, N.R.F.

Karl MARX. — Le Capital.

Karl MARX. — Manifeste du Parti Communiste.

Georges SOREL. — Réflexions sur la violence.

JAURÈS. — L'armée nouvelle.

JAURÈS. — L'idéalisme de l'histoire.

JAURÈS. — Discours à la Jeunesse.

BERGSON. — Les deux sources de la morale et de la religion.

PALANTE. — La sensibilité individualiste.

SOMBART. — Le Bourgeois (traduction de Jankélévitch).

Discours au Congrès Socialiste de juillet 1933 de MARQUET,
DÉAT, MONTAGNON.

TABLE ANALYTIQUE

INTRODUCTION. — Vie de M. de Man. — Esprit général de sa doctrine.

PREMIÈRE PARTIE

Théorie générale du socialisme (le socialisme éthique)

CHAPITRE I. — *Les origines du socialisme. — Origine historique de l'idée socialiste.*

Rappel du point de vue marxiste, *page* 21. — L'idée socialiste, pour M. de Man, est un aspect de l'humanisme et a des origines bourgeoises, *page* 27.

— La culture bourgeoise du Haut Moyen-Age, *page* 29. — De la bourgeoisie du Haut Moyen-Age au capitalisme, *page* 33. — Réactions, *page* 39.

CHAPITRE II. — *Les origines du socialisme (suite). — La formation de l'idée socialiste dans l'individu.*

Critiques du marxisme, *page* 49. — Le socialisme est pour M. de Man une représentation compensatrice d'un état d'infériorité : L'importance des phénomènes inconscients. — Freud, *page* 55. — Inconscient historique et psychologique, *page* 57.

— Etude du processus psychologique, *pages* 60 à 66.

CHAPITRE III. — *Les fins.*

I. ^a Fondement de la théorie des fins chez M. de Man : il y a une obligation morale universelle à laquelle correspondent des devoirs immédiats, différents suivant les circonstances, mais ayant une valeur d'absolu, *page* 69. — II. - L'aspect actuel de ces devoirs, *page* 80 (Tendances à éviter : L'utopisme, *page* 80 ; L'hédonisme et l'ascétisme, *page* 84). — III. - Il faut réaliser une révolution psychologique, *page* 90 (Rôle des intellectuels, *page* 94. — Valeur de la culture traditionnelle, *page* 96. — La morale existante suffit ; de la morale bergsonienne, *page* 100. — Laïcité, *page* 102).

CHAPITRE IV. — *Le mouvement.*

Principes (Les thèses de Heppenheim, *page* 105. — L'importance de l'acte libre, *page* 106. — Proudhon, *page* 108. — Les néo-socialistes français, *page* 109). — Quelques règles d'action (Le socialisme est un devoir pour tous, *page* 111. — S'écarter du réformisme, *page* 114 — du révolutionnisme violent ; Sorel, *page* 123. — Du nationalisme à l'internationalisme, *page* 127).

*
**

DEUXIÈME PARTIE

Le « Plan du Travail » (Programme pratique d'action)

CHAPITRE I. — *Esprit général du « planisme » et principales dispositions du Plan.*

Caractères du « planisme » ; Thèses de Pontigny, *page* 142. — Réformes prévues au plan, *page* 146. — Physionomie du plan, *page* 152.

CHAPITRE II. — *L'Exécution du Plan du Travail.*

Le crédit, *pages* 160 à 174 (Banque Nationale de Belgique, *page* 164). — Dispositions diverses, *pages* 174 à 180 (Politique agraire, *page* 177).

*
**

CONCLUSIONS.

Remarques sur le programme socialiste de M. de Man, *pages* 181 à 187 (Difficulté d'un système d'économie dirigée, *page* 184). — Caractéristiques principales de la pensée de M. de Man, *page* 187. — Difficulté qu'il y a à considérer le socialisme comme relevant de la morale, *page* 190. — La doctrine de M. de Man peut être profitable à tous en ce sens qu'elle insiste sur la supériorité des valeurs éthiques et la nécessité d'accorder l'acte à la pensée, *page* 192.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA THÉORIE GÉNÉRALE DU SOCIALISME

Les Origines du Socialisme

CHAPITRE I. — Origine historique de l'idée socialiste	21
---	----

Les Origines du Socialisme (suite)

CHAPITRE II. — La formation de l'idée socialiste dans chaque individu	47
CHAPITRE III. — <i>Les fins</i>	69
CHAPITRE IV. — <i>Le mouvement</i>	105

DEUXIÈME PARTIE

LE PLAN DU TRAVAIL

CHAPITRE I. — <i>Esprit général du « planisme » de M. de Man et principales dispositions du Plan</i> ..	141
CHAPITRE II. — <i>L'exécution du Plan du Travail</i>	159
CONCLUSIONS	181
ANNEXE : Thèses de Pontigny	195
BIBLIOGRAPHIE	201
TABLE ANALYTIQUE	205

